

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le *Labour Party* au pouvoir (Boris Souvarine). — Ilitch-Lénine (Sosnovsky). — La Retraite d'Octobre en Allemagne : Thèses de la gauche ; Rapport de Zinoviev. — Le « Cours Nouveau » du Parti Bolchevik ; les Résultats de la Nouvelle Politique Economique (A. Rykov). — Projet de

Résolution sur les Questions Economiques (Ossinsky) ; Les Limites de la Démocratie Ouvrière (G. Zinoviev). — Ce que disent les militants : L'Avenir du *Bulletin Communiste* (Marcel Ollivier, Boris Souvarine). — Bibliothèque Communiste, etc.

Le « Labour Party » au Pouvoir

L'ACCESSION du *Labour Party* au pouvoir est un fait historique d'importance encore incalculable, mais dont les communistes seraient les derniers à sous-estimer la valeur. Pour les communistes français, l'événement présente actuellement déjà un double intérêt.

Le premier est commun à tous les révolutionnaires du monde : c'est le point de départ d'une ère nouvelle de la politique anglaise, dont le caractère impérialiste classique se fait sentir dans toutes les parties du monde et dans tous les domaines de la politique et de l'économie mondiales ; c'est l'ouverture de perspectives nouvelles de développement pour le mouvement révolutionnaire britannique ; c'est le commencement d'un déplacement de l'équilibre actuel des forces entre puissances impérialistes et anti-impérialistes.

Le second est d'offrir à l'avance aux travailleurs français, sollicités par les illusions réformistes du « Bloc des Gauches », un tableau de l'impuissance du réformisme au pouvoir, et par suite, de donner aux communistes français une arme excellente, pour peu qu'ils sachent la manier.

Le renversement des rapports des forces politiques anglaises fera sentir rapidement ses répercussions, tant dans l'Empire britannique que dans les autres pays. Le *Labour Party* est au pouvoir, bien que représentant un tiers seulement du Parlement, sur lequel il s'appuie ; il ne gouverne qu'avec le consentement du libé-

ralisme bourgeois ; ses ministres seront renversés dès que le capital se sentira sérieusement menacé ; mais ceci n'est que l'aspect parlementaire, c'est-à-dire superficiel, de la situation. En réalité, le *Labour Party* a été poussé au pouvoir non par sa force parlementaire, mais par la menace de la force extraparlamentaire du prolétariat et grâce à l'impuissance des deux partis bourgeois devant les difficultés inextricables de l'économie nationale.

En appelant le *Labour Party* à gouverner, la bourgeoisie espère évidemment le réduire à une incapacité analogue à celle des deux autres partis et en domestiquer définitivement la « couche supérieure ». Elle se sent assez forte pour lui interdire tout empiètement sérieux sur ses privilèges, toute mesure qui ouvrirait une brèche dans son pouvoir effectif. Elle se débarasse de son opposition en lui remettant la direction apparente des affaires, mais elle exerce un rigoureux contrôle qui paralyse toute réalisation du programme travailliste. Ainsi, les réformes que le *Labour* est autorisé de mettre en œuvre ne seraient pas plus profondes et efficaces que celles dont les libéraux se feraient les artisans à l'heure des concessions. Et la désillusion des masses viendrait dès que leurs besoins se heurteraient au *non possumus* des nouveaux chargés d'affaires de la bourgeoisie.

Mais celle-ci mène un jeu dangereux qui peut tourner contre elle et lui préparer de terribles

chocs en retour. Elle s'engage dans une aventure dont nul ne peut prévoir l'issue, et qui dépendra dans une grande mesure de la pression que les forces révolutionnaires, obscures ou déclarées, exerceront sur le *Labour*. Tandis que les trois partis rivaliseront d'habileté au Parlement, temporiseront, gagneront ou perdront du temps, un nouveau protagoniste peut entrer en scène, sous la forme de l'action directe du prolétariat. Et voici posée la question du rôle de notre Parti communiste et de l'Internationale : dans quel sens et comment doit-il s'exercer pour précipiter le développement révolutionnaire de la lutte des classes britannique ?

Dans quel sens : évidemment, selon notre tactique du front unique, dans le sens d'une aide au *Labour* pour la réalisation de son programme (qui n'est pas le nôtre, mais dont l'application doit dresser l'une contre l'autre les classes antagonistes). Ce programme, le *Labour* ne pourra le réaliser sans une lutte ouverte, sans chercher hors du Parlement l'appui des masses en mouvement. C'est en aidant le *Labour* dans cette lutte, — sans jamais cesser de critiquer ses hésitations, ses lenteurs, son impuissance organique, — que les communistes le soutiendront vraiment, selon le mot de Lénine, « comme la corde soutient le pendu », et avanceront le dénouement révolutionnaire.

Comment : c'est ici qu'il s'agit de ne pas commettre des maladresses qui nous vaudraient une faillite. Il y a déjà, paraît-il, dans notre Parti, des malins qui s'emparent de la phrase de Lénine plus haut citée — sans rien comprendre, hélas ! de l'esprit politique si souple et si fin du vieux — et qui réclament que nous nous approchions du *Labour* avec une grosse corde à la main et une potence sur l'épaule. Un malin de cette sorte n'est qu'un incorrigible nigaud. Quand Lénine essayait de convaincre Gallacher et Sylvia Pankhurst, il leur expliquait en quoi consisterait, *en fin de compte*, « l'aide » communiste aux travaillistes. Mais quand il cherchait à faire le front unique avec ceux-ci, il ne brandissait pas un nœud coulant. Les communistes doivent se présenter aux ouvriers travaillistes non comme des ennemis astucieux, mais comme des auxiliaires décidés à leur faciliter la tâche, à les soutenir *dans la lutte*. Sans partager un instant leurs préjugés et illusions, nous devons démontrer aux ouvriers travaillistes l'inanité des moyens parlementaires et des procédures démocratiques, et nous ne le ferons qu'à la faveur de leur propre expérience, et en luttant à leurs côtés comme leurs défenseurs les plus conscients et les plus actifs. Nous n'y réussirions pas si nous leur apparaissions à

l'avance comme des gens qui guettent l'occasion d'exploiter leurs revers et comptent sur la ruse pour se tailler un succès.

Les communistes n'attendent pas leurs progrès de malices subalternes, dignes tout au plus de stratèges parlementaires et de manœuvriers de couloirs. *Le fond de la tactique du front unique, c'est la logique intérieure du développement naturel de la lutte des classes, accéléré par l'intervention consciente des communistes.* Faire de la phrase explicative de Lénine une formule de combat, c'est une manœuvre aussi maladroite et vaine que d'employer la formule de la « volaille à plumer » comme moyen de réaliser le front unique. L'expérience acquise doit nous garder de pareilles fautes.

Celles-ci seraient tout à fait impardonnables dans un pays comme l'Angleterre, où le *Labour* représente toute la masse énorme du prolétariat, et le Parti communiste une petite avant-garde minuscule. Seule, une ignorance totale de la situation là-bas peut conduire un communiste à une conception aussi grotesque que celle que nous dénonçons. On ne doit pas oublier non plus que la Grande-Bretagne est l'un des rares pays où le mouvement communiste ait régressé depuis la fondation de notre Internationale. Les *shop stewarts* et les *worker's committees*, dont le développement avait paru devenir une menace sérieuse pour le trade-unionisme, et qui avaient donné à Lénine une si grande espérance, ont disparu. Notre Parti, bien qu'ayant gagné de l'influence dans les syndicats de certaines régions, a perdu des membres. Maintenant que les conditions jusqu'ici défavorables se transforment et deviennent propices, il importe que notre Parti fasse figure de fraction la plus consciente et agissante de la classe ouvrière, non de secte irresponsable.

C'est pourquoi le Parti communiste anglais, comme les autres Partis communistes et l'Internationale elle-même, devront se montrer prêts à aider de toutes leurs forces le *Labour Party* dans la mesure où il s'efforcera d'accomplir son programme, c'est-à-dire de défendre les intérêts du prolétariat, de déchirer le traité de Versailles, de libérer les territoires allemands occupés, etc. En même temps, les communistes réclament l'élargissement de ce programme, l'indépendance des colonies, les prélèvements sur le capital, l'alliance avec la Russie soviétique... Et ils critiqueront sans ménagements toute défaillance, tout renoncement, tout reniement, dénonceront impitoyablement toute trahison.

Voilà ce que nous appelons comprendre les enseignements de Lénine.

Boris SOUVARINE.

ILITCH-LÉNINE

La douleur qui nous accable nous empêche de bien comprendre qui nous avons perdu.

Cet être extraordinaire a, me semble-t-il, deux faces : l'une tournée vers les siècles futurs, vers tous les peuples et races qui vivent et vivront sur la terre : c'est celle de Lénine ; l'autre, tournée vers nous, ses contemporains, ses frères d'armes, ses disciples, ses amis et ses proches : c'est celle d'Ilitch.

Qui donc a dit que Lénine était mort ? C'est faux.

Lénine non seulement est vivant, mais il ne fait que naître à la vie véritable ; maintenant seulement, il commence à conquérir les esprits et les cœurs. Dans les républiques soviétistes, Lénine a gagné les esprits et les cœurs de millions d'hommes. Mais il n'y a pas encore conquis une majorité solide. Il faudra lutter pour faire entrer le léninisme dans la conscience des masses en Russie.

Et dans l'Europe bourgeoise ? Dans l'Amérique archi-bourgeoise ? Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie, d'Afrique, d'Australie et d'Amérique ? Presque tout le travail de Lénine y est encore à faire.

Quel communiste pourrait douter du triomphe futur de Lénine en Asie, en Afrique et en Amérique ? Dans leur for intérieur, les maîtres du monde capitaliste eux-mêmes comprennent l'ineluctabilité de l'avènement triomphal de Lénine dans leur empire. Et ils cherchent uniquement, par la violence et le mensonge, à retarder la victoire de la justice sur le mal.

Annonciateur de l'émancipation des travailleurs, héraut de la justice, défenseur des peuples opprimés, champion de l'égalité et de la fraternité humaines véritables, Lénine est vivant.

Et lorsque des foules innombrables l'auront accompagné à sa dernière demeure, sa marche victorieuse ne se ralentira pas. Au contraire, pendant ces heures douloureuses, dans le monde entier, les cœurs des « affamés et des esclaves » s'élanceront vers lui et écouteront sa voix, car Lénine est vivant, et il frappe et frappera aux cœurs, tant que les démons du capitalisme et de l'exploitation ne seront pas chassés de cette terre.

Oui, Lénine vit et vivra. De toutes nos forces, nous contribuerons à sa vie. A cet effet, nous commencerons en Russie, non pas par lui élever des monuments de marbre et de granit (nous en aurons toujours le temps), mais par fournir gratuitement à chaque chaumière, à chaque logement ouvrier au moins un opuscule sur sa vie et ses travaux. Cet opuscule sera composé par ses proches disciples ; il sera écrit simplement, de façon à être compris de tous, imprimé sur bon papier, en gros caractères, orné d'un portrait du maître et édité dans toutes les langues. C'est par l'intermédiaire des écoliers que, vraisemblablement, nous le ferons parvenir aux familles, car il n'en est presque pas une qui n'ait un enfant à l'école. Ensuite, nous éditerons un livre détaillé de la vie et des travaux de Lénine, qui sera distribué gratuitement à tous les instituteurs de notre pays et qui leur servira de manuel pour l'enseignement du léninisme.

Lénine pénétrera alors dans les endroits où l'on n'avait encore que trop peu entendu parler de lui et gagnera des millions d'esprits et de cœurs à la cause du communisme.

Mais si Lénine n'est pas mort et ne mourra pas, pourquoi donc une telle douleur ? Pourquoi, par un froid terrible, des centaines de milliers de travailleurs attendent-ils, dans les rues et sur les places de Moscou, leur tour d'entrer dans la Salle des Colonnes pour défiler devant le cercueil de Lénine et dire adieu à leur camarade bien-aimé ? C'est à Ilitch qu'ils disent adieu. Oui, pour notre malheur, nous avons perdu Ilitch. Cet homme si vivant, si proche de nous, si aimé, si cher, nous a quittés.

Lénine et Ilitch ; chef, figure historique et gigantesque et en même temps personnalité attirante au plus haut point.

Cette coïncidence n'était pas fatale. Le chef, le penseur, le combattant, le dirigeant, pouvait exister sans les qualités personnelles de cœur d'Ilitch. Le chef aurait lancé dans les masses de grandes idées, donné des ordres et des préceptes excellents. Mais sa personnalité aurait pu rester étrangère au peuple, incompréhensible, fermée. Il aurait pu même être un homme avec beaucoup des défauts et des faiblesses inhérents à la nature humaine. Il aurait pu être admiré et respecté, mais non aimé. Il aurait pu avoir d'innombrables ennemis personnels parmi ceux qui auraient eu à souffrir de ses injustices à leur égard.

En fin de compte, tout ce qui se rapporte à sa vie privée aurait été, devant le tribunal de l'histoire, éclipsé par ses services politiques et sociaux. Et le cercueil de ce chef aurait été également suivi par une foule immense, mais... animée d'autres sentiments.

Mais si les sanglots éclatent dans la Salle des Colonnes, si tous les visages sont baignés de larmes, c'est parce que la douleur d'avoir perdu Ilitch étreint tous les cœurs.

Ilitch, c'est-à-dire l'être proche, exceptionnellement aimé. Qu'était-il pour nous ? Un père ? Un frère ? Un tendre ami ? Un fils unique ? Tous ces mots sont impuissants à exprimer les sentiments nouveaux qu'a enfantés la nouvelle famille humaine, la nouvelle collectivité, le parti prolétarien.

Oui, Ilitch était pour nous plus qu'un père, un frère ou un fils. Nous aimions en lui ce qu'il y a de meilleur dans chacun de nous qui faisons partie de cette collectivité.

Sa simplicité charmante, sa sollicitude touchante, sa sagesse et sa justice, son désir d'aider tous ceux qu'il pouvait aider lui gagnaient tous les cœurs.

Homme d'une rare pureté morale et de la plus grande modestie dans sa vie privée (on l'aurait autrefois appelé un saint), notre cher Ilitch était néanmoins étranger à tout rigorisme en ce qui concernait les autres. Il comprenait parfaitement nos faiblesses, connaissait très bien nos défauts. Mais il ne faisait jamais la morale à personne et ne se posait jamais en mentor. Parfois seulement, sans paroles aucunes, il clignait moqueusement de l'œil avec un léger sourire, et le coupable se sentait plus puni que par une dizaine de résolutions

du Comité central ou de la Commission de contrôle.

Ceux qui n'ont pas vécu à ses côtés ne peuvent se figurer combien ce dictateur était tendre pour les gens et attentif à leurs besoins. Peu avant la mort d'Ilich, Enoukidzé transmit à l'Institut Lénine une liasse de notes qu'il lui avait adressées et qu'il conservait chez lui. Dans toutes ces notes, Ilich intercédait pour une personne quelconque. Il fallait donner un peu plus de nourriture à celui-ci, fournir des habits ou une chambre à celui-là, soigner un autre, l'envoyer dans un sanatorium, etc. Chacune de ces demandes était accompagnée de raisons détaillées et chaleureusement motivées. Comme si, pour Enoukidzé ou pour n'importe lequel d'entre nous, la parole d'Ilich n'était pas à elle seule une raison suffisante ! Mais, délicat et modeste à l'extrême, Ilich, même lorsqu'il demandait une paire de chaussures pour un homme qui n'en avait pas, s'efforçait de convaincre que sa demande était juste.

Il est difficile de se représenter combien Ilich était doux et sensible. C'est, on le sait, envers ceux qui, par leur action, causaient du tort au Parti ou à la Révolution, qu'il était le plus rigoureux et le plus implacable. Dans ces cas, il était capable de rompre immédiatement et irrémédiablement avec ses meilleurs amis.

Mais quelle n'était pas sa sollicitude pour les « égarés » qui cherchaient à revenir au bercail ! Un jour, je m'adressai à lui en faveur d'un ouvrier déporté à Arkhanget pour organisation d'un groupe contre le Parti. A peine lui eus-je annoncé que cet ouvrier déclarait avoir compris son erreur qu'il me dit : « Ecrivez immédiatement au C. C. pour qu'il revise son affaire. Je vous appuierai. »

Aussi, personne de ceux qu'Ilich fustigeait impitoyablement aux assemblées et dans la presse ne lui en gardait-il rancune. Ces jours-ci, j'ai été témoin de la douleur profonde que causait sa mort à un camarade, qui pourtant avait été rudement tancé par lui pour sa position politique. Son amour, sa confiance, son respect et son dévouement pour Ilich avaient effacé en lui toute rancune personnelle.

C'est pourquoi Ilich avait des ennemis de classe, mais aucun ennemi personnel. C'est là un cas extrêmement rare. C'est pourquoi il était si facile de vivre lorsqu'on avait au-dessus et autour de soi un homme d'une telle pureté, d'une telle sagesse, d'une telle impartialité et d'une telle justice.

Personnellement, je m'efforçai de déranger le moins souvent possible Ilich par des conversations téléphoniques et des visites. Mais la conscience qu'aux heures difficiles je pouvais lui donner un coup de téléphone et au bout de quelques secondes entendre sa voix, me donnait des forces et de l'énergie au travail. Il en était de même vraisemblablement pour beaucoup d'autres militants. C'est cela que nous avons perdu. Et personne au monde ne pourra nous le rendre. Chacun a besoin de sentir qu'il y a un être auquel il peut confier sa douleur, ses chagrins. Sans cela, il est difficile de vivre.

Pour tout le Parti, pour tout le prolétariat, pour toute la paysannerie, Ilich était un refuge, la personification de la justice, de la vérité, de la bonté.

« J'irai jusqu'à Ilich lui-même ! » Qui n'a pas entendu, à la ville ou au village, ce cri de l'homme désespéré de pouvoir se faire rendre justice ? Et l'on allait jusqu'à Ilich. Et ceux qui étaient arrivés à lui, qu'il avait écoutés, que sa simplicité, sa

sollicitude et sa bonté avaient touchés, retournaient chez eux et proclamaient devant le peuple la justice d'Ilich.

Voilà ce que nous avons perdu.

Le peuple en général ne connaît pas la sollicitude d'Ilich pour les camarades qu'il jugeait avoir besoin de repos ou de soins.

Pendant ses dernières années, il demandait presque à chaque communiste s'il avait eu un congé, s'il s'était remis et se réjouissait sincèrement lorsqu'il entendait une réponse affirmative. Il voulait que le C. C. adoptât une série de mesures spéciales pour la conservation de la santé des vieux militants. Il demandait que chacun d'eux se fit examiner périodiquement par les médecins. Il réclamait (parfois contre la volonté des intéressés) que l'on envoyât de force en congé des camarades qui lui paraissaient fatigués. Mais en ce qui le concernait, non seulement il s'occupait très peu de lui-même, mais enfreignait les décisions du C. C. sur les congés qui lui étaient accordés. Discipliné et exigeant pour les autres, Ilich ne violait les décisions du Parti que lorsqu'il s'agissait de sa santé personnelle.

Et, maintenant, Ilich n'est plus. Nous lui disons notre dernier adieu. Notre regard chargé de tendresse et de reconnaissance se repose une dernière fois sur son visage immobile.

Adieu, Ilich ! Adieu, notre seul aimé ! Merci de nous avoir aidés à devenir ce que nous avons été : tes élèves, tes auxiliaires, tes compagnons d'armes, et, maintenant, tes héritiers et les continuateurs de ton œuvre.

Merci pour le bonheur indicible que nous avons éprouvé à travailler avec toi, sous ta direction, pour le bonheur de toute l'humanité.

Adieu, Ilich chéri !... Pendant ta vie, respectant ta modestie, nous nous faisons scrupule de parler de notre amour, de notre dévouement, de notre confiance et de notre respect pour toi. Maintenant, tu n'es plus. Nous tous, petits pris à part mais collectivité puissante, nous nous efforcerons de faire fructifier ce que tu as mis de meilleur en nous et de prouver par nos actes combien nous t'aimons. Nos ennemis ne verront pas dans les rangs des léninistes la scission espérée. Ce n'est pas en vain que, durant des dizaines d'années, nous nous sommes instruits à ton école, cher Ilich !

L. SOSNOVSKY.

A tous les militants

Le numéro 30-31 de l'I. S. R., revue officielle de l'Internationale Syndicale Rouge, vient de paraître.

Notre revue paraîtra désormais régulièrement chaque mois, avec une nouvelle mise en pages et une meilleure présentation.

Nous insistons auprès des militants qui veulent connaître les thèses, la pensée et l'action de l'Internationale à laquelle ils appartiennent, pour qu'ils lisent régulièrement la revue ; cela leur permettra de se tenir au courant du mouvement ouvrier international et les aidera plus d'une fois dans la discussion.

L'Internationale Syndicale Rouge, 144, rue Pelleport, Paris (20^e) : Abonnements : un an, 12 numéros, 30 francs ; six mois, 6 numéros, 15 francs ; un numéro, 2 fr. 50. En vente : 96, quai Jemmapes, à la Librairie du Travail, Paris (10^e).

LA RETRAITE D'OCTOBRE EN ALLEMAGNE

On sait que notre Parti allemand compte actuellement trois « tendances », qui se sont dessinées avec précision au lendemain de la retraite d'octobre. Nous avons publié, dans le Bulletin n° 4, des thèses exprimant l'opinion de la nouvelle majorité (centre), et dans le Bulletin n° 6, celles de l'ancienne majorité (droite), signées de Brandler et Thalheimer. Voici maintenant un projet de thèses de la gauche, présenté par la Fédération de Berlin-Brandebourg, en attendant des thèses définitives :

1. Par suite de la crise des réparations, en janvier 1923, le chaos économique s'est accru d'une façon extraordinaire en Allemagne. La désagrégation politique a pris des proportions énormes.

2. Cette double crise économique et politique a profondément remué la classe ouvrière, en transformant le mouvement ouvrier, qui accusait jusqu'alors une tendance descendante, en un mouvement ascendant, d'un caractère révolutionnaire et offensif très marqué.

3. Les premiers signes de la nouvelle vague révolutionnaire furent les luttes dans la Ruhr (en mai) et en Haute-Silésie, la grève des ouvriers métallurgistes à Berlin et les mouvements grévistes en Saxe. Ces luttes ont atteint leur point culminant dans la grève générale, sous le gouvernement Cuno.

4. Cette grève avait une grande importance pour les raisons suivantes. Les ouvriers n'ont d'abord formulé que des revendications économiques (grève des imprimeurs de la Reichsbank, crise de l'inflation). Ce n'est qu'au cours du mouvement que la grève revêtit spontanément un caractère politique accentué. (Les Comités d'usines de Berlin refusaient de lutter pour des revendications économiques et posaient la question du gouvernement.) Cette grève vivifiait et rendait actives les forces du prolétariat ; elle mettait en déroute la bourgeoisie, qui craignait déjà une « seconde révolution ». Les masses petites-bourgeoises des campagnes et des villes commençaient à manifester des sympathies pour les ouvriers et le P. C. A. La situation objective en Allemagne, de la période de la grève d'août aux événements d'octobre, était mûre pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

5. *Le C. E. de l'Internationale Communiste avait donc raison lorsqu'il demanda, en octobre 1923, au P. C. A. de faire des préparatifs en vue de l'action décisive. Cette lutte, en certaines circonstances, aurait pu être précédée par une série de combats partiels, mais le Parti avait, dans cette situation historique, le suprême devoir de rassembler toutes ses forces et de provoquer la bataille décisive entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les chances de victoire pour le P. C. A. étaient très grandes en octobre. Mais le Parti aurait dû enlever la lutte, même au risque d'une défaite ; celle-ci aurait alors donné au prolétariat de belles conditions révolutionnaires attachées au nom du Parti Communiste, préparant en ce sens la victoire fu-*

ture. La bataille de Hambourg, qui malgré tous ses défauts, a rehaussé l'autorité du P. C. aux yeux des ouvriers de Hambourg, fournit une preuve décisive à cet égard.

6. Le recul sans combat du P. C. A., en octobre dernier, a rendu la victoire plus facile à la grosse industrie, désorganisée et déprimée de larges couches du prolétariat. Il a porté, même dans les rangs de notre Parti, une confusion qui subsiste aujourd'hui encore. « Le P. C. A. avait promis de ne pas permettre au fascisme de vaincre, etc. »

7. Les causes pour lesquelles le P. C. A. a, en octobre, failli à ses tâches, peuvent être résumées ainsi :

a) La Centrale du Parti s'est refusée jusqu'en octobre à préparer les adhérents à la lutte finale et ne s'y est décidée que contrainte par l'Exécutif de l'I. C. (Perspective de gouvernement social-démocrate de gauche, en août. Gouvernement de caractère purement syndical.) La préparation devait donc forcément être tout à fait superficielle, sans avoir des effets pratiques sur la presse, la propagande, l'organisation et l'ensemble de la politique du Parti ;

b) La préparation purement technique militaire a été défectueuse, les préparatifs technico-militaires étant, depuis l'action de mars, presque complètement négligés par le Parti, qui, ni au point de vue politique, ni à celui de la propagande, n'était préparé à suivre les mots d'ordre d'une action décisive. Négligence qui, dans le court laps de temps de la Conférence d'Octobre à Moscou, aux événements décisifs, n'a pu être réparée ;

c) La tactique réformiste du front unique, surtout en Saxe et en Thuringe, et l'alliance déplacée avec la social-démocratie de gauche. C'est cette tactique du Parti qui a rendu la social-démocratie de gauche populaire. Le Parti, par la tactique du front unique, dont il usait depuis des années, a créé, même parmi les communistes, une impression de faiblesse qui leur faisait croire qu'on ne saurait affronter la lutte, surtout la lutte décisive, que de concert avec le P. S. A. (Théorie sur l'évolution du P. S. A. qui, gauche de la bourgeoisie, devra se transformer en une droite de la classe ouvrière.) ;

d) Le Parti, surtout en faisant constamment la propagande pour les mots d'ordre de la période transitoire dans les cadres de la démocratie et de la Constitution (saisie des valeurs réelles, Gouvernement ouvrier), a omis d'entretenir vivant l'intérêt des larges masses pour le programme communiste. Ce qui est décisif à cet égard, c'est que le Parti n'a pas corrigé cette faute même après les luttes dans la Ruhr en mai et la grève générale sous le gouvernement Cuno, ni même après la défaite d'octobre, et que, jusqu'à la Conférence de Moscou, il a défendu avec ténacité la théorie et la pratique des étapes transitoires.

La théorie et la pratique des revendications transitoires ont eu pour conséquence que le travail de la majorité du Parti fut concentré sur certains districts où la coopération avec la social-démocratie de gauche était possible (c'était le cas en

Saxe et en Thuringe) et que d'autres importants postes de combat du prolétariat allemand furent négligés. C'était le cas surtout en ce qui concerne la Ruhr. (Le Congrès de Leipzig ne s'est pas occupé spécialement de l'occupation de la Ruhr.) ;

e) La théorie des revendications transitoires et la pratique de la coopération avec le P. S. A. ont amené la lutte violente de la majorité contre la gauche du Parti, lutte dont les répercussions sur les organisations et les personnes ont contribué à affaiblir intérieurement le Parti.

8. Le Comité central, siégeant après les événements d'octobre, a omis de prendre position vis-à-vis de toutes ces questions pendantes. Depuis, la crise s'est acérée et dans la classe ouvrière et dans le Parti. Le prolétariat allemand, pour une grande part par la faute du P. C. A., ne s'est pas dressé contre le patronat qui a supprimé la journée de 8 heures. La Ruhr est en train de se séparer de l'Allemagne. Les négociations avec la M.I.C.U.M. seront suivies, dans quelques semaines, par des négociations de gouvernement à gouvernement. La dictature des généraux contre-révolutionnaires jette des centaines de prolétaires en prison, sans que les ouvriers se défendent avec suffisamment d'énergie. Après l'accroissement des sentiments révolutionnaires chez les ouvriers, avant et après la grève générale d'août, nous nous trouvons dans une période d'abattement et de dépression.

9. La crise internationale et la crise du capitalisme allemand provoqueront dans les mois qui vont suivre une série de nouveaux conflits (1). Le P.C.A., s'il ne veut pas perdre tout son prestige de Parti révolutionnaire auprès des masses, ne doit pas revivre un nouvel « Octobre allemand ». Il faut qu'il reconnaisse avec toute la clarté désirable les fautes qu'il a commises, qu'il prenne des sanctions contre les réformistes, qu'il rompe avec les réformistes, les théoriciens et les praticiens des étapes transitoires, qu'il rassemble le plus rapidement possible toutes ses forces pour le travail illégal. Chaque semaine de retard ne fait que rendre plus grave la situation du Parti et l'empêche de regagner sa combativité.

10. Le Parti, en tirant les enseignements nécessaires de la défaite d'octobre, doit élaborer un programme d'action. En voici, pour les mois prochains, les points les plus essentiels :

a) Se préparer, aux points de vue politique, d'organisation, militaire et technique, à la conquête du pouvoir ;

b) Propagande vivante, concrète et directe de la dictature du prolétariat. Montrer dans la propagande quotidienne comment la dictature réactionnaire traite les questions ouvrières et comment la dictature rouge les résoudra ;

c) Propagande de la socialisation. (Propagande de sauvetage, campagne contre les grands trusts.) La campagne contre les 30 ou 40 gros industriels de l'Allemagne doit être menée plus énergiquement encore que contre von Seeckt, Ludendorff et Hitler. Il nous appartient de montrer aux larges masses quels sont ceux qui détiennent le pouvoir et comment la liaison s'établit entre l'appareil gouvernemental et la grosse industrie ;

d) Donner au mouvement des Comités d'usines un caractère politique, en faire la base de préparation pour les Conseils d'ouvriers politiques. Propagande infatigable pour les Conseils prolétariens comme condition préalable de la dictature prolétarienne (Comités de contrôle) ;

(1) Sur ce point seront présentées des thèses plus explicites.

e) Propagande parmi les chômeurs, de concert avec les Comités d'usines, création de Conseils de chômeurs ;

f) Organisation de l'action pour la journée de 8 heures, sous la direction du P. C. A. et des Comités d'usines ;

g) Rupture complète avec la social-démocratie de droite et de gauche, en théorie aussi bien qu'en pratique ; opposition résolue au P.S.A. et à la bureaucratie syndicale à l'intérieur et en dehors des syndicats ;

h) Renforcement de la propagande communiste parmi les paysans et ouvriers agricoles, dans les classes moyennes et parmi les fonctionnaires et intellectuels.

11. Pour la réorganisation du Parti, il faut :

a) Réduire le Comité central à 9 personnes, et le mécanisme central à un dixième de son personnel actuel ; éloigner les éléments de droite des organes centraux, établir une liaison étroite entre la Centrale et les Fédérations ;

b) Liquider la lutte contre la gauche du Parti par l'action commune du Centre et de la Gauche contre la Droite ;

c) convoquer, dès janvier, la session de l'Exécutif Elargi ;

d) convoquer le Congrès du Parti au plus tard en février.

Un rapport de Zinoviev

Nous publions ci-dessous un extrait du rapport fait par Zinoviev devant la dernière Conférence du Parti Communiste russe sur la situation internationale, le 24 janvier. C'est la partie qui concerne la question allemande, sur laquelle nos camarades russes comme nos camarades allemands professent des appréciations différentes.

Nous constatons à notre conférence d'automne la gravité de la crise politique allemande. Notre opposition soulignait alors, avec ironie, que nous ne nous étendions guère sur ce sujet. Notre parti, disait-elle, est devenu un parti de silencieux. C'était mal connaître la vie intime de notre parti. Je ne dirai pas que tout y fût pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais si nous fûmes à la conférence d'automne unanimes en présence d'événements d'une portée incalculable, j'ose affirmer, camarades de l'opposition, que c'est à cause du caractère profond du parti bolchevik. Le parti avait compris qu'on arrivait à un tournant, qui ne pouvait être qualifié que de révolutionnaire et qui nous offrait de grandes chances de succès. Le parti comprenait qu'il ne s'agissait plus de prononcer de grands discours, mais de tirer les conséquences pratiques de la situation. Tous, sans distinction, nous pensions que la révolution allemande n'était plus qu'une question de semaines. Sur ce point concordait toutes les informations. Les plus pessimistes se distinguaient des autres en ce qu'ils pensaient que la révolution allemande devait encore tarder deux, trois ou quatre semaines...

C'était la plus grande divergence de vues. Les

uns disaient : question de jours. Les autres : trois ou quatre semaines nous donneront une plus forte majorité dans les masses et nous permettront de rattraper à coup sûr. Il y avait eu la formidable grève générale d'août, les graves hésitations de l'ennemi social-démocrate. Le Parti communiste allemand était soulevé par une vague révolutionnaire d'une puissance encore inconnue. La petite bourgeoisie venait à lui. Les paysans hésitaient. La chute vertigineuse du mark continuait. La bourgeoisie perdait la tête. Les centurions ouvrières et les comités d'usines se fortifiaient. Tableau d'ensemble typique d'une crise pré-révolutionnaire.

Aussi la question se posait-elle ainsi en Russie : comment va réagir le parti bolchevik, après deux ans de *Nep* ? Va-t-il discuter, va-t-il donner raison aux sages augures qui affirment *qu'on ne peut pas se risquer* ? Restera-t-il à son poste, premier parti de l'Internationale Communiste, assumant toutes les responsabilités ?

Après la déception

Je sais que la révolution allemande ne se produisant pas, la déception a été grande parmi nous. On nous demande dans les milieux ouvriers où en est la révolution allemande que nous avions annoncée. Cet état d'esprit est fort compréhensible. Mais il me semble, camarades, que l'Internationale et le Comité Central du Parti russe doivent le déclarer sans ambages. Si de pareils événements se répétaient, nous devrions encore agir de même. Nous nous sommes trompés sur la durée des événements, comme il est arrivé bien des fois aux marxistes, à commencer par Marx. Et nous nous sommes trompés avec les partis allemand, français, polonais, tchèque, avec lesquels nos décisions ont été prises.

Mais nous ne nous sommes pas trompés dans l'essentiel, de même que le bolchevisme ne se trompait pas lorsqu'après la défaite de l'insurrection moscovite de décembre 1905, il affirmait, contrairement aux mencheviks, qu'une deuxième révolution viendrait. Elle est venue. Lénine se trompait alors, sur les délais, espérant une insurrection pour le printemps de 1906. Il fallut ensuite la remettre. « Jusqu'après la moisson », disait Vladimir Ilitch, « pour que le moujik soit plus libre ». L'attente devait en réalité durer de longues années que les mencheviks mirent largement à profit pour se moquer de nos « prophéties ».

Nous n'avons pas encore d'instrument qui nous permette de mesurer la durée probable des évolutions sociales. Mais dans l'appréciation essentielle des forces de classe, dans l'analyse des raisons déterminantes d'une deuxième révolution, le bolchevisme ne se trompait pas, pas plus que l'Internationale ne se trompe aujourd'hui. La deuxième révolution allemande est inéluctable et le délai qui nous en sépare ne peut pas être aussi grand.

Vous comprendrez, camarades, qu'après un insuccès, après une retraite sans combat, une crise du parti allemand, plus ou moins pénible, devait se produire entraînant une révision plus ou moins radicale des valeurs. C'est à de pareilles minutes qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires. Ceux qui n'appartiennent au Parti que par hasard ou erreur sont pris de panique, vont à

l'extrême gauche ou à l'extrême droite, récriminent, vitupèrent. Le vrai noyau d'un parti se trempe justement dans de pareilles crises. Le Parti communiste allemand est maintenant divisé par de profondes divergences de vue. L'Exécutif de l'Internationale Communiste et le Comité Central du Parti russe ont besoin comme lui d'y voir clair.

Les responsabilités

Chez nous, à Moscou, la question de la révolution allemande, du rôle de l'Internationale et de la direction de l'Internationale, a joué dans les discussions du Parti un grand rôle. Les camarades de l'opposition n'ont pas manqué d'ajouter aux mille et un griefs qu'ils font à l'I. C. celui d'avoir perdu le Parti allemand et son Comité central. A cet égard, Radek s'est fait remarquer par son zèle.

Je dois dire que le Comité Central du P. C. R. tout entier, et surtout son Bureau politique, porte en réalité la responsabilité de nos opinions sur la question allemande. La question touchait la Russie de trop près. Les délégués du P. C. russe à l'Internationale devaient examiner au Bureau politique du Parti russe ou au Comité central chaque question posée. Autrefois, quand Lénine travaillait avec nous, les militants de l'Internationale le consultaient, et le Comité central du P. C. russe pensait que c'était suffisant. Par la suite, nous avons dû remplacer la collaboration de Lénine par des consultations collectives. Pour ce qui est des événements d'Allemagne, la plupart de nos décisions ont été prises à l'unanimité : nous en portons donc collectivement la responsabilité. Ce qui ne veut pas dire que la mienne propre ne soit pas très grande.

Une première question. On répand parfois le bruit que l'Exécutif de l'I. C. fixa au Parti allemand la date de l'insurrection. J'affirme catégoriquement que le Parti allemand fut laissé libre d'en décider à son gré. Tel était notre point de vue.

La deuxième question nous amène tout de suite aux plus profonds désaccords du Parti allemand. Elle a trait au gouvernement saxon.

Il y avait à la Diète de Saxe une majorité parlementaire de social-démocrates et de communistes, de six voix si je ne me trompe.

La droite du P. C. allemand tenta plusieurs fois de réaliser un accord parlementaire avec les social-démocrates saxons. L'Exécutif s'y opposa toujours. Mais quand il nous parut que la crise devait se produire dans peu de semaines, nous pensâmes que le moment était venu d'entrer, à de certaines conditions, dans le gouvernement saxon, afin d'y préparer la lutte pour le pouvoir.

Le général Muller venait d'être nommé. Je me souviens de l'épisode de Cronstadt, en 1917, lorsque le gouvernement provisoire y nommait, en qualité de commissaire, le cadet Pépéliev, alors que le pouvoir réel appartenait au soviét de Cronstadt, qui, pendant un certain temps, ignora le commissaire gouvernemental, puis le ridiculisa. L'heure venue, nous l'arrêtâmes. Il nous semblait qu'un moment analogue survenait pour les camarades allemands. Les nôtres entrèrent au gouvernement de Dresde, ignoreront le général Muller, mobiliseront les forces ouvrières, pour ensuite se joindre aux travailleurs révolutionnaires de toute l'Allemagne. Bref, l'entrée des communistes au gouvernement saxon n'était pour nous qu'une ma-

noeuve destinée à nous donner une première base d'opération.

Nous pensions que les communistes ne devaient collaborer avec Zeigner que si ce dernier et son groupe s'engageaient à combattre effectivement la Bavière blanche et le fascisme, à armer sans délai 50 ou 60.000 ouvriers, à ignorer le général Muller. De même en Thuringe. Nous ne pensions pas le moins du monde à une combinaison parlementaire. Les camarades allemands estimaient parfaitement réalisable la manœuvre conçue.

L'opinion des principaux militants

On s'efforce maintenant de revoir rétrospectivement toute cette politique. On dit que l'Internationale aurait dû commencer ses préparatifs trois ou quatre mois plus tôt. Vous connaissez la brochure de Trotsky (*Le Cours Nouveau*) parue une demi-heure avant l'ouverture de la conférence. Trotsky y touche notamment la question allemande.

« Si le Parti communiste, dit-il, avait fortement modifié le rythme de son travail et tiré, pour ses préparatifs politiques, tout le parti possible des cinq ou six mois que l'histoire lui accordait, le dévouement aurait pu être bien différent de celui que nous avons eu en novembre. » Il ne sert à rien de poser ainsi la question. Evidemment, en commençant nos préparatifs cinq mois plus tôt, toutes autres conditions restant égales, nous eussions pu nous préparer bien mieux. On va loin avec des *si*.

Il est, par contre, intéressant de connaître ce qu'en pensaient les dirigeants de l'Internationale cinq ou six mois auparavant. Un revirement évident commence en Allemagne au mois de juillet. Le Comité central du P. C. A. lance son appel révolutionnaire contre le fascisme. « Pour chaque ouvrier tué, dit-il, nous abattons dix fascistes. » Tous ceux qui connaissent l'histoire du Parti allemand comprennent alors qu'un nouveau chapitre commence.

L'influence du Parti grandit de jour en jour. La date de la journée antifasciste est fixée. Gros événements. Les ouvriers social-démocrates sont avec nous. L'opinion ouvrière considère le P. C. comme destiné à briser le fascio allemand avant qu'il n'ait pu s'affermir. A ce moment se produit un premier désaccord dans l'Exécutif de l'I. C. J'étais absent avec Boukharine. Radek nous rendu Parti allemand ; nous envoyâmes aussitôt au P. C. allemand une dépêche le félicitant et approuvant son attitude, ainsi que la préparation antifasciste. Sur ce, Radek engagea contre nous une vive polémique. Le 12 juin, il nous télégraphiait que l'Internationale, en continuant notre politique, pousserait le Parti allemand à une « défaite de juillet », que, « sous l'influence des événements de Bulgarie et d'Italie, nous forçons, à la légère, les événements en Allemagne ». Radek fit approuver par l'Exécutif le télégramme du 26 juillet, qui dit :

« Le Bureau de l'I. C. conseille de renoncer aux manifestations dans la rue, du 29 juillet... Un guet-apens est à craindre. »

Trotsky questionné, s'abstint, n'étant pas assez informé.

Il aurait pu, pour plus d'objectivité, noter dans sa brochure que Radek, le plus informé d'entre nous sur le mouvement allemand et qui y a le plus travaillé, s'est trompé le plus en la circonstance,

freinant lorsqu'il fallait au contraire pousser le Parti allemand au combat.

La retraite d'octobre

Fallait-il battre en retraite et battre en retraite sans combat ? C'est ce qu'on discute maintenant dans le Parti allemand.

Les meilleurs militants sont indignés de ce qu'on ait reculé sans combat. L'état d'esprit était beaucoup plus combatif que lors de la première révolution allemande. Il faut entendre les récits de nos camarades de là-bas, dépeignant les manifestations dans la rue, l'héroïsme des femmes de la Ruhr, portant leurs enfants au-devant des baïonnettes françaises... Il faut les entendre décrire les premières fraternisations avec les prolétaires français en uniforme, dans la Ruhr, l'abandon des chefs social-démocrates par leurs effectifs, l'extension de l'influence communiste...

Après notre Conférence d'octobre, les camarades allemands crurent la bataille — c'est-à-dire la victoire ou la mort — imminente. La brusque retraite devait donc être une cause de dépression et de déception. Qu'on y ajoute la triste expérience du gouvernement saxon. Vous savez le point de vue de l'Exécutif sur la coalition social-démocrate de gauche et communiste de Dresde. Vous savez qu'il arriva précisément le contraire de ce que nous voulions.

Heckert, Brandler et Boettcher étaient entrés dans le ministère Zeigner. Brandler se chargeait de la chancellerie d'Etat. Nous nous frottions les mains, à la pensée que le P. C. allemand avait eu la bonne inspiration de s'emparer de la chancellerie d'Etat. Brandler, nous disions-nous, aura maintenant sous ses ordres la police et toutes les administrations. Hélas ! ce n'était pas habileté, c'était respect purement germanique de la chancellerie d'Etat, sanctuaire des sanctuaires. On y plaçait le militant le plus qualifié du Parti. Nos trois camarades restèrent 11 jours au pouvoir, ou plutôt 9, car pendant les deux derniers jours, ils se trouvèrent, à la vérité, à mi-chemin entre leurs ministères et la prison. On ne peut évidemment pas faire grand-chose en 11 jours. L'Exécutif ne leur reproche pas de n'avoir pas su trouver 60.000 fusils. On peut toujours être battu dans un combat, surtout révolutionnaire ; on peut même y recevoir, au lieu de 60.000 fusils, une balle dans la tête. L'important est de se conduire en révolutionnaires. Or, nos trois camarades s'étaient sentis membres d'un ordinaire gouvernement de coalition.

« Nous nous plaçons, disaient-ils, sur le terrain de la Constitution, — nous ne sommes responsables que devant la Diète. » Les vieux préjugés social-démocrates se manifestaient ainsi. Bebel dénonçait autrefois un gouvernement réactionnaire qui foulait aux pieds ses propres lois, sa propre Constitution. Excellente agitation à l'époque, mais que les communistes sont mal venus d'imiter en 1923, lorsque le général Muller marche sur eux. Parler du « terrain de la Constitution » et de la « responsabilité devant la Diète », c'était jouer une banale comédie parlementaire.

Les fautes du parti allemand

Cette expérience nous a ouvert les yeux sur bien des faiblesses du P. C. allemand que nous ne faisons que soupçonner. Aussitôt que les faits nous furent connus, l'Exécutif de l'I. C. adressa au

P. C. allemand une lettre à communiquer à tous les membres du Comité central. Sur le texte, nous étions tous d'accord, y compris Trotsky, lequel n'avait proposé que quelques modifications de forme. L'Exécutif de l'I. C. écrivait :

« Votre surestimation de la préparation politique et technique a infailliblement donné lieu à une erreur politique. Comme vous le savez bien, nous considérons à Moscou l'entrée des communistes au gouvernement saxon comme une manœuvre militaire stratégique. Vous en avez fait la réalisation d'un bloc avec la social-démocratie de gauche, qui vous a lié les mains. Nous pensions que l'entrée des communistes au gouvernement saxon équivaldrait à la conquête d'une base d'opération sur laquelle nos forces armées pourraient commencer à se déployer. Vous avez réussi à transformer la participation ministérielle des communistes en une banale combinaison parlementaire avec les social-démocrates. Notre défaite politique en a été le résultat. Pis : il s'est produit quelque chose de fort analogue à une comédie. Nous pouvons, lorsque nous nous battons, supporter une défaite. Mais quand un parti révolutionnaire, à la veille d'une insurrection, se trouve en posture ridicule, c'est pis qu'une défaite. Le Parti n'a pas suivi de politique d'Empire qui ait pu et dû amener le conflit décisif. Pas une démarche révolutionnaire énergique, pas un discours communiste tant soit peu remarquable, pas un acte sérieux pour hâter l'armement en Saxe, pas une mesure pratique pour constituer en Saxe, des Soviets ! Au lieu de tout cela, le geste de Boettcher, déclarant qu'il ne quitterait pas son ministère tant qu'on n'emploierait pas la force pour l'en chasser. Non, camarades, ce n'est pas ainsi qu'on prépare les révolutions.

Radek, au lieu d'indiquer ces fautes au Parti allemand s'est mis à soutenir dans ses articles la droite de ce parti, désireuse de perpétuer l'opportunisme de la politique saxonne. Il ne faut certes pas, camarades, s'exagérer ses fautes. Le Parti communiste allemand reste une des meilleures sections de l'Internationale, un puissant parti prolétarien, fort de plusieurs centaines de milliers d'adhérents, qui conduira la classe ouvrière allemande à la victoire. Mais il a ses points faibles. On y observe des survivances de la 2^e Internationale, ce qui n'a rien d'étonnant. La 3^e Internationale est née de la deuxième.

Radek s'est donc mis à défendre la droite du Parti allemand, élaborant pour cela toute une philosophie. Après l'échec, le P. C. A. réunit une conférence dont la principale résolution contient ces mots : « Le fascisme a vaincu la république de novembre... mais n'a pas vaincu la classe ouvrière. » A lire ce document, nous nous demandâmes : Est-ce tour de force littéraire, ou opportunisme ? C'était les deux, comme il arrive souvent.

Pourquoi est-ce faux ?

D'abord les termes « république de novembre » nous déplaisent. La première révolution allemande s'est produite en novembre. On peut, bien entendu, parler de « république de novembre » ; mais quand il s'agit d'une analyse théorique, ayant pour but de nous éclairer et d'éclairer les ouvriers allemands, mieux vaut éviter ces termes. D'autres conviennent mieux, que nous a enseignés Marx. L'Allemagne est actuellement une république démocratique bourgeoise. Au début de la république de novembre, celle-ci se qualifiait « socialiste », et c'était une duperie. Il faut dire :

c'est une république-démocratique-bourgeoise. C'est juste et clair. Mais que signifie la formule « Vaincre la république de novembre, sans vaincre la classe ouvrière » ?

Social-démocratie et fascisme

La social-démocratie, nous dit-on, a été vaincue par le fascisme. C'est inexact. Si elle avait été vaincue en combattant, nous devrions avoir une toute autre tactique. Or, nous proposons maintenant de rompre toutes négociations avec les dirigeants contre-révolutionnaires de la social-démocratie allemande. S'ils avaient résisté et s'ils avaient été vaincus, nous devrions les soutenir. Marx nous enseigne qu'il faut soutenir les partis petits-bourgeois quand ils résistent à la réaction. Seulement, tel n'a pas été le cas.

Radek demande : Qui gouverne aujourd'hui l'Allemagne ? En répondant : « Un général », il conclut à la victoire du fascisme sur la social-démocratie. Nous sommes d'un autre avis : von Seeckt gouverne, mais les social-démocrates participent au gouvernement ; Ebert est président de la République, Severing ministre de l'Intérieur en Prusse. Quelque 20.000 social-démocrates au moins sont bourgmestres, fonctionnaires, chefs de police, détenant ainsi des parcelles du pouvoir. La social-démocratie est encore un parti gouvernant. C'est la clef de la situation. Depuis cinq ans, à commencer par la Révolution de Novembre, l'Allemagne est gouvernée par un bloc social-démocrate bourgeois, au sein duquel le rapport des forces change quelquefois. La révolution bourgeoise en Allemagne s'est même produite malgré les social-démocrates ! Puis la social-démocratie a pris le pouvoir pour freiner, freiner, et le rendre peu à peu à la bourgeoisie. Nous sommes encore en présence d'un bloc social-démocrate bourgeois. La social-démocratie est encore un parti gouvernemental en Allemagne, camarade Radek, et c'est ce qui dicte notre tactique envers elle. Seulement, la social-démocratie elle-même est devenue fasciste. Ce phénomène s'observe dans la 2^e Internationale, ailleurs encore.

En Italie, Turati est un socialiste vieux de vingt-cinq ans d'action. Pouvait-on, il y a dix ans, le qualifier « socialiste du type fasciste » ? Que non ! Révisionniste, il éditait une mauvaise revue. Mais aujourd'hui, c'est bien un « socialiste du type fasciste » ; son parti n'est qu'une aile du fascisme. Rappelez-vous les mencheviks bulgares, dont Saksov, opportuniste depuis vingt ans, était le leader. Plékhanov blâmait son révisionnisme, ses critiques du marxisme. Saksov fait maintenant partie du gouvernement Zankov, égorgueur de communistes. Nous observons le même fait dans toute la 2^e Internationale. Il faut dire maintenant aux ouvriers que la social-démocratie est devenue un élément du fascisme.

De là notre tactique. Les social-démocrates sont de l'autre côté de la barricade. Rompons avec eux. Ce qu'il y a de nouveau dans le mouvement ouvrier international, c'est que la social-démocratie devient un élément fasciste. Le fascisme est un amalgame de noire réaction et de démagogie sociale. Mussolini et bien d'autres nous le prouvent. La social-démocratie s'accouple et s'y associe facilement. Il faut le montrer aux ouvriers allemands.

La République allemande diffère peu des autres démocraties bourgeoises. Pourquoi, imitant la

presse bourgeoise, parler de « République de Novembre » ? Qualifions-la, en marxistes, de démocratie bourgeoise. Disons aux ouvriers ce qui est. Elle est, au fond, analogue à la République française et tout aussi réactionnaire.

Radek étudie les désaccords internes du fascisme, qui ont une certaine importance. Son erreur est de leur prêter une importance exagérée et d'imprimer ainsi une orientation erronée au Parti allemand.

La Centrale allemande

Tous ces événements ont provoqué dans le Comité central du P. C. allemand un regroupement. Au bout du compte, la majorité s'est rangée à l'avis de l'Exécutif. Deux camarades se sont trouvés à droite : Brandler et Talheimer ; 15, au centre, avec lequel nous sommes en général d'accord, quoiqu'il n'ait exprimé son point de vue que d'une façon assez faible et peu nette ; une gauche de 6 ou 7 personnes, qui pense surtout au passé, critique l'ancienne tactique, mais finit par se trouver aussi de notre avis sur les questions principales.

L'Exécutif s'est demandé ce qu'il allait conseiller au Parti allemand. Il a décidé d'orienter le P.C.A. contre les déviations de droite, contre la déviation de droite représentée — et pas par hasard — à bas par Radek, qui, en Russie, s'est quelquefois présenté comme « à gauche ». L'Exécutif préconise le rapprochement de la majorité et de la gauche sur une plate-forme commune.

Radek a fait le possible et l'impossible pour empêcher l'Internationale d'appliquer cette résolution. Il a refusé de se soumettre à la décision du C. C. du P. C. russe, donnant un mandat précis à ses délégués à l'Exécutif. Interrogé s'il se conformerait au mandat du P. C. russe, il a répondu : « Non, car je suis élu par le Congrès mondial et non par le Parti russe. » Au point de vue formel, il a raison, mais il est évident que nous devons représenter à l'Exécutif le parti qui nous délègue. Nous avons décidé de porter à la connaissance de l'Exécutif, que Radek ne représente plus en l'occurrence l'opinion du Parti russe.

Trotsky, Radek et Piatakoff ont rédigé des thèses insuffisamment travaillées, qu'ils ont envoyées aux camarades allemands sans même les communiquer au Comité central du Parti russe. Nous avons, pour chercher un terrain d'entente, constitué une commission paritaire, à laquelle Radek et Piatakoff ont présenté des amendements d'un caractère opportuniste tout à fait inadmissible. Ainsi, nous avons fait tout le possible en vue d'un accord, tandis qu'ils ont cherché à transporter dans l'Internationale la lutte des fractions.

Je suis pourtant heureux de vous dire que, malgré la grande autorité dont les camarades Trotsky et Radek jouissent parmi les camarades allemands, on est déjà arrivé à arrêter les termes d'une motion commune à la majorité du Comité central du P. C. A. et à la gauche.

G. ZINOVIEV.

N. d. l. R. — Ce rapport du camarade Zinoviev montre que sur la situation allemande comme sur la situation russe, il existe de sérieuses divergences de vues dans l'Internationale.

Le Parti français en discutera de son côté. Nous lui fournissons ici tous les matériaux utiles à la formation de son opinion.

Quant à nous, il nous paraît que l'intérêt du

Parti français, comme de toute l'Internationale, est de travailler unanimement à maintenir l'unité des sections russe et allemande et non de se diviser à son tour sur les questions qui opposent les uns aux autres nos camarades russes et allemands.

Le Parti français n'est pas en mesure, actuellement, de prendre position pour ou contre la thèse des uns ou des autres. Il n'exercera une influence efficace dans l'Internationale qu'à la condition de ne pas se scinder lui-même sur les questions soulevées à l'examen des prochaines assemblées de l'Internationale.

Les sections et fédérations discuteront des problèmes actuellement évoqués, mais n'ont pas à se prononcer par des votes jusqu'à ce que le Comité directeur les mette à l'ordre du jour d'une assemblée nationale du Parti.

L'abondance de matières

nous oblige à renvoyer au prochain numéro des articles de Jean FONTANILLES, de VARGA, la suite du récit de CHLIAPNIKOV, et un rapport de ZINOVIEV sur la situation du Parti communiste russe.

Le prochain numéro sera encore de 32 pages, vu la longueur exceptionnelle des articles que l'actualité nous oblige de publier.

Pour se documenter

L'Unité ! L'Autonomie syndicale ! L'emprise du Parti communiste sur les Syndicats ! La Pureté du Syndicalisme ! Que de mots dont on aime à se gargariser sans toujours bien savoir ce qu'il y a derrière ; que de discours creux sur ces questions dans tous nos Congrès et assemblées...

Pour pouvoir apporter un point de vue sérieux dans la discussion de ces importants problèmes révolutionnaires, les camarades doivent se documenter.

La Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge leur offre une documentation solide, avec les trois dernières brochures qu'elle a éditées :

A. HERCLET. — L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité Syndicale 0 75

ANDRES NIN. — Les Anarchistes et le mouvement syndical 0 50

— Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste 1 50

Les trois brochures ensemble 2 »

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, 96, quai Jemmapes, Paris (10^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

LE « COURS NOUVEAU » DU PARTI BOLCHEVIK

LES RÉSULTATS

de la nouvelle politique économique

Nous publions ci-dessous un rapport présenté par Rykov sur la situation économique russe à la Conférence des militants responsables de Moscou, le 29 décembre 1923.

Personne ne saurait dire auquel de nous incombe la plus grande part de responsabilité dans notre politique économique de l'année écoulée. Car si je suis président du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, Piatakov, lui, est mon adjoint, et si Krjijanovski, qui partage mon point de vue, est président de la Commission Nationale du Plan Économique, il a également Piatakov pour adjoint à la tête de cette commission, dont font également partie les camarades Preobrazjensky et Smirnov, ce dernier étant même membre du Bureau. Ainsi dans chaque organe dirigeant de la vie économique les deux parties — majorité du parti et opposition — sont également représentées et solidairement responsables de la direction pratique de l'économie nationale. Il est d'autant plus nécessaire de garder son caractère objectif à notre discussion des questions économiques que tout ce qui aurait dû être fait dans ce domaine, n'a pas été fait.

Nul ne saurait prétendre qu'il n'ait pas été commis de fautes dans la pratique de la nouvelle politique économique. Sokolnikov est aussi intéressé dans tout ceci, car la politique économique est étroitement liée aux questions financières. Je dois déclarer à l'avance que le Comité Central assume la responsabilité entière de notre politique financière, mais que ni le C. C., ni le camarade Sokolnikov ne peuvent assumer la responsabilité de défauts qui existaient, existent et existeront encore dans notre mécanisme économique et financier, indépendamment de la composition du C. C.

À la lecture des thèses du C. C., vous apercevrez qu'au fond elles se divisent en trois parties principales : 1) Résumé de l'activité du parti et de l'appareil soviétique dans presque tous les domaines de notre vie économique ; 2) Critique des fautes qui ont été commises ou tolérées ; 3) Énumération des mesures pratiques dont l'application dans un proche avenir nous paraît indispensable.

La nécessité s'est imposée de dresser le bilan de notre activité économique en face des accusations de l'opposition qui reprochait à la majorité du C. C. d'avoir amené le pays au bord de l'abîme.

Je crois, et j'espère pouvoir en apporter la preuve, que les résultats de l'année économique de 1923 ne justifient pas cette grave accusation. Au contraire, nous avons obtenu dans presque tous les domaines de notre vie économique des succès beaucoup plus considérables que dans les années précédentes.

Rapports entre ouvriers et paysans

La situation des paysans et de l'agriculture et la position des ouvriers vis-à-vis des paysans tiennent la première place dans la résolution du C. C. Nous avons été d'avis que précisément cette question doit être éclairée avant toute autre. Les extraits de la résolution du XII^e Congrès sur l'industrie, qui sont cités dans l'introduction de notre résolution de politique économique ont été ajoutés par le C. C. contre la volonté de l'auteur de cette résolution. Les camarades qui combattirent cette partie de la résolution, soutinrent que Trotski ne devant rapporter au Congrès que sur l'état de l'industrie et non sur la situation économique en général, point ne serait besoin de consacrer de si larges paragraphes de la résolution aux paysans et au développement de notre point de vue sur la production rurale.

Ils proposaient, en revanche, d'adresser, au nom du

Congrès, un appel spécial aux paysans en les assurant de la bonne volonté des communistes à leur égard. Nous fumes contre cette proposition en faisant ressortir que l'action de la classe ouvrière dans l'organisation de l'industrie ne pouvait donner de bons résultats que sous condition de tenir inégalement compte, dans la production industrielle, des intérêts des paysans et du marché rural. La question fut finalement discutée au Comité Central, qui se rallia à notre point de vue.

En examinant l'activité de nos organes économiques au cours de l'année précédente, nous constatons qu'elle n'a pas suffisamment tenu compte des intérêts des paysans. Si l'on peut actuellement reprocher quelque chose au C. C., c'est que, tout en étant, dans la question industrielle, à la hauteur de sa tâche, il n'a pas veillé à ce que l'amendement nécessaire sur la question paysanne qu'il avait ajouté au projet de résolution du camarade Trotski et fait adopter par le Congrès, fut entièrement mis en pratique par nos organes économiques. C'est pourquoi nous voyons — si ma mémoire ne me trompe pas — pour la première fois la question des rapports entre les paysans et l'économie rurale figurer en première place dans la motion du C. C. sur la politique économique, précédant même les questions industrielle et ouvrière. Il en a été décidé ainsi, parce que c'est précisément au sujet de cette question que nous avons fait un faux pas l'année précédente, et qu'une grande partie des difficultés économiques actuelles et des faits de crise, dont l'opinion du parti s'est occupée dans les deux derniers mois, est imputable à l'appréciation erronée des directives du parti dans ce domaine.

Développement de l'économie rurale

Laborde maintenant, statistiques à l'appui, l'état des diverses branches de notre économie. Je cite des chiffres pour montrer qu'il ne peut être question actuellement d'une « catastrophe » et que nous pouvons être fiers des résultats du travail accompli par le parti au cours de l'année écoulée. La situation des paysans a-t-elle empiré ou s'est-elle améliorée pendant cette année ? En examinant les chiffres concernant la surface enssemencée, la production totale et le contingent de produits-marchandises (de l'économie rurale), c'est-à-dire l'ensemble des produits que les paysans apportent au marché, nous constatons une nouvelle amélioration de l'économie paysanne en 1923.

La surface enssemencée, qui était de 51,4 millions de déciatines (1 déciatine égale environ 1 hectare) en 1922, a monté à 61,2 millions de déciatines en 1923, ce qui équivaut à une augmentation de 18,8 %. La surface enssemencée a atteint sur le territoire actuel de l'Union des Républiques Soviétiques 71 % de celle d'avant-guerre. Pour l'année prochaine, la situation a quelque peu empiré à cause des semences d'automne déficitaires. Le déficit est évalué par le Bureau Central de Statistiques à 4 % de la surface enssemencée en automne 1923. Il est surtout dû aux conditions climatiques défavorables. Nous avons toutefois raison de supposer que ce déficit sera compensé par les semences de printemps.

Pour ce qui est de la production totale de l'économie rurale elle n'accuse qu'une augmentation relativement minime, à cause de la récolte inférieure à nos prévisions. La Commission Nationale du Plan Économique évalue la production totale à environ 3.000 millions de pouds (1 poud = 16 kgs 400), tandis que le Bureau Central de Statistiques donne le chiffre de 2.794 millions de pouds contre 2.700 millions en 1922.

L'impôt en nature a pris, comme vous savez, une

autre forme, comportant des facilités pour les paysans de convertir cet impôt en argent. L'impôt en nature a été enure temps assimilé à une série d'autres taxes, réunies en un impôt rural unique. Dans quelle mesure les paysans profitent de la possibilité de remplacer l'impôt en nature par l'impôt en argent, voilà qui ressort clairement du fait que de 341,6 millions de pouds de seigle, perçus jusqu'au 1^{er} décembre — ce qui fait plus de 60 % des prévisions fiscales — 77,4 millions de pouds seulement ont été acquittés en nature, le reste étant versé en argent ou en emprunt de blé. (En 1921/22 le recouvrement de l'impôt en nature avait été en chiffres ronds de 400 millions de pouds de seigle-unité.) La crainte manifestée pendant l'année écoulée que les paysans éprouveraient des difficultés à passer de l'impôt en nature à l'impôt en argent, ne s'est pas du tout justifiée.

Grâce à l'essor général pris par la production rurale, et en partie à la possibilité pour les paysans d'acquiescer les impôts en argent, le contingent de produits-marchandises de l'économie paysanne, c'est-à-dire l'ensemble des produits vendus par les paysans au marché, a augmenté et a atteint, en ce qui concerne la production de céréales, d'après les données du camarade Broukhanov, de 500 à 550 millions de pouds.

Nos organisations commerciales et d'achat de céréales se trouvent maintenant placées devant le devoir d'acheter de grosses quantités de céréales au marché, cela pour satisfaire les besoins de nos consommateurs aussi bien que ceux de notre commerce extérieur de blés. Devoir d'une importance considérable parce qu'il est étroitement lié à la question du marché pour la production de notre industrie. Pour nos organisations d'achat de céréales il fut élaboré un programme d'achat de 270 millions de pouds. Ce programme comprend non seulement la quantité de céréales destinée à l'exportation, mais aussi celle assignée, à la base du plan de distribution des stocks de céréales, aux provinces centrales frappées par une mauvaise récolte.

D'après des chiffres que j'avais obtenus à la commission spéciale des achats de céréales du Conseil du Travail et de la Défense, il a été acheté jusqu'au 20 décembre 163,9 millions de pouds de céréales, contre 54 millions de pouds en 1922. Il a été vendu à l'étranger jusqu'au 24 décembre 93,5 millions de pouds de céréales panifiables et autres dont 81,2 millions ont été exportés.

Culture des plantes industrielles

En parlant de la production rurale je dois caractériser brièvement le développement d'une branche qui intéresse directement les ouvriers, non en leur qualité de consommateurs de blé, mais comme producteurs industriels. Il s'agit des matières premières agricoles indispensables à nos entreprises industrielles. Si l'on consulte les chiffres à cet égard, on peut également constater une amélioration sensible quant à la culture des plantes industrielles. En considérant par exemple la surface ensemencée de lin, nous voyons que la culture du lin a passé de 424.000 déciatines en 1920, de 460.000 en 1921 et de 498.000 en 1922, à 512.000 déciatines en 1923, ce qui fait une augmentation d'environ 25 % contre 1920.

Un des stimulants les plus forts pour les paysans à développer la culture des plantes industrielles, c'est le renchérissement considérable des matières premières agricoles indispensables à notre industrie et qui est dû à la demande très rapidement accrue aussi bien dans notre Union Soviétique qu'à l'étranger.

Prenons le prix de lin, de la laine, et du cuir et nous verrons que les prix se sont accrus considérablement au cours de l'année écoulée.

D'après les données du Comité du Commerce Intérieur, le prix du lin catégorie IV a monté de 3,29 roubles-or en janvier 1923 à 6,75 roubles-or en octobre 1923, ce qui équivaut à une augmentation de 110 % ; celui du lin catégorie V de 2,95 roubles-or en janvier 1923 à 6,72 roubles-or en octobre, augmentation de 127 % et celui du lin catégorie VI de 1,65 à 5,28 roubles-or, augmentation de 220 %. Le prix de lin en septembre a été pour la catégorie IV de 145 %, pour la catégorie V de 132 % et la catégorie VI de 111 % supérieur au prix d'avant-guerre. Ces catégories embrassent virtuellement 95 % de la production de lin de la Russie.

Le prix du cuir à semelles a monté de 38 roubles 31

kopeks (roubles-marchandise) le poud en octobre 1922 à 61 roubles 66 kopeks en octobre 1923. Le poud de laine brute qui coûtait en octobre 1922 2 roubles 88 kopeks, a coûté en octobre 1923 10 roubles 31 kopeks, ce qui fait une augmentation de plus de 300 %.

Je dois particulièrement souligner les grands succès que nous avons obtenus pendant l'année, en ce qui concerne le rétablissement de notre culture de coton. (Le coton est comme on sait, une des matières premières les plus importantes de notre industrie). La production de fil de coton qui était en 1920 de 733.000 pouds, s'est élevée en 1923 à 2.600.000 pouds, ce qui équivaut à une augmentation de plus de 300 %. Le programme pour 1924 prévoit l'accroissement de notre production de coton à 6-7 millions de pouds. Cependant, malgré les succès considérables dans ce domaine, notre production de coton n'est pas encore à même de satisfaire les besoins de notre industrie textile, évalués en 1923 à 6 millions de pouds de coton. Aussi avons-nous été obligés d'avoir recours à l'importation de cotons de provenance étrangère, dont le prix atteint actuellement presque le triple du prix d'avant-guerre.

Le prix du coton étranger a monté de 7,27 pence la livre anglaise en 1913, de 11,89 en 1920 et de 15,2 pence en 1922 à 20,03 en 1923. Dans la période d'avant-guerre le prix du coton russe variait de 14 à 16 roubles le poud, tandis qu'il ressort des chiffres qui ont été mis à ma disposition, que l'Office Central du commerce d'Etat (*Gostorg*) a offert pour du coton américain de la même qualité que celui de Russie, le prix de 44 roubles, livraison à Mourmansk. Le prix maximum du coton russe est actuellement de 25 roubles.

Les prix élevés des produits textiles sont en premier lieu dus à l'augmentation du prix de coton. Tant que notre production de coton n'est pas en mesure de satisfaire les besoins de notre industrie textile, nous serons obligés d'introduire en Russie du coton étranger. C'est pourquoi le développement de notre production de coton doit être un des plus importants devoirs de notre activité économique.

Réforme monétaire dans l'intérêt des paysans

Conformément aux instructions du parti, les contributions imposées aux paysans en 1923 ont été, pour une grande part perçues en argent. Il faut toutefois constater que l'impôt rural unique ne nous a pas donné tout ce que nous attendions de lui.

Les causes en sont : le système mixte de perception de l'impôt rural unique, le double système monétaire (*tchervonetz* et rouble soviétique), la dépréciation rapide de la monnaie soviétique, les variétés de prix de céréales. Tout cela a rendu difficile l'organisation du service technique de perception de l'impôt rural de façon de faire éviter à l'Etat des pertes fiscales et à sauvegarder les contributions contre les injustices éventuelles. Les devoirs que nous avons à accomplir l'année prochaine vis-à-vis des paysans comprennent : 1) le remplacement de presque tout le montant de l'impôt rural par un impôt unique payable en argent ; 2) la suppression de toutes impositions supplémentaires auxquelles il a été procédé jusqu'ici.

La troisième et la plus importante des réformes à accomplir concerne notre système monétaire comprenant deux unités : la monnaie soviétique qui se déprécie de jour en jour davantage aux dépens surtout des paysans qui la détiennent en grande masse, et le *tchervonetz* dont le cours monte de plus en plus et qui circule surtout dans les milieux commerciaux et industriels et ne parvient que pour une infime part aux mains des ouvriers et des paysans. La monnaie soviétique dépréciée doit être remplacée par une autre monnaie à cours fixe. La circulation du *tchervonetz* se trouve actuellement concentrée dans les villes.

Certes, les ouvriers ont également souffert de la dépréciation de la monnaie soviétique, mais ce sont surtout les paysans qui en supportaient les conséquences fâcheuses. Les paysans ne possédaient pour ainsi dire pas d'autre argent que la monnaie soviétique, sans avoir l'avantage, comme les ouvriers et les employés, de recevoir cette monnaie soviétique toujours d'après un indice calculé en marchandises ou en *tchervonetz*. Cette réforme monétaire fondamentale dans l'intérêt de l'économie rurale et des paysans doit être réalisée au cours de l'année prochaine.

Je ne traiterai pas en ce moment d'une série d'autres projets adoptés et approuvés par la Centrale du P.C.R. et qui ne rencontrent d'objections nulle part. Ces projets concernent l'organisation du crédit agricole et des coopératives rurales, et une adaptation plus souple de toute la politique rurale de notre parti aux couches sociales qui sont en train de se former parmi les paysans. Car, bien que d'après les données au Bureau Central de Statistiques la Nep et le libre trafic de marchandises n'aient pas encore eu pour conséquence une division trop marquée des paysans en riches et en pauvres, il ne peut y avoir de doutes là-dessus : la Nep et le libre trafic de marchandises créent des conditions favorables à la formation de couches différentes parmi les paysans.

Et, sans doute, ces couches sociales se formeront-elles désormais beaucoup plus rapidement que ce n'a été le cas depuis la révolution d'Octobre. Aussi faut-il que nous adaptions notre politique vis-à-vis des paysans à la nécessité de soutenir les paysans pauvres et moyens et de combattre les usuriers des villages et l'apparition d'une bourgeoisie dans les campagnes.

Accroissement de la production industrielle

J'arrive maintenant à la question de la grande industrie. Cette question est d'autant plus intéressante que la période actuelle est caractérisée par une crise de notre grande industrie. Nous devons avant tout constater que notre industrie s'est accrue en des proportions plus fortes que pendant les années précédentes et qu'elle s'est développée dans une mesure plus large que l'économie rurale et la petite industrie.

En vue de donner une caractéristique générale de la situation, je citerai les tableaux comparatifs que le camarade Trotsky avait présentés au XII^e Congrès et qui jettent une vive lumière sur l'état de l'industrie grande et petite et de l'économie rurale, tant en ce qui concerne leur degré de développement par rapport à la situation d'avant-guerre, que la rapidité avec laquelle elles se sont rétablies au cours des trois dernières années.

Le niveau actuel de la production rurale est, en fait, supérieur à celui de l'industrie. Cette supériorité est due à la circonstance que l'économie rurale, à cause de son mode de production extensif, n'a pas été exposée, au cours de la guerre et de la révolution, à des destructions aussi graves que la grande industrie. Par conséquent, l'économie rurale s'est trouvée, même pendant les années défavorables, à un plus haut niveau que l'industrie comparée à son état d'avant-guerre. L'économie rurale a atteint actuellement à peu près 70-75 % de son niveau d'avant-guerre, tandis que l'industrie, malgré son rapide développement en 1923, n'est arrivée qu'à environ 35 % de son niveau d'avant-guerre.

Inversement, si nous prenons la rapidité du développement de l'industrie et de l'agriculture au cours de l'année, nous constatons que l'industrie a pris contre les années précédentes un essor incomparablement plus grand que l'économie rurale.

Ces chiffres ne sont pas calculés pour les années économiques, mais pour les années civiles. En outre, le Bureau Central de Statistiques y a ajouté des données plus précises qui complètent et modifient quelque peu les chiffres présentés naguère par le camarade Trotsky.

Production calculée d'après les prix d'avant-guerre
Industrie (valeur des produits fabriqués
en millions de roubles)

1913	3721,0	730,0	4451,0	6639,8
1921	669,0	260,0	929,0	3535,0
1922	1056,0	415,0	1471,0	3931,0
1923*)	1293,5	500,0	1793,5	4093,5**)

*) Les chiffres de la production en 1923 sont approximatifs.

**) Les chiffres pour la production rurale sont calculés sans tenir compte des lacunes éventuelles des travaux de statistique. Ils ne comprennent pas les données

Il ressort de ces chiffres que la production rurale en 1923 a atteint presque les deux tiers de la production d'avant-guerre, alors que la production industrielle, en ce qui concerne la confection d'objets fabriqués dans toutes les catégories de l'industrie, a été de 40,3% de la production de 1913.

Si nous comparons maintenant la rapidité du développement de l'agriculture à celle du développement de l'industrie, nous verrons que pendant que la production rurale n'a augmenté que de 4%, contre 1922, l'augmentation de l'ensemble de l'industrie a été, dans la même période, de 21,8 %. En comparant le développement de la grande industrie à celui de la petite industrie dans la période de 1922 à 1923, nous trouverons que la production de la grande industrie, en ce qui concerne la confection de produits fabriqués, s'est accrue de 22,04 % contre 1922, et celle de la petite industrie de 20 %. Ces chiffres sur l'accroissement de la production de la grande industrie sont des chiffres minima. D'après les données que j'avais obtenues de la commission nationale du plan économique, la production totale de la grande industrie s'est accrue en 1923 de 35 %. L'accroissement de la production dans toutes les branches de notre économie a été en 1923 en chiffres ronds :

	(en millions de roubles-or)
Industrie grande et moyenne	237,3
Industrie petite et artisanat.....	85,0
Industrie totale	322,3
Agriculture	163,5

Plan économique, production industrielle

Quelles branches de l'économie accusent le plus fort accroissement de la production ? Vous savez qu'à l'époque du communisme de guerre, de vives discussions avaient lieu sur l'ordre dans lequel nous devrions procéder au rétablissement des branches de l'industrie. On avait hésité beaucoup à cette époque à décider où et de quelle manière la reconstruction industrielle devait commencer.

Ces discussions et ces hésitations allaient de pair avec une appréciation, à mon avis exagérée, de l'importance des plans économiques. On croyait alors qu'il suffisait d'élaborer un programme de production pour remettre en marche telle ou telle usine, telle ou telle branche de l'industrie. Une grande partie de ces plans, vous le savez, n'étaient bons à rien.

Après l'inauguration de la Nep, toute notre industrie se vit placée sous le contrôle du marché. Elle travaille actuellement dans les conditions créées par le trafic de marchandises et la circulation monétaire. Pour cette raison, nous observons des modifications radicales que subissent, sous l'influence du marché, nos plans techniques et théoriques de la période de guerre.

L'industrie doit travailler pour la vente. En examinant les chiffres qui s'y rapportent, vous trouverez que l'influence du marché s'est surtout montrée dans l'accroissement de la production des objets destinés à la consommation des grandes masses. L'industrie, s'efforçant de satisfaire la demande, a développé la production de ces objets en trouvant au marché les moyens permettant d'élargir la production.

L'influence du plan économique s'est manifestée par le fait que nous avons consacré de grandes parties de notre budget au rétablissement de nos industries, du combustible et de nos transports, ainsi qu'à l'électrification du pays. En consacrant de larges moyens pécuniaires aux buts indiqués, nous n'avons pas oublié de faire le nécessaire pour l'industrie « légère » ; bien au contraire, nous avons créé par là-même des conditions favorables à son développement.

Les chiffres que je vais citer le prouvent à l'évidence. J'ai parlé déjà des reproches qu'on avait adressés au Comité Central et qui disaient au fond que nous avions conduit le pays au bord de l'abîme et que les succès enregistrés dans telle branche de notre économie n'étaient pas dus au C. C. mais, au contraire, obtenus malgré l'activité du C. C. En ce qui concerne ce « malgré » je dois faire remarquer que l'accroissement de la production de l'industrie « légère » ne peut pas être considéré comme un phénomène spontané, dû exclusivement à l'économie forestière et la production du coton, ainsi que d'autres branches d'importance secondaire de la production agricole.

vement à l'influence du marché et où le plan économique n'entrerait pour rien.

Les programmes de production de toutes les branches de l'industrie ont été discutés et approuvés par le Conseil Suprême de l'Economie Nationale et la Commission Nationale du Plan Economique.

Il a été, par exemple, déterminé avec la plus grande précision quelle quantité de coton est nécessaire à l'industrie textile. Le montant des crédits pour l'achat de coton et d'autres matières premières à l'étranger a été également fixé. Mais l'industrie « légère » n'a pas obtenu d'aide financière de l'Etat, ses produits ont été répartis d'après le principe de la liberté de vente et d'achat. Le rôle des organes de l'Etat s'est borné simplement à fixer les prix de gros maxima pour quelques catégories de produits.

Quant à l'industrie lourde, il a été établi non seulement des programmes de production, mais aussi de répartition avec fixation simultanée des prix. Je ne veux pas le moins du monde prétendre que tous ces programmes aient été excellents. Les expériences de l'année passée doivent nous convaincre de la nécessité de perfectionner nos travaux de préparation de plans économiques surtout en ce qui concerne l'étude du marché, le règlement des prix et l'organisation du crédit industriel.

Pour compléter les données générales sur l'augmentation de la production industrielle et rurale, je veux citer quelques chiffres sur les branches les plus importantes de notre industrie.

L'industrie cotonnière, dont la production en 1920 avait été évaluée à environ 39 millions de roubles-or, a porté, dans l'année 1922-23, le montant de sa production à 170 millions de roubles-or, soit plus du quadruple du montant de la production de 1920. L'accroissement de la production de l'ensemble de l'industrie textile pour l'année 1922-23 a été, en prenant comme chiffre-base la production en 1920 supposée égale à 100 %, de 323,9 %, soit 39,9 % de la production d'avant-guerre (1912). L'industrie chimique a monté de 18 % de la production d'avant-guerre en 1920, à 46 % dans l'année 1922/23.

Un accroissement plus ou moins considérable de la production se constate également dans les autres branches de l'industrie « légère ».

Plus de crises de combustible

En vue du rétablissement de notre vie économique, une importance toute particulière revient à l'industrie lourde et, en premier lieu, à une de ses branches : les combustibles. L'année passée, loin de manquer de combustibles, nous avons eu des difficultés à en vendre et dû, en conséquence, réduire considérablement nos achats de charbon à l'étranger.

Le montant de l'extraction totale du charbon en 1913 est évaluée à 69.273.000 roubles-or, soit une augmentation de 160 % contre 1920. Le bassin du Donetz, qui occupe une place particulièrement importante dans la vie économique du pays et dont la production et le développement firent toujours l'objet de préoccupations de nos congrès et du Comité Exécutif panrusse, a porté, dans l'année 1922/23, l'extraction du charbon à 493,7 millions de pouds, soit une augmentation de 83 % contre 1920, atteignant par là environ 50 % des extractions d'avant-guerre.

L'extraction du naphte a dépassé de 30 % celle de 1920 et atteint 56,6 % de celle d'avant-guerre. L'accroissement de l'extraction ressort surtout des données suivantes pour les districts les plus importants où des gisements de naphte sont exploités, savoir :

Bakou : extraction de 212,8 millions de pouds de naphte en 1922/23, contre 175 millions en 1920, soit une augmentation de 22 % ; Grozny : 92 millions de pouds contre 53 millions en 1920, augmentation de 77 %.

Si nous ajoutons l'extraction du charbon à celle du naphte, nous obtenons pour 1922/23 le chiffre rond de 200 millions de roubles-or (chiffres du Conseil Suprême de l'Economie Nationale), soit 50 % du montant des extractions d'avant-guerre. Grâce aux succès obtenus dans ce domaine nous avons désormais une base solide pour l'approvisionnement du pays en combustibles. De même que nous avons surmonté la « crise du pain », nous n'avons plus à craindre une crise du combustible.

C'est dans le domaine de la reconstruction économique que une conquête de tout premier ordre. Je me rappelle

encore quels efforts il nous en coûta avec Vladimir Ilitch, lorsque nous travaillions ensemble au Conseil du Travail et de la Defense, pour procurer du pain aux ouvriers et empêcher les trains de s'arrêter faute de combustibles ! Que de discussions laborieuses, par exemple sur des mesures à prendre pour obliger tel comité départemental Ges forêts à faire transporter du bois de chauffage à telle station de chemins de fer !

Désormais nous n'avons plus besoin de nous occuper de cet aspect de la question. Prenez les chiffres sur l'approvisionnement en combustible des chemins de fer et vous verrez que tandis qu'au 1^{er} janvier 1921 les chemins de fer n'avaient du combustible que pour 11 jours — je me rappelle qu'à l'époque de notre travail commun avec Vladimir Ilitch il y eut des moments où les stocks de combustible des chemins de fer menaçaient de s'épuiser en deux jours, pouvant entraîner l'arrêt immédiat de la circulation des trains — au 1^{er} octobre 1921 pour 26 jours et au 1^{er} octobre 1922 pour 39 jours ; ils disposaient au 1^{er} octobre 1923 d'un stock pour 70 jours.

En prenant les chiffres sur l'ensemble des transports de combustibles par chemins de fer au cours de l'année 1920/21, nous verrons que le bois y figurait avec 73 %, le naphte avec 11 % et le charbon avec 60 %. En mettant ces chiffres à la base de notre calcul sur le rendement de notre industrie en combustible et sur la proportion des branches dont elle se compose nous arrivons au résultat que le bois de chauffage y entrerait pour les trois quarts environ, tandis que les combustibles de substance minérale n'y figuraient que dans la proportion d'à peine au-dessus d'un quart. Pour l'année 1922/23 le pourcentage des diverses sortes de combustibles se répartit de la façon suivante : bois 57 %, naphte 14 %, charbon 29 %. Par conséquent les combustibles minéraux — naphte et charbon — sont représentés dans la proportion de 43 % contre 27 % en 1920/21. En d'autres termes : le bilan de notre industrie en combustible est composé presque de moitié de cette sorte de combustibles. Ce résultat peut être considéré comme un gros succès économique.

Métallurgie et travailleurs des métaux

Les résultats obtenus dans le domaine de l'industrie métallurgique sont moins satisfaisants. Dans un alinéa des thèses du C. C. nous déclarons qu'il faut consacrer une attention toute spéciale au rétablissement de la métallurgie. Le manque de combustibles et le mauvais état de nos transports nous avaient obligés jusqu'ici à employer une large part de nos ressources financières à remettre en marché notre industrie du combustible et à améliorer nos transports. L'état de notre industrie du combustible et de nos moyens de transports s'étant sensiblement amélioré nous pourrions pendant l'année budgétaire prochaine employer pour une large part les moyens consacrés jusqu'ici à ces domaines de notre vie économique, au rétablissement de la métallurgie. Au sort de la métallurgie est étroitement lié le sort des ouvriers métallurgistes qui, à cause de leur organisation solide et de leur conscience de classe, constituent l'élite de la classe ouvrière.

Si l'on compare les chiffres que nous avons sur l'industrie métallurgique en 1922/23 et en 1920, on peut toutefois constater un progrès considérable. La production de fonte a, dans cette période, plus que doublé (18.360.000 pouds en 1922/23 contre 7.025.000 en 1920), celle de l'acier martin a plus que triplé, et celle du fer laminé plus que doublé. La production de l'ensemble de l'industrie métallurgique a atteint en moyenne 20 % de la production d'avant-guerre.

Mais si nous prenons les chiffres absolus sur la production de fonte, d'acier fondu et de fer laminé, en les comparant aux chiffres d'avant-guerre, nous devons reconnaître que les résultats obtenus, surtout en ce qui concerne la production de fonte, sont absolument insuffisants. Ces chiffres montrent que nous avons à peine commencé à remettre en marché notre industrie métallurgique. Ainsi la production de fonte n'a atteint l'année passée qu'environ 7,9 % de la production de 1912, celle de l'acier fondu 14,8 % et celle du fer laminé 13,7 %.

Le rétablissement de l'industrie métallurgique dépend du budget et des commandes faites par l'Etat, puisque la demande du marché pour les produits métallurgiques n'a pas dépassé, même dans la période d'avant-

guerre, 24 % de la production totale. Notre industrie métallurgique ne peut se développer qu'au cas où elle reçoit de grosses commandes de l'Etat. Elle souffre encore de la faute que nous avons commise en 1920 en donnant de grosses commandes de matériel roulant et de locomotives à l'étranger. Ces commandes sont maintenant réduites autant que les contrats passés avec les firmes étrangères le permettent. Cependant elles ont absorbé de gros crédits et nous sommes malheureusement obligés d'introduire dans le pays ce que nous pourrions produire nous-mêmes.

Ces commandes ont été faites à l'époque où je me trouvais à la tête du Conseil Suprême de l'Economie Nationale, Trotsky dirigeant le Commissariat des Communications. Nous avons actuellement un excédent de locomotives alors que nos fabriques de locomotives manquent de commandes. La petite quantité de locomotives que nous sommes en train de fabriquer actuellement ne seront mises en service que dans cinq ans, mais nous les faisons fabriquer quand même pour faire marcher nos plus grandes usines, celle de Kolomna et de Sormovo et en partie aussi l'usine Poutilov. Si nous les privions de commandes, le rétablissement de la fabrication de locomotives, dans 5 à 10 ans, serait extraordinairement difficile.

Quoiqu'on pense de la concentration de l'industrie, une concentration qui aurait pour conséquence de fermer une grande partie de nos entreprises industrielles les plus importantes où travaillent des ouvriers métallurgistes, serait impossible non pour des raisons économiques, mais politiques.

La résolution du XII^e congrès précise à ce sujet :

« La seule solution qui s'impose dans la situation actuelle, consiste dans la concentration radicale de la production dans les entreprises les mieux développées au point de vue technique et les mieux situées au point de vue géographique. Toutes ces objections doivent être écartées en face du devoir économique fondamental du moment qui nous oblige à trouver les moyens de fournir les capitaux nécessaires aux entreprises d'Etat et à réduire les frais de production en élargissant le marché et en rendant les usines rentables. »

Quelques-uns de nos camarades ont paru être d'avis que les intérêts de la concentration de l'industrie primaient même l'intérêt que nous avions à conserver intacts les cadres principaux de la classe ouvrière. C'est pourquoi le C. C. du parti a cru nécessaire de compléter dans sa résolution les décisions du XII^e congrès en y ajoutant que, nonobstant la concentration considérée comme indispensable, il faut tenir compte de la nécessité de conserver les cadres principaux de la classe ouvrière. Cela se rapporte surtout aux ouvriers métallurgistes.

L'état des transports

L'accroissement de la production industrielle se manifeste surtout par l'intensité des transports et du trafic des marchandises. L'état de nos transports est caractérisé par les données suivantes :

	1921/22	1922/23	1921/22
Marchandises transportées par chemins de fer (en 1.000 pouds)	4.075.308	5.625.184	138,0
Nombre moyen des wagons et citernes chargés par jour....	9.769	11.818	121,0
Nombre total des locomotives	19.338	19.659	101,6
Pourcentage des locomotives endommagées	60.200	56.900	
Nombre des wagons de marchandises	409.735	418.287	102,9
Pourcentage des wagons endommagés	33.600	32.500	

Le camarade Trotsky a cité au XII^e congrès la préface que j'avais écrite à la brochure du camarade Khalatov. Dans cette préface je montrais que l'industrie a clos avec déficit la première année de la nouvelle politique économique et que, par conséquent, nous devrions nous efforcer au cours de l'année prochaine de réduire autant que possible le déficit ou même de l'éliminer complètement. Un succès considérable a été obtenu dans ce rapport dans le domaine des transports. En prenant les chiffres du Commissariat des Finances sur les recettes des transports de 1923, nous voyons qu'elles ont été de 52.000.000 de roubles-or au premier

trimestre, de 100 millions au deuxième, de 110 millions au troisième et de 116 millions au quatrième trimestre.

Le déficit n'a pas encore disparu, mais il diminue rapidement. Les subsides accordés par l'Etat aux transports étaient en 1922/23 de 115 millions de roubles-or. Actuellement des négociations sont en cours avec le Commissariat des Communications pour réduire les subsides accordés aux transports à 40-80 millions de roubles. Ces subsides seront cette année au moins de moitié inférieurs à ceux de l'année passée. Il faut remarquer à ce sujet qu'une partie de cette somme sera affectée à des dépenses qui n'ont rien à faire avec les voies ferrées. (Installations de ports, travaux de régularisation des fleuves, etc.) Si nous prenons le service de chemins de fer proprement dit, les prévisions pour l'année prochaine comptent avec la disparition presque totale du déficit.

Amélioration de l'industrie

J'ai déjà fait ressortir que la concentration de l'industrie a fait surgir de multiples difficultés de notre politique. En surmontant ces difficultés, nous avons obéi, en ce qui concerne les usines Poutilov et de Briansk, en n'ordonnant pas la fermeture de ces usines, à des motifs politiques.

Il ne s'ensuit pas que nous ne nous conformions pas aux directives données par le congrès. Certes, la concentration de l'industrie n'est pas une opération qui pourrait s'effectuer en une ou deux semaines. Fermer les usines, diriger les ouvriers sur les localités où se créent les nouvelles entreprises, les loger et mettre en marche les nouvelles usines, ce sont des tâches qui exigent de longs mois de travail.

Comme résultat des mesures décidées au cours des derniers 6-7 mois, par le Présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, relativement à la concentration industrielle, nous avons à enregistrer des succès considérables quant à l'assainissement de la production dans diverses branches de l'industrie. Nous signalons avant tout l'accroissement de l'activité de nos usines. Je me honorerai sous ce rapport à citer quelques exemples :

Avant la concentration de l'industrie colonnière les usines correspondantes n'avaient travaillé qu'à 46,7 % de leur rendement. Après la concentration, elles travaillaient à 59,2 % de leur rendement. Les chiffres correspondants avant et après la concentration sont pour l'industrie du lin de 61,93 %, pour l'industrie de la laine de 66 % à 100 %, l'industrie du cuir 69,5 % et 90 %, le trust de la fabrication de machines à Petrograd 12 % et 50 % et les fonderies d'Etat 30 et 87 à 96 %. Je pourrais citer d'autres chiffres encore.

En ce qui concerne les prix des produits fabriqués, nous avons, moi et d'autres camarades, indiqué avec raison l'activité des communistes délégués par le Parti aux institutions commerciales et économiques. Nos critiques visaient l'augmentation des prix et des frais de production. Cette fois je suis obligé d'apporter quelques modifications à mes critiques d'alors car nombre de noyaux les avaient appréciées d'une façon erronée. J'avais fait un rapport sur la crise industrielle. Cette fois encore je ferai ressortir les points faibles dans le domaine de l'organisation de notre économie.

Je dois toutefois constater en même temps que nos économistes ont accompli au cours de cette année un travail considérable quant à l'organisation de l'industrie, son progrès et sa marche ininterrompue. C'est pour la première fois que nous pouvons observer un progrès constant. C'est un succès colossal aussi bien du principe des plans économiques que de l'activité de nos économistes.

Quelle différence entre l'époque actuelle et cette période de notre vie économique où nous étions obligés de congédier ou de reprendre les ouvriers, de fermer ou de rouvrir les usines, au fur et à mesure que le manque de combustible et de matières premières se faisait sentir ou diminuait. Nos économistes ont également obtenu d'excellents résultats en ce qui concerne l'organisation des usines.

Je puis vous citer des chiffres sur les progrès réalisés quant aux économies de combustible et de matières premières, à la diminution de la main-d'œuvre auxiliaire en proportion directe avec l'accroissement du nombre des ouvriers qualifiés, etc. En voilà quelques-

uns : la norme pour la confection de tissus de coton d'un poud de matières premières a été en mars 1923 de 85 %, en juillet de 87 %, et en octobre de 89 % ; dans l'industrie du cuir, on avait employé jusqu'à la fin de 1922, 1,92 poud de matières premières pour confectionner un poud de cuir à semelles, en 1923 les matières premières employées étaient de 1,89 poud ; dans les sucreries russes un *berkoretz* (1) de betteraves a donné dans la période d'avant-guerre 65 livres de sucre, en 1922, 58 et en 1923, 62,5 livres, c'est-à-dire presque la norme d'avant-guerre.

Pour ce qui est des économies de combustible, les fonderies d'Etat qui, en 1922/23, avaient besoin de 4,2 pouds de combustible pour la fabrication d'un poud de fer, n'ont usé en 1923 dans ce but que 3,5 pouds de combustible. Les chiffres correspondants sur l'emploi de combustible sont, pour 1922/23 et 1923, 4 et 3,3 pouds dans le district de Maltsev, et de 4,6 et 4,4 pour l'industrie d'Etat des métaux colorés.

En ce qui concerne la diminution de l'emploi de main-d'œuvre non qualifiée, elle a été contre le début de l'année 1922/23 de 24 %, dans l'industrie d'Etat des métaux colorés et de 25 % dans les usines Octobre rouge ; dans les usines du trust du caoutchouc, le nombre des ouvriers non qualifiés qui atteignait au début de l'année de 1922/23 150 % du nombre des ouvriers qualifiés, a été réduit à 66 % à la fin de l'année passée.

Il faut également souligner l'augmentation du rendement de la main-d'œuvre. D'après les données fournies par la Commission Nationale du Plan Economique, le rendement d'un ouvrier qui a été en 1920 de 548 roubles-or, a monté en 1922/23 à 1292 roubles-or, atteignant par là 69 % du niveau d'avant-guerre.

Tout cela contribue dans une mesure plus ou moins large à diminuer les frais de production. On a enregistré des diminutions de 15 % pour l'industrie chimique, de 12-21 % pour la fabrication de machines et de 7 % pour le trust du caoutchouc.

Il ne me vient pas, toutefois, à l'esprit de prétendre que tout ce que nous devons faire dans l'intérêt de l'assainissement de notre production : concentration de l'industrie par la fusion des meilleures usines, diminution de l'emploi de main-d'œuvre non qualifiée, réduction des frais de production, etc. — ait été déjà fini. Il faut, au contraire, reconnaître que nous n'en sommes qu'au début, que nous n'avons fait que les premiers pas et qu'il nous reste encore énormément à faire.

La diminution des frais de production résultant de la concentration industrielle, de l'augmentation du rendement du travail et d'une meilleure organisation du processus de production, que je viens d'illustrer par des données statistiques, constitue un symptôme concret d'une importance capitale de l'assainissement de notre industrie. Les succès obtenus jusqu'ici dans ce domaine sont, cependant, absolument insuffisants si nous les comparons aux devoirs qui nous restent à accomplir.

Points faibles de l'administration économique

En conséquence de la campagne que nous avons menée et continuerons à mener pour la réduction des prix, on a enregistré des cas, surtout en province, où des critiques ont été formulées à l'égard de l'appareil économique du Parti. Cette exagération de critique a pris de telles proportions que je connais des cas où la candidature des camarades, travaillant dans les trusts et les syndicats industriels, aux postes responsables du Parti a été écartée. C'est aux dirigeants des trusts et des syndicats qu'on attribuait l'augmentation des prix et la crise qui en était la conséquence. C'est une injustice criante. Certes, nos économistes ont commis des fautes en réglant les prix des produits, mais d'autre part, c'est à eux que nous devons les progrès grandioses de l'industrie au cours de l'année écoulée. La critique des fautes commises doit être objective et impartiale, sans s'occuper uniquement de questions de personnes. Il n'est pas possible de trouver en un court laps de temps un équivalent de notre état-major actuel

de l'administration économique, composé de collaborateurs aussi compétents et expérimentés.

Notre devoir à cet égard ne consiste pas à « renverser » les cadres de notre administration économique ou à leur refuser tout appui dans leur travail extrêmement difficile et comportant une grande responsabilité. Tous nos efforts doivent tendre à corriger les fautes, en dégagant les enseignements nécessaires, et à amener le parti à faire avec soin le choix individuel de nos spécialistes de la production, en s'intéressant dans une plus large mesure au développement de notre activité économique. Nous ne saurions en aucune façon admettre que les fonctionnaires communistes de notre administration économique soient considérés par qui que ce soit comme des adhérents de deuxième catégorie.

Il faut également tenir compte du fait que la crise n'est pas uniquement due aux fautes des économistes, mais à titre égal aux faiblesses des organisations auxquelles incombe la direction de notre économie.

Accroissement du prolétariat industriel

Les problèmes de l'industrie sont pour notre Parti d'une importance colossale, car c'est du progrès de l'industrie que dépend le développement et la force de la classe ouvrière. Dans un pays où le pouvoir est détenu par un parti ouvrier et où le gouvernement s'appuie sur la classe ouvrière, base inébranlable de l'Etat ouvrier, le sort de notre Parti est étroitement lié aux problèmes de l'industrie, à la situation et au développement de la classe ouvrière.

D'après les données fournies par le Conseil suprême de l'économie nationale et qui concernent environ 75 % de toute la grande industrie (les transports, l'industrie du bois, une partie de l'industrie syndiquée, de l'industrie chimique et de l'alimentation n'y sont pas compris) le nombre des ouvriers de 887.548 en octobre 1922, a monté à 1.100.804 en 1923, ce qui fait une augmentation de 25 %. Les trois branches les plus importantes de l'industrie — industrie métallurgique, sous-sol et textile — ont enregistré en 1923 un accroissement considérable du nombre des ouvriers. L'accroissement a été de 10 % dans les métaux et le sous-sol et de 45 % dans le textile.

Le chômage

Ces chiffres paraissent être en contradiction avec l'accroissement du chômage qui s'est fait sentir avec une telle intensité dans de nombreuses villes que le nombre des chômeurs a déjà atteint le chiffre considérable d'environ 1 million. Dans ce domaine nous pouvons observer actuellement un phénomène qui ne s'était encore jamais vu. C'est que le nombre des ouvriers occupés s'accroît simultanément avec le nombre des chômeurs.

Comme vous vous en rappelez certainement, le plus grand danger qui nous ait menacé pendant la dernière phase du communisme de guerre, c'était celui de la décomposition de la classe ouvrière. Les ouvriers qualifiés avaient déserté les usines pour se retirer dans les villages. Nous publiâmes alors une série de décrets pour attacher l'ouvrier à l'usine. Le camarade Sosnovsky et d'autres défendirent dans notre presse l'idée du transfert forcé des ouvriers des campagnes à l'usine. Ces camarades croyaient indispensable d'employer des moyens héroïques pour obliger les ouvriers qui s'étaient réfugiés dans les villages, où ils trouvaient une vie plus facile et plus commode, de retourner dans les villes où le manque de main-d'œuvre rendait difficile le fonctionnement des usines. A présent c'est le phénomène contraire qui peut être observé. A cause de l'amélioration des conditions de vie dans les villes nous assistons actuellement à un afflux de main-d'œuvre des campagnes dans les villes.

Le problème du chômage consiste donc en ce que le développement de notre industrie ne se produit pas avec la même rapidité que le retour des ouvriers dans les villes. L'accroissement du nombre des chômeurs comporte naturellement de graves dangers. Ces dangers se diminuent seulement du fait qu'un grand pourcentage des chômeurs se compose d'ouvriers non qualifiés et d'employés soviétistes.

Prenons, par exemple, les données statistiques sur

(1) Un *berkoretz* = 163 kg 800.

le nombre des chômeurs à Moscou et à Pétrograd : au 1^{er} décembre, à Moscou, la proportion des catégories principales des chômeurs a été : ouvriers industriels — 20 %, intellectuels — 44,7 %, (résultat de la réduction de l'appareil soviétique) ouvriers non qualifiés — 28 %. Les chiffres correspondants pour Pétrograd ont été : 22 %, 35 % et 37 %.

La même proportion entre les catégories principales de chômeurs existe dans les autres villes de Russie. Dans les données du Commissariat du Travail, pour novembre, sur le nombre des chômeurs dans toute la Russie, les ouvriers industriels figurent dans la proportion de 24 %, les employés pour 38 % et les ouvriers non qualifiés pour 26 %. La majorité des sans-travail se compose donc d'ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire de travailleurs tout récemment venus de la campagne et d'employés.

Actuellement, bien que les recettes des caisses d'assurance contre le chômage augmentent constamment, ainsi que leurs capitaux, nous n'avons pas les moyens d'augmenter d'une façon égale les allocations attribuées à toutes les catégories de chômeurs. C'est pourquoi le C. C. recommande dans ses conclusions de tenir en premier lieu compte des ouvriers industriels qui avec le progrès de la production industrielle devront être employés dans les usines et qui constituent un élément prolétarien. Le meilleur remède contre le chômage consiste naturellement dans le développement de notre industrie.

Accroissement des salaires

Les salaires ont augmenté en 1923, d'après les données des organes économiques, de 87 % et d'après les calculs des syndicats, de 63 %. Dans l'industrie métallurgique les salaires ont augmenté du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre 1923 de 33,8 %. Le C. C. a donné des directives en vue de rapprocher les salaires des catégories d'ouvriers insuffisamment payés du niveau général des salaires. Les salaires des ouvriers métallurgiques ont dépassé en décembre de 17,9 % le niveau général, alors qu'en janvier ils l'atteignaient juste ou ne le dépassaient que de 3 %. Les salaires des cheminots ont monté du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1923 de 50 à 60 %, atteignant en octobre 13-14 roubles-marchandise par mois (évaluation approximative du Conseil Central panrusse des Syndicats). Nous devons nous efforcer de continuer à augmenter les salaires au fur et à mesure que la vie économique se développera et que le rendement du travail s'accroîtra.

Causes de la dernière crise

Malgré les résultats obtenus dans la vie économique nous traversons depuis le début de l'été dernier une période de crise dont l'importance n'a pas été entièrement comprise par nombre de camarades.

Si je déclare que les phénomènes de crise qui se manifestent actuellement sont d'un caractère plus dangereux que ceux des crises antérieures, je ne veux pas dire par là qu'ils ont abouti à la réduction de la production ou que les conditions de vie de la classe ouvrière ont empiré de ce chef. Pas une seule usine n'a été fermée et les salaires des ouvriers ont continué à augmenter — chose qui n'est possible que dans un Etat ouvrier et paysan. Ce qui a rendu dangereuse cette crise, ce sont les points faibles que nous avons découverts dans les rapports économiques entre la ville et la campagne.

Auparavant nous avons traversé des crises partielles du combustible, du ravitaillement et des transports. La crise actuelle est due au fait que les échanges commerciaux entre l'industrie et l'agriculture qui, se développant toutes les deux rapidement, ne se font pas d'une manière satisfaisante pour les deux parties. C'est une crise de ventes due principalement à la disproportion des prix entre les produits agricoles et les produits industriels et qui a eu pour conséquence que les marchandises se sont accumulées dans les entrepôts des coopératives et des organisations commerciales.

Je crois que vous connaissez tous le schéma des « ciseaux » reproduit par un grand nombre de journaux et qui montre la disproportion des prix dans la forme de deux lignes s'éloignant l'une de l'autre. Actuellement les deux tranchants des « ciseaux » se rapprochent. Les prix des produits industriels qui étaient

au 1^{er} octobre de 1,72 contre le niveau moyen des prix représentés par 1,00, ont baissé dans la période du 1^{er} octobre au 11 décembre à 1,52. Les produits agricoles accusent au contraire une augmentation de prix. De 0,54 au 1^{er} octobre ils ont monté à 0,69 au 11 décembre. L'angle des « ciseaux » qui avait été au 1^{er} octobre de 3,2 a diminué dans la même période à 2,2.

Les questions qui déterminent cette crise, sont d'une importance capitale pour la politique économique de notre parti. Lors de l'inauguration de la nouvelle politique économique, le camarade Lénine, dans son rapport, ainsi que des camarades responsables, dans leurs déclarations officielles, firent ressortir que la nouvelle politique rendrait des crises inévitables. Le Parti et nos économistes doivent dégager de ces crises les enseignements nécessaires.

Il faut surtout que nous mettions à profit ce que nous a appris la crise d'automne dernier. Car si nous n'arrivons pas à organiser un échange commercial régulier entre producteurs et industriels et producteurs ruraux, nous devons renoncer à toute perspective de développement de l'industrie et même réduire notre production.

Notre population se compose en majeure partie — 100 millions sur 120 millions d'habitants — de petits producteurs paysans. Les rapports économiques entre ouvriers et paysans consistent en ce que les paysans fournissent aux villes des matières premières et des produits alimentaires et achètent les produits industriels. En tant qu'acheteurs ils peuvent contribuer à élargir le marché de notre industrie. Nous avons 100 millions de paysans et si nous parvenons à établir, ne serait-ce que dans une mesure restreinte, des rapports nouveaux avec l'économie paysanne, si chaque paysan est à même d'acheter si peu que ce soit dans les villes, des perspectives grandioses de développement ininterrompu s'ouvriront devant notre industrie sur les bases du marché élargi et rendu accessible aux masses paysannes. Au cas où les rapports entre l'industrie et l'économie paysanne ne pourraient être développés, notre industrie serait obligée de se borner au marché des villes où elle trouve comme consommateurs les ouvriers, les petits-bourgeois et la bourgeoisie.

Le commerce des villes

En 1923, l'industrie a obtenu ses succès grâce à la vente dans les villes, où elle a écoulé ses produits dans la proportion de 7/10 de la vente totale. La capacité d'achat des marchés est plus grande dans les villes que dans les campagnes, car, entre autres causes, les salaires, c'est-à-dire les revenus de l'acheteur principal, l'ouvrier, sont calculés en roubles-marchandise et ont marqué pendant toute l'année une tendance à l'augmentation. Calculer les salaires en roubles-marchandise, c'est les adapter au renchérissement de la vie. En même temps que la vie dans les villes regagnait son aspect normal, la capacité d'achat des employés, des gens de la Nep et de la petite-bourgeoisie a également augmenté et est à présent supérieure à celle des paysans. C'est en s'appuyant aux marchés des villes que l'industrie s'est affermie et s'est développée.

Elle a cependant subi un échec lorsqu'elle a tenté de s'emparer des marchés des campagnes. Ce fait s'explique surtout par la non-application des principes relatifs aux rapports avec les paysans contenus dans l'amendement de la résolution du XII^e congrès par décision du C. C. au texte primitif. L'industrie qui s'appuyait sur le marché que lui offraient les villes et qui s'élargissait de plus en plus, a perdu presque tout contact avec les paysans où, en tout cas, n'a pas considéré comme son devoir principal de conquérir le marché rural tant par l'assortissement et la qualité de ses produits que par l'adaptation du prix de vente à la capacité d'achat des paysans.

On aurait pu sûrement organiser la vente à meilleur marché si on n'avait pas fait rentrer dans le calcul des prix le montant de certains frais et de l'investissement qu'on aurait pu remettre à une période ultérieure. Il faut qu'on se rende clairement compte de ce que la prospérité de l'industrie dépend de la conquête du marché rural. Il faut que le calcul des prix se fasse de ce point de vue et que certains investissements soient remis à un temps où l'industrie, s'appuyant au marché rural élargi et augmentant la production conformément

à la demande accrue des masses paysannes, aura trouvé des moyens d'augmenter ses revenus.

La forme d'organisation de notre industrie — trusts et monopoles — a rendu, pour une très grande part, possibles les prix élevés de nos produits industriels. Cette forme d'organisation industrielle comporte, chez nous, certains inconvénients. D'abord, le nombre des syndicats de la production nationalisée est plus élevé que les intérêts de la vie économique ne l'exigent, puis ces syndicats ne travaillent pas dans le sens indiqué par les nécessités économiques, c'est-à-dire qu'ils ne cherchent pas à établir des rapports commerciaux avec les paysans, en procédant à une réduction indispensable des prix.

Cependant, l'écarte comme injustifiées toutes objections contre la centralisation de l'industrie et les monopoles comme tels, car rien ne me paraît plus inopportun que de diviser l'industrie en des entreprises particulières qui se concurrencent les unes les autres. L'économie socialiste ne connaîtra qu'une industrie fortement centralisée et basée sur des monopoles. Il va sans dire que toute exagération du principe de la centralisation doit être écartée. Il faut en même temps prendre des mesures pour développer l'action spontanée des organisations économiques et rendre la direction de l'industrie plus méthodique.

J'ai dit plus haut que les tranchants des « ciseaux » se sont rapprochés d'un tiers en octobre. Cela doit être attribué d'une part à l'augmentation des prix du blé, à l'accroissement des achats et de l'exportation de céréales et au recouvrement en grande partie terminé de l'impôt en nature et, de l'autre, à une réduction des prix des produits industriels. Corrélativement à cette réduction de prix, les échanges commerciaux avec les campagnes se sont intensifiés. La crise a beaucoup perdu de sa gravité, mais elle n'est pas encore entièrement surmontée. Un rapprochement plus sensible des deux lames des « ciseaux » et une augmentation des échanges commerciaux nous paraissent très désirables. C'est un résultat qui, naturellement, ne saurait être obtenu sur ordre et en un tour de main. Il faut y travailler méthodiquement et opiniâtement tous les jours.

Le capital privé et l'organisation du commerce

Au cours de la discussion des problèmes économiques au XII^e congrès du Parti on avait parlé de deux questions qui sont toutes deux aujourd'hui particulièrement actuelles et brûlantes. Elles concernent le capital privé et l'organisation du commerce. Je ne sais pas s'il existe une plate forme ou un projet qui nous recommanderait de liquider la Nep et de reprendre le chemin du communisme de guerre. Je ne sais pas, car la discussion sur la politique économique vient seulement de commencer et le C. C. ne connaît pas encore les objections éventuelles contre son projet de résolution sur les questions économiques. Mais pour qu'aucun doute ne puisse subsister quant à son point de vue sur des propositions éventuelles tendant au rétablissement du communisme de guerre, le C. C. a cru nécessaire de déclarer dans sa résolution que toute proposition semblable doit être repoussée.

Mais est-ce que d'autres réformes économiques ne s'imposent point ? Si oui, quelles sont ces réformes ? Avant de répondre à cette question il faut examiner le rôle du capital privé dans notre vie économique. Lorsque nous décidâmes d'adopter une nouvelle politique économique les rapporteurs de l'opposition actuelle aussi bien que de la majorité actuelle firent ressortir la nécessité qu'il y avait pour l'Etat de garder toutes les positions dominantes de la vie économique, tandis

que les entreprises et les branches de l'activité économique moins importantes devraient être cédées au capital privé, à des sociétés mixtes, etc.

Jusqu'ici la partie du nouveau programme économique concernant le capital privé n'a pu être réalisée. Notre politique de concessions industrielles et du bail d'entreprises n'a pas encore donné de bien grands résultats. Nous avons encore sur le dos d'innombrables petites entreprises que nous pourrions céder à des personnes privées sans aucun risque pour nous. La politique des concessions économiques a donné, il est vrai, dans l'année écoulée des résultats assez considérables, mais comparés à nos besoins de capitaux étrangers en vue de rétablir l'activité économique du pays, ces résultats sont absolument insuffisants. Le rôle du capital privé se borne actuellement au domaine commercial où le petit capital privé occupe une place prépondérante.

En traitant de la question du commerce, il ne faut pas perdre de vue qu'au début de la nouvelle politique économique, il n'y avait pour ainsi dire pas de commerce ni d'appareil commercial. Le ravitaillement des villes s'effectuait par les soins du commissariat de l'approvisionnement public sans que l'élément argent fût intervenu dans ces opérations.

Les bénéfices du commerce privé

Qu'avons-nous actuellement comme appareil commercial ? Le commerce en gros se trouve pour une très grande part entre les mains de l'Etat (77,4 % des affaires). Si nous y ajoutons les coopératives nous arrivons au chiffre de 85,5 %, représentant la part de l'Etat dans le commerce en gros.

Le commerce de demi-gros et de détail se trouve dans la proportion de 49,6 % entre les mains de l'Etat et des coopératives, la part du capital privé étant de 50,4 %.

Le commerce en détail constitue presque entièrement le domaine du capital privé (83,4 %). J'ai sous les yeux les données statistiques de la commission du commerce intérieur qui se basent sur le nombre des licences accordées par le Commissariat des Finances au premier trimestre de 1923. Dans cette période il a été accordé 476.351 licences dont 314.000 (66 %) à des commerçants de première et deuxième catégories (1). Le nombre des entreprises commerciales privées est, dans la troisième catégorie, de 100.000. Des 314.000 entreprises commerciales de première et deuxième catégories le commerce privé est représenté dans la proportion de 99 %.

A combien se chiffrent les profits réalisés par le capital dans le commerce privé ? On donnait d'abord le chiffre de 600 millions de roubles-or à titre de profits ou gains accumulés par les commerçants. Ce chiffre est le résultat d'évaluations approximatives. Peut-être les commerçants ont-ils gagné davantage. Peut-être ont-ils gagné moins. En tout cas, ces chiffres ne représentent que leurs revenus bruts. Car les frais de transport et d'assurance des marchandises, les salaires des employés, les loyers, etc., y sont compris également. 7.000 commerçants environ se partagent les profits. Il eût été naturellement préférable que ces profits fussent réalisés par l'Etat ou les coopératives. Car, bien que le développement du capital privé n'ait pas encore pris des dimensions qui, dans la situation actuelle, présenteraient des dangers sérieux pour le régime soviétique et la position dominante de notre Parti, il faut néanmoins constater qu'il y a dans notre vie économique un domaine, celui du commerce, où le capital privé commence à occuper une place prépondérante et, par conséquent, dangereuse pour nous. Quelles mesures appliquer pour conjurer ce danger ? J'en vois deux, elles sont des plus importantes, à savoir : développement de l'activité des coopératives et la réglementation du commerce privé.

On a défendu l'idée d'organiser le commerce d'Etat à la manière de l'organisation du commerce de la vodka à l'époque tsariste. Nous devrions installer dans les villages et les cantons un nombre colossal de boutiques où des employés de l'Etat vendraient nos marchandises. Au cours d'une discussion, j'ai qualifié cette idée d'utopie bureaucratique. Si on nous trompe aujourd'hui encore au trust de la soie de Bogorodsk

(1) La première catégorie comprend des marchands ambulants, des vendeurs au marché, des forains travaillant sans aucune aide, à la deuxième catégorie appartiennent des marchands ambulants ou des petits commerçants vendant leurs produits au marché ou dans des baraques ou kiosques trop étroits pour y recevoir de la clientèle et qui n'ont pour toute aide qu'un membre de famille tout au plus. (Dispositions de la loi sur l'exercice du commerce.)

qui n'est pourtant pas situé trop loin de Moscou, que pourrions-nous attendre des employés de commerce dans des cantons éloignés et en dehors de toutes communications ? Je suis convaincu que dans un grand nombre de cantons les marchandises, l'argent, les employés et les magasins disparaîtraient sans laisser de traces !

Coopératives et commerce d'état

L'organisation du commerce en détail doit être confiée aux coopératives. La faute colossale des coopératives et du commerce d'Etat consiste en ce qu'ils ne font pas de concurrence au commerce privé pour la vente à bon marché, mais cherchent à se procurer le plus de profits possibles. Les paysans ne trouvent finalement aucune différence entre le commerce de l'Etat et des coopératives, d'une part, et le commerce privé, de l'autre. Ils n'éprouvent, par conséquent, aucun intérêt à aider les coopératives et à soutenir le commerce d'Etat contre le commerce privé.

Les méthodes de nos organisations communales doivent être radicalement modifiées afin que nous puissions aborder la question de l'organisation de noyaux de coopératives dans les campagnes et que dans chaque canton et district les coopératives et les organes commerciaux de l'Etat puissent tenir tête au commerce privé, en exerçant une influence salutaire sur la formation des prix. A présent, c'est le marchand ambulants qui détient le monopole du commerce dans les villages. Il n'a pas de concurrents et peut librement déterminer les prix. En face de la concurrence, les commerçants privés et les marchands ambulants seraient bien obligés de réduire et les prix et leurs profits. En un grand nombre de cas, ils se verraient dans l'obligation de se subordonner aux organes de l'Etat.

Le second devoir qui nous incombe dans le domaine commercial, c'est la réglementation des prix.

La réglementation des prix

Je dois vous avouer que lorsque la commission chargée d'étudier les rapports entre l'industrie et l'économie paysanne présenta au C. C. ses conclusions, demandant la réglementation des prix de détail du commerce privé, nous hésitâmes longtemps. Il nous parut que ce n'était pas là une question de principe, mais une question éminemment pratique où il s'agissait avant tout de savoir si dans l'état actuel du Parti et de notre appareil soviétique et économique nous serions capables de procéder à une réglementation efficace des prix de détail.

Naturellement, nous ne pouvons pas contrôler tous les étalages du marché. Mais même si nous parvenions à garder l'œil sur les magasins et boutiques réguliers, nous ne pourrions pas empêcher le commerce clandestin qui surgirait inévitablement au cas où nous essaierions d'appliquer un contrôle sévère et efficace. Si le commerce illicite de l'eau-de-vie prospère en ce moment, pourquoi ne vendrait-on pas clandestinement, du moment où cela assurerait des profits plus élevés, du pétrole ou d'autres articles ? C'est pourquoi nous décidâmes de fixer, à titre provisoire seulement, les prix maxima de détail du sel, du pétrole et du sucre pour les villes, chefs-lieux de cantons inclus. Nous ne pénétrons pas encore dans les villages où le commerce, souvent clandestin, se trouve entre les mains des marchands ambulants et où l'activité commerciale se concentre sur des foires occasionnelles. C'est aux coopératives d'étendre le réseau de leurs organisations jusqu'aux communes les plus isolées.

Pour ce qui est du capital commercial privé dans les villes, c'est à l'Administration fiscale à intervenir chaque fois qu'une accumulation démesurée de capitaux se ferait remarquer. Les revenus des capitalistes ne devront pas échapper à l'imposition fiscale.

La politique financière

Il me reste encore deux questions à traiter : la politique financière et les plans économiques. Pour la politique financière, je m'attendais à des divergences de vues plus accentuées et j'ai été très agréablement surpris d'apprendre du camarade Préobrajensky que dans la question fondamentale de la politique financière, adoption d'une nouvelle monnaie à cours fixe, il était

d'accord avec le C. C. Je crois que l'application de cette décision du C. C. ne donnera pas lieu à de vives discussions.

J'ai dit, en commençant mon discours, que nous n'avons pas l'intention de nier les points faibles de notre politique financière. J'ai souligné seulement que, une fois ces faiblesses constatées, le C. C. aussi bien que le camarade Sokolnikov, s'efforcèrent d'y porter remède. Nous fîmes le nécessaire pour l'achat de céréales, dans la question des salaires et ailleurs encore. Les fautes une fois réparées peuvent-elles se répéter encore ? Je crois que ce n'est pas impossible. N'avons-nous pas, en face de 460.500.000 camarades du Parti, dont une grande partie est dispersée dans les usines et les campagnes, des centaines de milliers de fonctionnaires soviétistes dont nous ne pouvons pas attendre un zèle égal dans l'application des mesures décidées par nous ? Il est absolument impossible que dans ces circonstances nous évitions les faux-pas de la bureaucratie.

Abstraction faite des fautes et des faux-pas de la bureaucratie, que je connais mieux que personne, du temps de mon activité du Conseil du Travail et de la Défense, abstraction faite de ces fautes, notre politique financière dans toutes les questions fondamentales a été pleinement justifiée et a donné d'excellents résultats. Les succès obtenus dans la question du budget sont particulièrement remarquables. Nous avons, d'abord, un budget qui peut nous servir d'orientation.

En son temps, le Congrès des Soviets avait adopté, sur proposition de Lénine, quelque chose qu'on disait être un budget, mais qui ne l'était point. Jamais de sa vie Lénine ne s'est trouvé dans une situation tellement pénible que lorsqu'il dut signer et présenter au Congrès cette chose impossible sous le nom de budget. Actuellement nous pouvons enregistrer des succès considérables dans ce domaine. Nous avons un budget trimestriel servant d'orientation et ce qui est surtout remarquable, calculé en *tchervonetz*. Auparavant tout était calculé d'après je ne sais quels *index-number*. Chaque institution avait non point un, mais plusieurs indices. Personne ne savait avec ces indices quand et combien il recevra. A présent, l'ensemble de budget est calculé en *tchervonetz*, monnaie à cours fixe.

Nous calculons encore nos dépenses un mois à l'avance, mais nous sommes en train de passer au calcul trimestriel. C'est un progrès colossal dans le sens du rétablissement de l'équilibre budgétaire et qui a été rendu possible par la réduction de l'émission de papier-monnaie et la pénétration du *tchervonetz* dans tous les domaines des échanges commerciaux. Les émissions de papier-monnaie qui ont fourni dans la période d'octobre à janvier 1922, 47 %, de janvier à mars 1923, 32 %, d'avril à juillet, 29 %, se sont réduites de juillet à octobre à 17 % des rentrées de l'Etat. Grâce au succès du *tchervonetz*, à la réduction du déficit, à l'amélioration générale de la situation économique et au développement des échanges commerciaux, nous sommes à même d'aborder la substitution à la monnaie de papier dépréciée d'une monnaie à cours fixe.

Je suis d'avis que nous sommes en mesure de réaliser cette réforme, car le *tchervonetz* figure déjà dans la proportion de 4/5 dans toute la circulation monétaire. La monnaie soviétiste n'y figure que pour un cinquième : c'est dire qu'elle ne représente plus que quelques douzaines de millions de roubles-or. Il nous faut donc trouver les moyens pour mettre en circulation une nouvelle monnaie divisionnaire à cours fixe. Pour cela nous n'avons qu'à puiser dans nos stocks d'argent.

L'unité absolue du Parti dans cette question assure le succès de cette réforme monétaire à laquelle les masses ouvrières et paysannes ont un intérêt particulier. C'est tout autre chose que d'avoir en poche de la monnaie soviétiste dont le cours baisse chaque jour, ou de la monnaie d'argent dont la valeur est invariable. C'est pourquoi nous pouvons compter, en ce qui concerne cette réforme, sur l'appui unanime des ouvriers et des paysans. La réforme contribuera à améliorer les rapports entre la ville et la campagne, ainsi que les conditions de vie des paysans. En vue d'assurer son succès complet, il est pour nous indispensable

de continuer à réduire le déficit et à combattre les dépenses inutiles et la production irrationnelle.

Le rôle des plans de production

Avant de terminer mon rapport, je veux m'arrêter encore sur la question des plans économiques. En discutant cette question, le C. C. a été un certain temps indécis quant aux méthodes et aux formes d'organisation à employer, ainsi qu'à la rapidité de réalisation des plans économiques. Les divergences de vue résultaient du fait que la mise en œuvre des plans élaborés constituait un processus trop long et trop compliqué, dont le succès dépendait d'une série de conditions économiques. Ce qui ne fut pas un moment douteux, c'est que l'électrification du pays est la base fondamentale de tous les plans. Toute la vie économique doit s'adapter à la réalisation du programme de l'électrification, approuvé par le Congrès des Soviets et qui doit servir de point de départ pour la réorganisation de notre production industrielle et rurale. L'échec de plusieurs plans, adoptés également par le Congrès des Soviets, doit nous mettre en garde contre des expériences dangereuses.

Les divergences de vues qui s'étaient manifestées au début de la discussion ont disparu ensuite. Une motion tendant à conférer à la Commission Nationale du Plan Economique des fonctions administratives, fut retirée. La nouvelle politique économique, comportant l'influence dominante du marché et du libre profit de marchandises, a apporté quelques modifications à notre conception des plans économiques. La résolution du XIII^e Congrès du Parti sur les devoirs de la Commission Nationale du Plan Economique avait été adoptée à l'unanimité par le C. C. et présentée au Congrès.

Si l'on me demande si l'année prochaine ne se distinguera pas des années précédentes, où l'idée du plan n'avait pas du tout dominé la production, parce que cette année verra la réalisation des plans économiques, je répondrai que non, car comme la résolution du Congrès l'a répété, souligné, la réalisation des plans ne sera que le résultat de longues luttes.

En vue de pouvoir continuer, avec l'espoir du succès, nos efforts pour la réalisation du plan, il faut avant tout que nous disposions d'une monnaie à cours fixe, de crédits et de certains fonds, d'un appareil administratif économique plus ou moins organisé et que nous acquérions les connaissances nécessaires pour l'organisation rationnelle des entreprises et pour élaborer des plans. Mais rien ne m'était plus facile lorsque je travaillais au Conseil Suprême de l'Economie Nationale que d'obtenir un plan. Chaque institution centrale avait ses littérateurs qui, sur un simple appel téléphonique, fournissaient dans trois heures un plan tout fait, avec dessins, cercles, demi-cercles, triangles, etc. Mais un plan comme cela ne saurait enregistrer tous les changements survenus dans la composition de notre vie économique et de notre marché pendant les années de guerre et de révolution et que nous commençons seulement à constater. Nous ne connaissons pas encore le marché, nous ne l'avons pas encore examiné du côté pratique et nos données sur la capacité d'achat de notre marché se feront encore à la base des statistiques de 1912-13.

Dans le domaine de la vie économique, et en ce qui concerne la propriété, les besoins et la demande, des changements sans précédents dans l'histoire sont survenus. Nos prévisions budgétaires sont toujours calculées pour un mois d'avance, une réforme budgétaire plus radicale ne pourra être mise en pratique qu'en 1924. Notre budget trimestriel nous sert seulement d'indication pour établir des plans chaque mois. Nous ne sommes pas encore parvenus à élaborer un plan trimestriel. Cela prouve que malgré des conditions favorables, nous sommes encore bien éloignés de la réalisation des réformes radicales que, déjà il y a 2 ou 3 ans, nous savions indispensables.

Néanmoins, grâce au change stable, au système bancaire et aux stocks de matières premières, de céréales et de combustibles, nous commençons à manœuvrer

d'après des plans établis d'avance. Quelles directives donne le Parti à ce sujet ?

Pour assurer le succès de toute opération économique de ce genre, il faut avant tout étudier exactement la conjoncture du marché. La Commission Nationale du Plan Economique a déjà créé un appareil dans ce but qui facilitera des études. Il faut également que le rôle de la Commission du Plan dans le domaine de la politique financière soit élargi conformément à son importance et que le Parti veille à ce que les organes soviétistes respectent ses directives.

Nos propositions relativement à la commission du plan ne font que compléter la résolution du XIII^e Congrès qui restera pleinement en vigueur.

Vers la conquête du marché rural

J'ai lu aujourd'hui dans les journaux diverses notes qui annoncent la discussion sur les problèmes économiques qui va commencer. Un camarade nous pose la question suivante :

Qu'est-ce que nous propose le Comité Central au sujet du marché libre et des éléments petits-bourgeois, nous adapterons-nous au marché paysan ou ce dernier s'adaptera-t-il à nous ?

La question posée dans ces termes m'est incompréhensible. Je ne vois pas de moyen de nous adapter le marché paysan sans adapter notre industrie aux besoins des paysans. Et s'il existait un autre projet à cet égard, on ne pourrait certes le trouver qu'en l'empruntant à la période du communisme de guerre où nous étions allés si loin que quelques camarades rêvaient déjà d'élaborer des programmes de production pour chaque ferme. Je crois que nous ne saurions que faire de cette conception.

Nous ne pouvons nous subordonner les paysans que grâce à un accroissement ininterrompu de notre prolétariat et au progrès constant de notre industrie. Mais le chemin du développement de l'industrie passe à présent par le marché rural qu'il faut conquérir en satisfaisant les besoins des paysans. Chaque kopek qu'on peut investir dans l'industrie doit être employé dans ce but. La production et la vente devraient être organisées de façon que les paysans puissent obtenir les produits dont ils ont besoin à des prix accessibles à leur bourse. Par la conquête du marché paysan aura lieu une accumulation socialiste qui s'exprimera par l'accroissement ininterrompu de notre industrie.

Hier, à la réunion de la section de l'arrondissement de Baumann (Moscou), le camarade Proobrajensky a fait des objections à notre décision qui accorde à l'Américain Sinclair — contre un prêt à l'Etat soviétique — une concession de pétrole à exploiter par une Société mixte. Il fallait, paraît-il, refuser cette concession à l'Américain et négocier avec lui l'emprunt pur et simple, car des deux formes d'intéresser le capital étranger à la vie économique en Russie soviétique — concession et emprunt — il faut préférer l'emprunt à la concession.

Pour couper court à tout reproche éventuel de ce plan, je déclare que non seulement je suis d'accord avec le camarade Proobrajensky, mais que je vais encore plus loin que lui, et suis convaincu que le C. C. approuvera à l'unanimité mon point de vue sur cette question. Je préfère l'organisation méthodique de la vie économique basée sur le principe de la production collective, à des concessions et à des emprunts.

Mais une telle organisation économique n'existe pas présentement et il est difficile de prédire quand elle existera, bien que son existence future ne fasse pas l'ombre d'un doute. Actuellement, nous ne pourrions obtenir de prêts, même si l'opposition nous soutenait de toutes ses forces. C'est pourquoi nous passons des contrats de concession avec le monde capitaliste étranger, comme c'est le cas pour Bakou et Grozny, sous conditions naturellement de nous assurer de sérieux avantages, surtout où nous nous affermissons et où le rétablissement de notre vie économique fait de mois en mois des progrès toujours plus réels.

A. RYKOV.

Projet de Résolution sur les Questions Economiques

Ce projet de résolution a été présenté par Ossinsky à la réunion des bureaux des noyaux du Parti et des militants actifs de la Fédération de Moscou. Il a été repoussé à une écrasante majorité.

La résolution du Bureau Politique du C. C. sur les devoirs prochains de la politique économique ne faisant en grande partie que reprendre les décisions du XII^e Congrès du P. C. R. en y ajoutant quelques nouveaux projets de valeur douteuse ; cette résolution présentant des points faibles en ce qui concerne certaines questions actuelles, l'assemblée proclame la nécessité de l'amender dans les directions suivantes :

1. Il n'est pas seulement indispensable de poser la question du contact de l'industrie nationalisée avec l'économie paysanne, en faisant ressortir l'importance fondamentale et décisive qui revient à cette question ; il faut aussi expliquer en même temps pourquoi ce contact n'a pu être établi dans la période qui vient de s'écouler et pourquoi les rapports des paysans avec la petite industrie privée et le capital commercial privé se sont développés avec plus de succès.

Les causes les plus importantes de cet état de choses sont les suivantes : un plan général, qui eut déterminé l'activité des organisations économiques de l'Etat en établissant l'harmonie nécessaire entre toutes les branches de la production, a fait défaut ; l'action déréglée et sans méthode des organes dirigeants s'est répercutée sur toute la périphérie de notre vie économique, créant des désaccords et favorisant le développement de facteurs économiques qui échappent à notre contrôle.

La résolution, blâmant « toute une série d'organes économiques » pour l'application incorrecte des décisions du XII^e Congrès du Parti et l'augmentation démesurée des prix des produits, ne tient pas compte du fait que les fautes blâmées ont été rendues possibles parce que les instances supérieures ont omis de donner une direction ferme à l'activité commerciale des organes économiques. Le blâme doit en être adressé en premier lieu aux instances supérieures.

2. Tout en écartant la question de savoir si les conditions créées par la *Nep* peuvent entraîner nécessairement des crises ou seulement des soi-disant « dépressions » économiques, il faut constater que la crise actuelle n'a rien à faire avec ces crises ou dépressions considérées comme inévitables. Elle n'a été provoquée ni par une diminution de la demande de la part des paysans, à cause d'une mauvaise récolte — ce qui serait une cause de dépression inéluctable — ni par un changement subit et radical des prix du marché mondial. Cette crise ne peut pas non plus être expliquée par les désaccords attribués à des causes objectives, entre la production industrielle et rurale. Si le développement de l'industrie nationalisée ne correspond pas au développement de l'agriculture, ce n'est que faute d'un plan et d'une direction uniques.

Les causes principales de la crise actuelle sont :

a) L'organisation chaotique de notre industrie,
b) Une politique financière erronée et sans méthode qui avait épuisé au printemps et en été 1923, par des procédés financiers inadmissibles, tous les moyens dont disposait la Banque d'Etat pour des opérations industrielles et commerciales, sans avoir constitué les réserves nécessaires aux achats de céréales de l'automne dernier.

La résolution doit être complétée par l'énumération des vraies causes de la crise. Elle doit apporter la clarté nécessaire en ce qui concerne les fautes constatées. En dissimulant ces fautes, on ne parviendrait pas à les écarter.

3. La résolution du Bureau Politique ne fait aucune

mention de l'organisation de l'industrie, qui constitue pourtant un des plus importants des devoirs prochains de notre politique économique. Il faut que la question d'un contact étroit entre les trusts, à présent virtuellement autonomes, et le Conseil Suprême de l'Economie Nationale, soit posée et résolue. Il faut également s'efforcer d'établir la cohésion nécessaire entre les diverses branches de l'économie nationalisée, en les coordonnant les unes aux autres à la base d'un plan économique, et en donnant une direction ferme aux entreprises d'Etat. C'est en agissant de la sorte que nous pouvons affermir la production de l'économie nationalisée dans la lutte contre le capital privé et développer les rapports entre l'industrie nationalisée et les campagnes.

4. La résolution du Bureau Politique donne une directive absolument fautive en déclarant qu'en établissant les prix des produits, on ne doit calculer que le « minimum de profit indispensable ». Cette tendance est en contradiction avec les décisions du XII^e Congrès, se rapproche des principes de « l'économie étatiste » bourgeoise et prive l'Etat de la possibilité d'asseoir son budget sur les revenus de l'industrie. La directive qui s'impose à cet égard doit être formulée de la façon suivante :

« Réaliser le maximum de profit avec les prix moyens actuels, tendre en même temps à réduire les prix par l'élargissement et le perfectionnement de la production. »

5. La résolution du Bureau Politique n'apprécie pas à leur juste valeur les succès du capital privé en général et du capital commercial en particulier, lequel s'est déjà emparé de 14 % du commerce en gros, de 50 % du commerce moyen et de 80 % du commerce de détail, en accumulant de grosses quantités de marchandises et d'importantes sommes en monnaie à cours fixe. Il faut absolument consacrer à l'activité commerciale une plus grande attention qu'aparavant. Sous ce rapport, il faut, dans la lutte contre le capital commercial privé, se servir en premier lieu des coopératives (voir l'article de Lénine sur les coopératives) leur accordant, d'après un plan préconçu, de larges crédits, aussi bien en marchandises des stocks de l'industrie nationalisée qu'en argent.

6. L'exigence que formule la résolution au sujet d'un bilan commercial actif se base sur un principe aussi populaire que faux. Ce principe dit en substance : exporter le plus possible et importer le moins possible de marchandises, et surtout des moyens de production, en employant l'excédent des exportations à créer un fonds en argent.

A ce sujet, il faut remarquer ce qui suit :

a) La Russie soviétiste ne peut se permettre le luxe de remplacer la circulation de bank-notes par la circulation d'une monnaie métallique. Elle devra employer les sommes provenant de l'exportation dans l'intérêt de la production.

b) L'importation des matières premières indispensables (coton) doit être augmentée dans la mesure du possible.

c) L'importation partielle des objets de première nécessité qui nous font défaut pouvait offrir à l'Etat des moyens très efficaces dans la lutte contre la spéculation.

d) L'importation d'articles faisant l'objet de demandes de la part des paysans est un moyen efficace pour développer l'exportation. Aussi ne faut-il pas tendre à réaliser à tout prix un excédent des exportations sur les importations, mais à établir un équilibre solide entre les premières et les dernières.

D'autre part, le bilan commercial de la Russie soviétiste peut être passif s'il réussit à obtenir des crédits

à l'étranger et à organiser une large importation de moyens de production et même d'objets de première nécessité, sans naturellement, porter préjudice au développement des forces productrices, car même si son bilan commercial est passif, le bilan des opérations commerciales à l'intérieur sera, en ce cas, actif.

Ce n'est pas le principe abstrait d'un bilan commercial actif qu'il faut préconiser. Il est, au contraire, nécessaire d'élaborer un plan rationnel des importations (c'est-à-dire importations partielles de produits qui nous font défaut et qui sont devenus excessivement chers).

7. Une politique logique de distribution de crédits industriels nous faisant absolument défaut, la Banque d'Etat étant en fait autonome (par exemple la banque a supprimé, l'automne dernier, les crédits industriels, à l'insu de la Commission du Plan Economique et du Conseil Suprême de l'Economie Nationale), et des tentatives ayant été faites pour remplacer un plan économique général par des mesures de la direction centrale des finances en vue de l'organisation de la vie économique, méthodes qui ont abouti à un échec, il faut prendre avec énergie les dispositions nécessaires pour incorporer un plan de distribution de crédits industriels au plan général économique pour régler, en accomplissant les réformes nécessaires, les rapports réciproques de la Banque d'Etat et de la Commission Nationale du Plan Economique.

8. La question primordiale de la politique économique prolétarienne dans le domaine de l'industrie concerne l'amélioration méthodique des conditions d'existence de la classe ouvrière. Les succès obtenus à cet égard constituent la meilleure garantie du développement de l'industrie. Des mesures en vue de l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers, ainsi que du développement des syndicaux, qu'il y a lieu de rendre plus actifs en secouant l'apathie des adhérents, doivent être formulées avec plus de précision.

Les mesures à prendre contre le chômage — question à laquelle la résolution du Bureau Politique ne consacre pas la moindre attention — doivent être mises également à l'ordre du jour. Il faut constater qu'en mettant des plans logiques à la base de l'organisation de notre vie économique et en usant de méthodes ra-

tionnelles dans notre économie nationalisée, nous faciliterons l'accumulation des moyens de production par l'Etat, contribuant par là même à réduire le chômage et à améliorer les conditions d'existence du prolétariat.

On ne peut que se féliciter de ce que la résolution du Bureau Politique proclame la nécessité d'exécuter les décisions du XII^e Congrès sur la Commission Nationale du Plan Economique et, en général, l'organisation de la production à la base de plans préconçus. Mais à la question toute naturelle : Pourquoi ces décisions n'ont-elles pas été exécutées après le Congrès ? la dite résolution ne donne qu'une réponse indirecte qui doit provoquer des craintes sérieuses quant à l'avenir. La résolution établit une corrélation entre la mise en œuvre des plans économiques et la création d'une monnaie à valeur fixe et explique ainsi le retard apporté à l'exécution des décisions du XII^e Congrès par la nécessité de réaliser préalablement la réforme monétaire.

Cette façon de poser la question est fautive et dangereuse, car sans mettre en accord les finances avec toutes les branches de la vie économique, on ne saurait penser à créer une monnaie stable. Il est faux de supposer que les conditions d'applications de principe des plans dans la vie économique doivent être créées par des mesures partielles. C'est précisément cette conception qui crée de temps en temps des désaccords entre les principaux facteurs de la vie économique. C'est aussi une des causes les plus importantes de la crise actuelle, due en grande partie au manque d'accord et de prévision.

10. Les questions soumises par la résolution du Bureau Politique aux délibérations du Parti étant complexes et d'une énorme importance, doivent être minutieusement discutées dans la presse. Les documents statistiques relatifs aux problèmes économiques les plus importants doivent être publiés éventuellement sous forme de brochures. La discussion sur les questions économiques n'a pas lieu dans des conditions qui permettraient à la masse des adhérents, surtout en province, d'en faire leur profit. Si nous voulons la discussion du Parti générale et efficace, nous devons réparer sans délai les fautes commises à cet égard.

OSSINSKY.

Les limites de la démocratie ouvrière

Nous publions ci-dessous un rapport fait par Zinoviev devant les militants responsables du « gouvernement de Pétrograd, le 15 décembre dernier. Il complète celui que nous avons publié dans le Bulletin n° 6, sous le titre : Le Parti et la démocratie ouvrière.

Notre discussion. — Son historique

En octobre dernier se tint, après la rentrée de vacances d'un grand nombre de camarades, la session plénière du C. C. de notre Parti où fut posée, entre autres, la question de la démocratie ouvrière. Le Bureau Politique fut chargé de prendre une série de mesures en vue d'intensifier le travail du Parti.

Au cours de cette session, je prononçai un discours développant tout ce que contenait mon article du 7 novembre, qui donna plus tard à l'opposition le prétexte de déchaîner cette tempête dans un verre d'eau. Il va de soi que c'est un pur hasard qui a fait de cet article le centre des discussions. Si je ne l'avais pas écrit, la discussion se serait néanmoins produite. Les questions étaient posées par la vie même.

La session plénière du C. C. a adopté une résolution, qui saluait l'initiative prise par le Bureau Politique du C. C. et lui confiait la mission de mettre en pratique cette initiative concernant l'élargissement de la démocratie ouvrière. Comme résultat des travaux préliminaires une

résolution a été élaborée et publiée le 7 décembre, un mois après mon article.

Pourquoi avons-nous posé la question ?

Les camarades de l'opposition nous demandent pourquoi la question de la démocratie ouvrière s'est-elle précisément posée en ces jours de décembre ? Dans l'opposition, on raconte là-dessus mille choses passablement risibles. J'ai, par exemple, appris que le camarade Nievsky — un de nos vieux militants, malheureusement complètement désorienté, qui commet fautes sur fautes en cherchant tantôt à se rapprocher de l'opposition ouvrière, tantôt à joindre d'autres groupes travaillant contre l'intérêt du Parti — était arrivé à Pétrograd. L'arrivée de Nievsky donna aussitôt prétexte à des racontars saugrenus.

On se chuchotait une nouvelle sensationnelle : le Comité Central n'avait pris, disait-on, sa résolution — le fameux manifeste du 7 décembre — qu'obéissant à une certaine pression et dans le but d'endormir la méfiance du Parti. Mais on en raconte bien d'autres. Nous avons dans le Parti des gens qui savent faire de leur Parti la cible des pires historiettes.

Répondons d'abord à l'opposition : pourquoi cette question se pose-t-elle actuellement ? Nous l'avons déjà discutée au X^e Congrès, en 1921. Lénine y a donné la meilleure réponse.

Il l'a fait au X^e Congrès qui s'occupa de trois grandes

questions : la nouvelle politique économique, la démocratie ouvrière, les fractions dans le Parti. Je ne veux pas, à dessein, parler ici de la *Nep*. La démocratie ouvrière est étroitement liée au problème de la liberté des groupes dans le Parti. Au X^e Congrès, Boukharine était rapporteur sur la démocratie ouvrière, et Lénine sur la question des fractions. Ces deux rapporteurs étaient en relation étroite. Ils prirent la parole au nom du C. C. Après que la résolution sur la démocratie ouvrière eut été adoptée, Lénine, parlant le dernier, dit : « Nous avons besoin d'au moins un ou deux ans de repos. Ce laps de temps très court au point de vue historique est très considérable dans nos conditions actuelles. »

Lénine continua en soulignant les passages qui sont en italiques dans le protocole :

« Une ou deux années pour nous rétablir après la famine, une ou deux années d'approvisionnement régulier en combustibles pour faire marcher les usines, et l'appui que nous apporterons la classe ouvrière sera cent fois plus grand, et de nos milieux sortiront des talents plus nombreux. Personne n'en doute, ne peut en douter. Actuellement, nous sommes privés de cet appui, et ce n'est pas de notre faute. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour arriver au but. Personne ne peut prétendre que le gouvernement, les syndicats et le Comité Central aient laissé passer à cet égard une seule occasion, sans essayer d'en profiter. Mais nous savons que la misère est énorme, que partout dans le pays la faim et les privations sont cause de l'indifférence des masses. Nous ne craignons pas de nommer le mal par son nom. L'indifférence paralyse l'activité des masses. »

Camarades, il me paraît que ces mots contiennent toute la solution du problème. Nous avons adopté presque à l'unanimité au X^e Congrès une excellente résolution sur la démocratie ouvrière. Le chef de notre Parti s'est alors levé pour nous dire : Vous perdez de vue qu'il nous faut au moins deux ans pour mettre en marche les usines ; nous pourrions alors compter sur l'aide centuplée des ouvriers. L'indifférence du prolétariat prendra fin et nous aurons dans le Parti une situation nouvelle.

Il y a parmi nous des gens qui ont perdu la foi en la révolution et en leur propre Parti et qui cherchent à découvrir une manœuvre diplomatique, au lieu de rechercher comme tous les marxistes les causes qui ont rendu nécessaires ces décisions, dans les conditions objectives, la situation économique, et l'état de la classe ouvrière.

Le Parti n'est qu'une partie de la classe ouvrière. Tout ce qui se passe dans la classe ouvrière se manifeste d'une manière quelconque dans notre Parti. Les discussions du Parti reflètent, dans presque tous les cas, des faits qui se produisent au sein de la classe ouvrière. C'est également vrai de notre discussion actuelle.

Lénine ne s'est pas même trompé dans ses prévisions concernant la durée de repos nécessaire. Il a dit : Nous avons besoin d'une ou deux années. Depuis lors, il s'est écoulé un peu plus de deux ans. La situation de la classe ouvrière a changé. Des couches entières d'ouvriers sans-parti ont atteint à un plus haut degré de culture. Notre Parti a également rebasé son niveau intellectuel.

En 1921, il ne restait dans les usines que des vieillards et des femmes. L'industrie était condamnée au chômage, les ouvriers manifestaient une grande indifférence pour les affaires du Parti, des Soviets, et des Syndicats. Prenons, par exemple, l'usine d'Oboukhov. Il y a deux ans, on y voyait surtout des vieillards qui grognaient et ne s'occupaient que de la confection de briquets vendus au marché clandestin. Depuis un an, les ouvriers d'Oboukhov fabriquent des tracteurs. Ce sont d'autres hommes qui travaillent de tout autre façon. L'ouvrier qui chipait du métal pour en confectionner des briquets n'était pas prolétaire au sens vrai du mot. Il était pauvre ; il manquait souvent de pain quotidien, mais il n'avait pas un état d'âme prolétarien. Il change du tout au tout lorsqu'il se met à fabriquer des tracteurs, conscient de ce que la production agricole et la prospérité du pays dépendent de son

travail. Cet homme nouveau ressent le besoin d'agir, il s'intéresse au syndicat, au soviét, au parti. Partout, dans le pays, même tableau qui se déroule devant nos yeux. Le prolétariat se rétablit, l'indifférence disparaît ou commence à disparaître.

Cet état d'âme des masses a ses répercussions sur toute la vie du parti.

Voilà pourquoi nous nous trouvons, comme Lénine l'a prédit, dans une situation toute différente. La classe ouvrière a repris haleine, nos rangs s'accroissent et se serrent. C'est pourquoi le C. C. de notre parti a commencé, en septembre, de s'occuper de la démocratie ouvrière. Les conditions sont favorables pour que cette question puisse être utilement posée.

De temps en temps, il faut que nous fassions œuvre de diplomates, par exemple lorsque nous discutons avec lord Curzon, ou si nous incursions dans la politique internationale. Mais si nous nous trouvons en face de notre parti, qui nous a élevés et nous a confiés des postes responsables, nous n'avons plus rien à faire avec la diplomatie, nous parlons en révolutionnaires, en bolcheviks ; nous disons ce que nous pensons. Il se peut que nous nous trompions. Le parti est là pour nous montrer le vrai chemin.

Ce que nous reprochons surtout aux hommes de l'opposition, c'est qu'au lieu d'étudier dans l'esprit marxiste les phénomènes qui se produisent au sein de la classe ouvrière pour y trouver des suggestions pour leur politique, ils s'abaissent et abaissent avec eux tout le parti en cherchant à lire dans le cœur du Comité Central je ne sais quelle basse manœuvre diplomatique.

Au X^e Congrès, Lénine et Boukharine, deux camarades jouissant de toute la confiance du parti, disaient ce que nous disons maintenant. Nous avons besoin de démocratie ouvrière comme l'homme a besoin d'air respirable. Sans démocratie ouvrière, on ne saurait créer le milieu prolétarien indispensable au développement d'un parti prolétarien. Nous avons déjà dit à ce congrès que la démocratie dans le parti ne pourra être réalisée, que certaines conditions d'existence de la classe ouvrière étant données. Nous avons déjà dit que nous avons besoin d'un an ou deux pour obtenir l'appui nécessaire des ouvriers.

On pourrait néanmoins nous reprocher de venir encore trop tard, et de n'avoir pas posé la question en avril ou en août.

Nous croyons n'avoir rien omis et posé les premiers la question en temps voulu, le premier article à ce sujet est précisément de moi. (On le dit parfois mauvais. Je ne le crois pas si mauvais qu'en le dit !) Tout le parti a réagi après. Le moment de sa publication n'a donc pas été si mal choisi ; mais quand on parle du choix du moment, on pense à toute autre chose.

Fractions et groupements

La deuxième question qui nous passionne en ce moment, c'est celle des fractions ou groupes, ce qui, à mon avis, veut dire la même chose. Vous savez déjà comment Préobrajensky et d'autres présentent la chose. Ils disent :

Autrefois, nous avions la liberté absolue des fractions dans le parti. Quelque grave que fût la situation au début de la guerre civile, nous pouvions quand même librement discuter s'il est opportun d'utiliser les services des spécialistes militaires ou si nous devons conclure la paix de Brest-Litovsk, etc. Depuis que le X^e Congrès a décidé des restrictions, on n'est plus libre dans le parti d'exprimer son opinion. Il s'ensuit que la politique que le parti a poursuivie dans son sein depuis le X^e Congrès était erronée et que, par conséquent, les décisions du X^e Congrès l'étaient également. C'est pourquoi il est indispensable de réviser les décisions du X^e Congrès.

J'ai déjà fait ressortir que les décisions du X^e Congrès étaient l'œuvre de Lénine. C'est lui qui rédigea la motion adoptée par le Congrès, lui qui avait été le rapporteur sur cette question. Nous ne voulons pas exclure la possibilité d'une erreur de Lénine. Mais alors, que les camarades de l'opposition disent clairement qu'ils le pensent ; qu'ils ne s'attaquent pas uni-

quement aux disciples de Lénine, sans faire preuve à cette occasion d'un très grand courage.

Examinons maintenant, camarades, la situation à l'époque de la paix de Brest-Litovsk, pour voir si les conditions où se trouvait alors le parti étaient vraiment à ce point excellentes qu'il serait désirable de les rétablir. Notre parti est encore si jeune, que la majorité de ses adhérents ne se souvient pas de ce qui se passait il y a cinq ou six ans, à l'époque de la paix de Brest-Litovsk.

A cette époque, il se forma une fraction de « communistes de gauche ». Le leader le plus en vue en était Boukharine; l'un de ses organisateurs pratiques était Ouritsky. Divers grands militants appartenaient à cette fraction qui, à un certain moment, embrassa presque la moitié du C. C. Cette fraction était contre la paix de Brest-Litovsk. Ses membres, contrevenant à la discipline du parti, votèrent, à la séance du Comité Central exécutif panrusse des Soviets, qui siégeait alors dans cette salle pour décider de la question de la paix de Brest-Litovsk, contre les décisions du Comité Central. La fraction éditait même un journal : en somme, elle se conduisait comme un parti indépendant au sein du parti. Et on vient nous déclarer qu'un tel état de choses doit être considéré comme normal !

Je voudrais vous raconter un épisode de cette époque-là, dont je viens seulement de prendre connaissance. Vantés par l'opposition, les socialistes-révolutionnaires de gauche, adversaires, eux aussi, de la paix de Brest-Litovsk, mais constituant, en réalité, un parti petit-bourgeois, et, au fond, contre-révolutionnaire, s'enhardissaient au point de venir trouver les communistes de gauche auxquels ils firent la proposition formelle d'arrêter le Conseil des Commissaires du Peuple présidé par Lénine et de le remplacer par un nouveau conseil. Nous n'avons appris cet épisode que ces derniers jours de la bouche de Boukharine, qui en fit part à un grand meeting à Moscou. Dans cette phase aiguë de la discussion sur la question des fractions, Boukharine a pensé qu'un tel souvenir ne devait plus être tu. Faites-y bien attention, camarades : à la tête des communistes de gauche, se trouvaient alors d'excellents vieux ouvriers, qui avaient déjà fait leurs preuves. Il est vrai que quelques-uns d'entre eux, comme feu Ouritsky, n'étaient pas depuis longtemps dans le parti, mais nous avions aussi parmi eux des vieux camarades tels que Boukharine. Ils repoussèrent avec indignation la proposition des socialistes-révolutionnaires de gauche. Nous leur sommes très reconnaissants de ne pas avoir arrêté Vladimir Ilitch, mais le fait qu'ils ne firent pas part de ces avances à leur Comité Central et que nous n'apprenons la chose que six ans après est une excellente illustration historique de ce que signifie une lutte de fraction dans un parti gouvernement.

Au cas où un parti n'est pas au pouvoir, le fractionnisme présente également des inconvénients, mais plus ou moins tolérables. Quelles sont dans la plupart des cas les questions qui font, dans de telles circonstances, l'objet des discussions ? On discute si tel ou tel journal doit être édité, si tel ou tel camarade doit être nommé secrétaire, etc. Ces discussions n'ont aucun rapport avec la question du gouvernement. Mais si un parti est au pouvoir, surtout pendant la guerre civile, toute lutte de fractions se transforme en une lutte pour conquérir le pouvoir. Cette lutte est particulièrement désastreuse. Elle l'est plus encore s'il existe en dehors du parti des forces ennemies, comme les socialistes-révolutionnaires, petits-bourgeois enragés. Ces « joyeux liers » se mêlent tout de suite à la lutte, cherchant à en tirer profit.

Je m'exprimais, dans la résolution adoptée par notre conférence, dans les termes suivants : La lutte de deux fractions dans un parti qui détient le pouvoir contient le germe de deux gouvernements. Au début de 1918, l'autre gouvernement existait en germe. On trouve à présent ridicule l'idée que Boukharine et Ouritsky eussent pu sérieusement penser à faire démissionner Lénine pour le remplacer par Piatakov. Mais la situation était alors telle que ce projet put être discuté dans le parti socialiste révolutionnaire de gauche qui nous était hostile. Nous nous trouvions aux bords de l'abîme. Le sort de la révolution ne tenait qu'à un fil.

Je n'oublierai jamais ma rencontre avec Lénine dans les couloirs de Smolny, lorsque nous apprimes que les Allemands, profitant de nos hésitations au sujet de la paix de Brest-Litovsk, marchaient sur Pskov. Lénine me dit : « Tout semble perdu. Pour la première fois de ma vie, j'ai cédé à des gens qui égarent le parti... Maintenant, c'est peut-être la fin de la révolution. »

Si l'on nous conseille de ressusciter les méthodes qui se pratiquaient dans le parti à l'époque de la paix de Brest, nous disons : non ; les enseignements que nous en avons tirés n'auront pas été vains. Le parti peut, sans s'exposer à de trop grands malheurs, commettre des fautes s'il sait les voir et en tirer son profit. Par les fautes commises à l'époque de la paix de Brest, nous avons appris que la lutte de fractions signifie la fin de la dictature prolétarienne. Camarades, regardez un peu plus près quelle atmosphère règne à Moscou. On y dit : Pétrograd est province. Je me permets de dire que c'est faux. Pétrograd est un centre dont l'importance s'accroît chaque jour. Sapronov et Préobrajensky déclarent : Mais oui, on est retardataire en province, on n'y sait même pas apprécier les beautés de la liberté du fractionnisme et de la discussion. Nous voilà provinciaux !

Mais regardez donc ce qui se passe à Moscou. Dans chaque commissariat et dans toutes les innombrables petites institutions qui se posent comme tels, on entend chuchoter les employés : Quelque chose ne va pas dans le parti, c'est la scission qui se prépare, qui vivra verra ; attendons pour voir. C'est la question du jour dans tout Moscou. On ne parle que de cela dans les milieux bourgeois et « fonctionnaires de l'Etat ». C'est le même phénomène dont je viens de parler à propos de la paix de Brest.

Toute divergence de vue qui se produit dans la vie du parti, et dont la nouvelle se répand toujours avec une rapidité foudroyante dans nos administrations publiques, met en émoi nos fonctionnaires qui se divisent en deux camps, et au lieu de travailler ne font que se raconter à voix basse, dans tous les coins, les péripéties de la lutte. Et les premiers à se réjouir de ce que nous nous battions dans le parti — si bataille il y avait — seraient les anciens bureaucrates, car ils n'ont ni commissariats, ni spécialistes, ni fonctionnaires d'Etat à diriger. Mais nous ne le pouvons pas. Au cours de la discussion à Moscou, un jeune camarade a déclaré que tout le « malaise » de notre parti vient de ce que nous avons pris le pouvoir. Il y a, camarades, un grain de vérité dans cette affirmation. Auparavant, lorsque le parti n'était pas encore au pouvoir et qu'on ne se bousculait pas pour être admis dans nos organisations, la question de l'administration de l'Etat n'existait pas encore pour nous. Tout le « malaise » du parti viendrait de ce que nous avons pris le pouvoir ! Bon. Admettez aussi, camarades, que tout le bien du parti vient également de là.

Il y a environ une quinzaine, la discussion prit une telle tournure que d'aucuns déclaraient : « La résolution du X^e Congrès interdisant la formation de fractions doit être écartée, car elle empêche la réalisation de la vraie démocratie ouvrière ». Des camarades peu expérimentés et qui sont rien moins que des diplomates le disent encore aujourd'hui. J'ai lu, par exemple, dans le numéro d'aujourd'hui de la *Pravda*, un article du camarade Krylenko, procureur du tribunal révolutionnaire. A ce que j'en sais, le camarade Krylenko n'appartient pas à la fraction du « centralisme démocratique ». Il considère les problèmes discutés du point de vue de l'homme de loi. Il écrit entre autres : « Si vous ne reconnaissez pas la liberté de lutter pour une plateforme définie, vous rendez toute la démocratie ouvrière caduque. Qu'on me définisse avec précision ce que c'est qu'une fraction ou un groupement. Si vous ne désirez pas de fractions, nous nous soumettrons, bien entendu, à la discipline du parti. Mais dans ce cas-là, nous nous attendons à ce que cette fois aussi, comme après le X^e Congrès, la démocratie ouvrière reste lettre morte. » Je ne sais pas de quel côté le camarade Krylenko penche actuellement, mais à ce qu'il me paraît c'est sa profession de juriste qui l'induit en erreur. Il désire qu'on précise dans une formule juridique les notions de fraction, de groupe et de démocratie ouvrière.

Au lieu de prendre la vie comme elle est, il veut voir ce que dit je ne sais quel code et se heurte à la réalité. Au demeurant, nous sommes sûrs de nous mettre d'accord avec des camarades tels que lui. Nous croyons qu'il comprendra que s'il est bien difficile de rédiger un code pénal dans les conditions créées par la nouvelle politique économique, on n'a besoin pour élaborer un code relatif aux fractions dans le parti que de bonne volonté.

Des sophistes viennent nous demander : « Puis-je faire cause commune par exemple, avec le camarade Préobrajensky ? » On leur répond : « Mais bien sûr. » — « Puis-je parler dans le même noyau ? » — « Mais oui. » — « Peut-on parler dans cinq noyaux ? » — « Tant que vous voudrez. » — « Alors, il me semble que c'est la solution du problème, et vous devez me concéder la liberté des fractions. » A mon avis, un point de vue pareil est indigne d'un révolutionnaire. Personne ne demande qu'on ne suive tel ou tel camarade selon ses affinités de pensée ou qu'on n'aille pas dans les noyaux. Non, je vous en prie, fréquentez les noyaux, mais n'oubliez pas que vous appartenez au seul parti légal du pays, que nous sommes entourés de tous côtés d'ennemis et que nous ne pouvons pas vous accorder une liberté allant jusqu'à la formation de groupes.

Il y a une quinzaine, on a posé la question si nous pourrions invalider la résolution du X^e Congrès, c'est-à-dire la résolution de Lénine. Nous nous précipitâmes alors dans la bataille. Lorsque les camarades qui préconisaient cette résolution comprirent que ce n'était pas chose facile que d'écarter la résolution du X^e Congrès et que, bien que Lénine, malade, ne pût participer à la lutte, des gens, qui avait formés au cours de trente années de lutte, étaient la pour défendre ses idées (*Applaudissements*), ils se replièrent sur leurs positions toutes préparées d'avance et posèrent la question d'une autre façon : on peut, déclarèrent-ils, se passer des fractions, mais permettez-nous d'avoir nos groupements. A quoi nous répondimes : nous ne savons que trop bien que groupement et fraction veulent dire la même chose. Pourquoi donc s'abriter derrière des pseudonymes ? Mieux vaut parler franchement de cette question, comme l'a fait Krylenko.

La composition de notre parti

Pourquoi ne pouvons-nous admettre des fractions et groupements ? A part les raisons que je viens de citer, il en est d'autres. Examinez, par exemple, la situation intérieure de notre parti, les stages des adhérents, la division du travail entre eux, notre appareil administratif. Notre parti est le plus grand parti communiste du monde. Il se trouve placé à la tête de l'Internationale Communiste. Quelles que soient ses faiblesses, il a été le premier à mener à bonne fin une grande révolution. Depuis plus de dix ans, il a conservé sa place dirigeante à la tête de la classe ouvrière victorieuse de Russie. Quelques nombreux que soient ses points faibles, ils sont insignifiants en face des qualités et des forces qu'il possède.

Regardons le parti tel qu'il est. Examinons tout d'abord sa composition au point de vue du stage. Je parle d'après des données précises. Avant 1905, nous comptions dans le parti 2.517 membres actifs ; de 1905 à 1916, nous en eûmes 7.914 ; en 1917, nous vîmes 35.154 nouveaux adhérents ; en 1918, le nombre s'en éleva à 63.643 ; en 1919 à 107.840 ; en 1920 à 121.789 ; en 1921 à 40.419 ; en 1922 presque pas de nouvelles adhésions à cause des difficultés de l'affiliation. Sans date précise d'entrée au parti, sont enregistrés 7.000 camarades. Ces statistiques comprennent 360.000 adhérents qui nous sont restés après les épurations. La grande majorité des adhérents sont venus au parti en 1919 et 1920. Que signifie cette composition du parti ?

Chaque parti a son histoire. La nôtre est toute spéciale. Elle n'embrasse qu'une courte période de vingt à vingt-cinq ans. Presque tous nos adhérents sont jeunes, n'appartiennent au parti que depuis deux ou trois ans. La cause toute naturelle en est que, pendant

vingt ans de travail conspiratif, sous l'ancien régime, les larges masses ne purent venir au parti qui travaillait illégalement. En 1918 et 1919, 100.000 personnes ont fait leur adhésion. C'est la génération que le parti avait formée pendant son activité illégale, alors qu'il éditait les journaux *Iskra*, *Pravda* et *Zvezda*, jusqu'en octobre et un peu après octobre. Cela fait en tout un quart des adhérents du Parti, mais trois quarts en sont des jeunes, qui nous sont venus après 1919 et possèdent les plus grandes qualités, car ils ont passé par l'école de la révolution, de la guerre civile. Nous connaissons leurs qualités, mais ce qui leur fait défaut — ce n'est pas de leur faute, c'est leur malheur ! — c'est de connaître l'histoire du Parti, toutes nos traditions et cette unité qui ne pouvait se forger que pendant de longues années de travail illégal sous le joug du tsarisme.

Puis, camarades, un autre fait à retenir : Jusqu'en 1917, notre Parti se composait surtout d'ouvriers. Deux pour cent seulement des adhérents étaient des paysans. Depuis 1917 et 1918, nous comptons un grand nombre de paysans — 66.000 — dans nos rangs.

C'est une nouvelle couche sociale très importante.

Nous avons, en outre, des sympathisants. Les sympathisants petits-bourgeois avaient d'abord été à la remorque des mencheviks. Mais, depuis que nous sommes au pouvoir, une partie d'eux nous suit.

Des grandes organisations de masse se sont formées autour de nous, comme, par exemple, la Fédération des Jeunesses Communistes russes. C'est une belle organisation, mais elle a également des points faibles. Elle a aussi, comme le Parti, des sympathisants.

En outre, camarades, nous devons examiner la division du travail dans notre Parti. Je veux essayer d'en énumérer les catégories les plus importantes. Nous avons des « fonctionnaires du Parti », c'est-à-dire des camarades qui font partie de l'appareil administratif de nos organisations. (J'en parlerai plus tard.) Nous avons des administrateurs soviétiques, du Parti et des syndicats, puis des spécialistes de l'industrie, des techniciens, des fonctionnaires, des représentants des commissariats du peuple, etc. ; nous avons des militaires, des ouvriers d'usines, 66.000 camarades travaillant la terre, des étudiants dont je parlerai plus tard, etc. Je n'ai énuméré que les catégories principales. Nous pouvons donc observer dans le Parti une grande division du travail, et cela ne peut pas être autrement, car nous avons un immense pays à gouverner.

Cette division du travail a ses avantages, mais aussi ses défauts. Chaque camarade se spécialise dans son domaine et son horizon dépasse rarement les limites de son champ d'activité. Et maintenant, camarades, regardez notre Parti tel qu'il est. De la vieille garde n'est restée qu'une dizaine de milliers d'hommes. Un nombre énorme de nouveaux sont venus. Ils se sont formés à la rude école de la guerre civile, mais leur éducation communiste est encore insuffisante. Nous avons eu à enregistrer un énorme afflux de paysans. Des sympathisants viennent à nous.

Combien y a-t-il donc de tendances au Parti, tendances qui renferment autant de possibilités de scission ? Le Parti peut se diviser en tendance soviétique et en tendance du Parti ; une rupture peut se faire entre les vieux bolcheviks du groupe initial et la masse des jeunes camarades ; des dissentiments peuvent surgir entre les spécialistes de l'industrie qui défendent le point de vue de la production et les camarades qui travaillent dans le domaine syndical. Toutes ces tendances divergentes sont équilibrées par la discipline du Parti, appliquée par ses dirigeants sur les bases des décisions des congrès.

Figurez-vous ce qu'il adviendrait du Parti si, aux tendances dissolvantes déjà existantes, s'ajoutaient les fractions élevant de nouvelles cloisons étanches entre les adhérents ? Ce serait, qu'on se le dise bien, la décomposition du Parti. Il ne s'agit pas de permettre ou ne pas permettre à quelqu'un de s'allier à un autre camarade pour pouvoir mieux discuter à deux. Il s'agit de l'existence même du Parti. Le sort de tout le Parti est en jeu.

La majorité et l'opposition

C'est pour cette raison, camarades, que la majorité du C. C., et une majorité écrasante — si je ne me trompe, 55 contre 3, si nous y comptons des suppléants — adopte son point de vue. Vous pouvez nous croire, et je sais que la majorité des camarades ici présents nous croiront (*applaudissements*), ce n'est pas l'amour des galons d'état-major du C. C. qui dicte notre conduite. Vous savez sans doute que certains de nous avaient siégé, il y a quelques années, aux Comités centraux réunis où les mencheviks étaient également représentés. Nous travaillerons aux postes où le Parti nous placera. Mais, tant que le Parti ne nous rappelle pas de ces postes, nous lutterons, comme le camarade Lénine nous l'a appris, avec toute notre passion et toute notre énergie contre la liberté des fractions et des groupements. (*Applaudissements*.)

Nous nous attendons à ce qu'on porte contre nous de graves accusations et que des attaques rageuses soient dirigées contre la majorité actuelle du C. C. Mais nous avons la peau dure et ce n'est pas le premier orage qui passe au-dessus de nos têtes. Nous savons défendre nos idées dans les conditions les plus difficiles. Vous croyez, camarades de l'opposition, que c'est le moment de conquérir la liberté des fractions. Non. Nous sommes convaincus que notre Parti, si on lui demandait d'exprimer son opinion là-dessus, répondrait : « Notre Parti travaillant sous le régime de la *Nep*, cerné par la bourgeoisie, ce Parti qui a été pour tous les pays un modèle de discipline, ne tolérera pas de liberté de fractions ou de groupes ! » Nous ne doutons pas que le Parti réponde cette fois encore de la même façon qu'au X^e Congrès.

Camarades, notre discussion est entrée à présent dans une phase aussi difficile qu'en 1921. Il m'est particulièrement désagréable de contredire Trotsky en son absence ; malheureusement il est empêché d'assister à notre réunion. Le noyau de l'opposition actuelle — c'est la fraction du « centralisme démocratique ». Pauvres provinciaux de Pétersbourg, nous ne connaissons que peu cette fraction, mais, dans d'autres fédérations, elle a fait assez de bruit. Lors des IX^e, X^e et XI^e Congrès (ce n'est pas sans raison que le camarade Lénine appelait cette fraction « la fraction des plus bruyants »), la fraction comptait parmi ses adhérents Sapronov, Ossinsky, Raphaël et quelques Ukrainiens, souvent d'assez vieux bolcheviks, souvent de vieux mencheviks. Ces camarades ont choisi pour leur fraction l'excellente enseigne du « centralisme démocratique ». Nos statuts disent que notre Parti applique le centralisme démocratique. Mais que de conclusions néfastes ne peut-on dégager d'un principe excellent en soi. Ces camarades défendirent au X^e Congrès le même point de vue qu'actuellement. Leurs motions furent repoussées par les X^e et XI^e Congrès. Lénine disait que de toutes celles qu'il ait connues, c'était la fraction qui manquait le plus de principes. Or, à peine une nouvelle question est-elle posée dans le Parti que ce même groupe apparaît aussitôt. « Comment ! vous parlez de démocratie — ah ! mais c'est notre affaire, nous voulons en être ! » Et la vieille chanson, chantée cette fois sur un autre air, de recommencer : « Liberté des fractions ! » Ce groupe a obtenu cette fois le concours d'éminents membres du C. C. : Préobrajensky, Smirnov et Serebriakov. Au X^e Congrès, ces camarades, sur proposition de Lénine, n'ont pas été réélus au Comité Central. Ce sont tous des camarades relativement très en vue. Le Parti, après les avoir mis à l'épreuve, a déclaré par l'organe de Lénine qu'ils n'étaient pas aptes à conduire le Parti.

Trotsky ne s'est pas clairement exprimé. Lors de la rédaction de la résolution du C. C. il s'opposa à chaque formule contenant une condamnation sévère des fractions et des groupes. Néanmoins, lorsqu'il s'aperçut que nous visions surtout ses alliés actuels du « centre démocratique », presque anéanti politiquement, il sortit de sa réserve.

Le « cour , nouveau » de Trotsky

Nous avons sous les yeux un article de Trotsky, paru sous le titre de : « *Le Cours Nouveau* », dans nos journaux. Malheureusement, cet article est également conçu en des termes très imprécis, et tout le monde n'a pas réussi à le comprendre de suite. J'ai même rencontré des types curieux qui prétendaient que Trotsky soutient dans cet article la résolution du C. C. Oui, c'est connu : la corde soutient le pendu.

L'autorité du camarade Trotsky est aussi bien reconnue que son mérite. Entre nous, on n'a pas besoin d'en dire plus long. Mais une faute reste une faute. Lorsque je commets une faute, on ne se gêne pas pour me le dire. Boukharine n'a pas été non plus épargné. Lorsque Trotsky commit, en 1921, des fautes graves, Lénine le réfuta en deux brochures. Dans toute la Russie, des discussions eurent lieu et Trotsky n'eut, au Congrès, qu'une petite minorité.

Cette fois encore, discutons objectivement la question sans nous occuper des mérites des uns ou des autres.

L'article de Trotsky est rédigé en des termes extrêmement imprécis, mais nous, majorité du C. C., nous considérons que cet article n'a pas été écrit pour nous soutenir, mais bien au contraire pour contrecarrer les intentions du C. C. et ses décisions prises à l'unanimité. Dans des commissions et des sous-commissions, nous avons travaillé toute une semaine avec Trotsky à la rédaction de la résolution du C. C. On lui a fait toutes les concessions possibles pour arriver à un accord avec lui, car nous apprécions hautement la valeur de son assentiment. Et qui d'entre nous n'apprécierait pas l'immense autorité de Trotsky ? Nous réussîmes en fait à trouver un terrain d'accord. La résolution, adoptée à l'unanimité, fut publiée, et le lendemain les journaux publièrent l'article de Trotsky qui, sans nul doute, trouble cette unanimité.

Je vais essayer, comme vous pourriez l'exiger, de le prouver.

Qu'est-ce que le Parti ?

Vous savez certainement que le trotskisme constituait un certain courant dans le mouvement ouvrier russe. Quelle était l'essence de l'ancien trotskisme ? Je ne veux pas m'arrêter à la question agraire, mais je prendrai les questions qui nous intéressent actuellement d'une façon directe comme celles-ci : qu'est-ce que le Parti, qu'est-ce que la démocratie dans le Parti et quel point de vue doit-on adopter au sujet des fractions ?

Avant son entrée dans notre Parti, Trotsky avait défendu avec tout l'élan passionné qui lui est propre l'opinion que le parti ouvrier doit être un conglomérat de courants, de fractions, de groupes et tendances différentes. Nous nous servîmes à cette époque même d'une expression dont l'auteur était Vladimir Ilitch, et qui désignait du nom de « courantistes » ceux qui croyaient à la nécessité de différents courants dans un parti ouvrier. Dans la question des liquidateurs, Trotsky répéta maintes fois qu'il soutenait au fond le liquidationnisme. Convenant au début que les liquidateurs n'avaient pas raison sur une foule de points, il déclarait le liquidationnisme une « nuance légale » du parti ouvrier. Nombre de vieux camarades se souviennent encore de cette expression de « nuance légale » que Trotsky complétait par la déclaration suivante, et que je cite textuellement : « En un mot, vivre et laisser vivre les autres. Le Parti est un conglomérat de fractions et de courants différents ».

À quoi nous répondîmes déjà à cette époque : Non, nous ne pouvons pas accepter la formule « vivre et laisser vivre les autres ». Nous déclarâmes que, pour que la classe ouvrière puisse vaincre, elle avait besoin d'un parti bolchevik fort et uni. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser vivre les liquidateurs, les mencheviks. Nous devons, au contraire, les anéantir. (*Applaudissements*.) C'était à cette époque-là que Trotsky publiait à Vienne un journal intitulé la *Pravda*, en même temps que paraissait à Pétersbourg un journal du même titre, édité par nous grâce à l'appui des ouvriers qui nous apportaient leurs sous.

Pouvons-nous admettre dans la question des « courants » le « vivre et laisser vivre les autres » ? Non, car le Parti ne peut se transformer en une arche de Noé. Le Parti qui travaille dans les conditions créées par la « Nep », conditions négatives, doit être un Parti bolchevik uni, du vieux style léniniste. Autrement, la fin serait pour nous méritable.

La taut principale de Trotsky, quant à son article, consiste en ce que cet article nous fait assister à une certaine restauration, à une certaine renaissance de ces anciennes opinions qui reconnaissaient la légalité de courants et de nuances différents. Vivre et laisser vivre les autres ! Qu'est-ce que cela nous fait, que nous ayons des opinions différentes, nous nous mettrons ensuite d'accord. C'est naturellement d'une apparence fort démocratique.

On peut même s'imaginer la chose de la façon suivante : d'un côté se trouvent les vieux bolcheviks assoiffés de sang qui ne veulent pas laisser vivre autrui, et de l'autre des hommes généreux dont la devise est : « Vivre et laisser vivre ». Il est naturellement des gens auxquels cette bonté angélique plaît. Mais le bolchevisme ne se base pas sur la bonté angélique, il a été formé par la méfiance prolétarienne contre tout ce qui n'appartient pas au bolchevisme, contre tout ce qui n'est pas du léninisme.

Pourquoi les mencheviks ont-ils fait faillite ? D'abord parce qu'ils étaient des opportunistes, et puis parce que leur parti était construit à la façon d'une mosaïque, qu'il était un conglomérat de courants. Vous vous rappelez comment Tchernov se vantait qu'il avait dans son parti des socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, qu'ils appréciaient tous la liberté de critique. Oui, pendant quelques mois, ils jouèrent tous d'une extraordinaire liberté de palabres. Mais où sont-ils maintenant, où est leur parti ? Il en eût été de même avec nous si nous n'avions pas été irrécouvrablement ennemis de tout ce qui n'était pas le bolchevisme léniniste.

L'appareil administratif du parti

Trotsky s'attaque avec toute la puissance de son argumentation à l'appareil de notre Parti. Il écrit entre autres : « Le cours nouveau ne signifie d'aucune façon que l'appareil du Parti soit placé devant le devoir de décréter ou de créer à un terme fixé d'avance le régime de la démocratie ». Et nous lisons plus loin en italique : « *Le parti doit se subordonner son appareil* ». Ensuite, nous lisons une dissertation sur la question des « fonctionnaires du Parti » dont Trotsky recommande d'écarter un grand nombre pour les faire rentrer de nouveau dans le rang. Je ne suis pas de ceux qui sont absolument ravis de l'appareil et des « fonctionnaires du Parti », dont d'ailleurs je ne fais pas partie. J'ai assez eu dans la presse soviétique, comme au Congrès panrusse des Soviets, l'occasion de critiquer d'un ton non moins sévère le bureaucratisme. Je connais les points faibles de l'appareil de notre Parti et sais qu'il faut le renouveler et le rendre plus démocratique sur toute l'échelle. Mais si je vois Prébrazjensky, Sapronov, Raphaël valiciner contre tous les « fonctionnaires du Parti » et employer cette expression comme une sorte d'invective, comme les mencheviks employaient le nom de « *tchékiste* », je demande au Parti de nous compter également parmi ces malheureux « fonctionnaires du Parti ». Sachez donc, camarades, que lorsque l'on écrit « fonctionnaire du Parti », on entend par là le Comité Central.

Si nous regardons les statistiques, nous voyons que, en face de cet énorme appareil d'Etat qui étend ses ramifications sur l'Union des républiques soviétiques embrassant la sixième partie du globe, il n'y a que 18.000 « fonctionnaires du Parti » dont une bonne moitié se compose de collaborateurs techniques et parmi lesquels un grand nombre de travailleurs modestes et honnêtes accomplissant au mieux leur devoir là où le Parti les a mis. Lénine, en critiquant avec une extrême sévérité notre appareil d'Etat, fit ressortir que cet appareil n'était, au moins partiellement, que survivance de la vieille bureaucratie tsariste et que nous ne savions pas le transformer pour en faire notre instrument. Lénine s'adressait précisément à l'appareil du Parti pour faire surveiller l'administration soviétique. Il présentait

un projet de réorganisation du contrôle ouvrier et pay-san et de la Commission Centrale de Contrôle. Si quelque chose n'allait pas dans l'Etat soviétique, tout le monde attendait le remède de l'appareil du Parti qui, seul, pouvait nous protéger contre le bureaucratisme.

Il faut, sans doute, renouveler et perfectionner cet appareil aussi. Les camarades qui prétendent que les « fonctionnaires du Parti » restent trop longtemps dans les services administratifs du Parti ont tort. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Même au C. C., où l'on réunit d'habitude les travailleurs les plus qualifiés du Parti, 90 sur 134 militants responsables ne travaillent que depuis moins d'un an. De cette façon, les fonctionnaires du Parti, non seulement ne restent pas longtemps à leurs places, mais n'ont même pas le temps nécessaire pour se familiariser avec l'énorme mécanique moderne d'un parti dirigeant.

À Pétrograd, les élections aux bureaux collectifs et aux postes de secrétaires viennent de commencer. Nous sommes d'avis qu'elles correspondent à l'esprit de la démocratie et grâce à cela l'appareil du Parti sera renouvelé sur toute l'échelle. Mais une condamnation générale de l'appareil est tout à fait déplacée. Nous avons récemment conquis l'Extrême-Orient et il nous a fallu y former un nouveau gouvernement. Il a fallu créer un nouvel appareil soviétique économique, et du Parti. Au début, nous procédâmes de la seule façon possible, par des nominations de fonctionnaires. Comment aurions-nous pu faire autrement ? Comment pourrions-nous gouverner d'une autre manière ?

Notre appareil ne peut toujours fonctionner à souhait. Il faut l'épurer et en éliminer les éléments défectueux. Mais il ne faut pas dépasser la mesure. Et c'est là que le camarade Trotsky commet une très grande faute en commençant à soutenir des gens qui voudraient écarter le noyau même de l'appareil du Parti. Le Parti doit se subordonner l'appareil du Parti — qu'est-ce à dire ? A-t-on vu le contraire jusqu'à présent ? Kalinine avait vraiment raison lorsqu'il disait au cours d'une discussion à Moscou : « Il y a quelques années, les mencheviks nous appelaient des « gens de comités », et c'était dans leur bouche la plus grande invective. Actuellement, le travailleur du Parti semble devenir à vos yeux ce que les membres des comités étaient aux yeux des mencheviks ».

Le bureaucratisme doit être écarté, mais ceux qui veulent amoindrir l'appareil du Parti, en général, doivent être rappelés à leurs devoirs communistes, car notre appareil est la main droite du Parti.

La « vieille garde » et la jeunesse

Une autre divergence de vues entre nous et Trotsky concerne le passage suivant de son article :

« L'histoire nous offre plus d'un cas de dégénérescence de ce genre. Prenons l'exemple le plus récent et le plus frappant : celui des chefs et des partis de la II^e Internationale. Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde étaient les disciples directs de Marx et d'Engels. Pourtant, dans l'atmosphère du parlementarisme et sous l'influence du développement automatique de l'appareil du Parti et de l'appareil syndical, ces leaders, totalement ou partiellement, tournèrent à l'opportunisme... »

Bebel, Lafargue et d'autres qui, étant morts, ne peuvent pas se défendre, n'ont été mêlés à cette discussion que pour nous induire en erreur sur les véritables intentions de l'auteur. Comme il ne lui paraissait pas opportun de citer les noms des membres du Bureau politique du P.C.R., il s'est servi de ceux de Bebel et de Lafargue. Trotsky vient nous dire : Vous êtes les disciples directs de Lénine, les adeptes de Marx ont passé dans les conditions du parlementarisme du côté de la bourgeoisie, il s'ensuit qu'on peut en attendre autant de votre part. Certes, nous ne pouvons pas garantir de l'avenir. Mais si ce dont nous menace Trotsky arrivait, le Parti nous chasserait impitoyablement. En attendant, Trotsky nous compare à Kautsky et à Bernstein, les seuls disciples vivants de Marx et d'Engels, qui sont déjà, politiquement, des morts. Pourquoi cette comparaison, si ce n'est pour jeter une ombre sur l'orientation politique de la majorité du C.C. ?

Le troisième passage de l'article de Trotsky qui provoque également des objections de notre part, c'est le passage sur la jeunesse. C'est une question particulièrement importante et délicate, mais nous ne pouvons pas la passer sous silence. Trotsky dit ceci :

« ... Comme l'appareil est constitué inévitablement par les camarades les plus expérimentés et les plus méritoires, c'est sur la formation politique des jeunes générations communistes que le bureaucratisme a sa répercussion la plus fâcheuse. Aussi est-ce la jeunesse, baromètre sûr du Parti, qui réagit le plus vigoureusement contre le bureaucratisme de notre organisation. »

Il s'agit en l'espèce des générations présentes du parti, du groupe initial — la vieille garde bolchévique — et de la jeunesse.

Je vous ai déjà cité des chiffres sur le stage de nos adhérents. Nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas avoir les moindres divergences de vues sérieuses avec notre jeune garde. Nous ne pouvons en aucun cas admettre que les vieux bolcheviks la placent sous leur tutelle. Ce serait stupide.

Les disciples de Lénine savent bien que l'avenir appartient à la jeunesse communiste. Le devoir qui nous incombe envers la jeunesse, c'est de l'aider, de lui transmettre les expériences politiques, recueillies par le parti pendant des décades de luttes. Le parti doit préparer la voie à la jeunesse.

Je vous rappelle la phrase démagogique de Préobraïensky, qui disait que nos étudiants de l'université Sverdlov acquièrent bien une culture générale et de solides connaissances marxistes, mais que tout ce qu'ils ont appris à l'université leur est inutile ensuite, faute de pouvoir appliquer leurs connaissances dans la vie. Nous savons que tous les étudiants de l'université Sverdlov et des autres écoles supérieures qui se font quelque peu remarquer entretiennent des clubs et participent activement à la vie de notre parti. Vouloir prétendre qu'il n'y a pas de place dans notre pays pour l'utilisation de connaissances marxistes, alors que nous avons une foule d'illettrés au vrai sens du mot, auxquels s'ajoutent encore un nombre considérable d'illettrés politiques, vouloir prétendre que la jeunesse ne peut utiliser ses connaissances parce que le parti l'en empêche, c'est, camarades, de la pire démagogie.

Pour ce qui est de Trotsky, je tiens sa déclaration sur la jeunesse pour, au moins, imprudente, surtout dans les conditions où il l'a faite. Mais Trotsky commet encore une plus grande faute. Il a tort de considérer la jeunesse comme un baromètre auquel doit se tenir le C.C. Le baromètre auquel le C.C. se tient, c'est l'opinion des ouvriers d'usines. Nous ne voulons pas amoindrir par cela la valeur des autres catégories de communistes. Mais, s'il est question de ceux qui font la pluie et le beau temps dans notre Parti. Il faut constater que ce sont les ouvriers d'usines.

La question de la jeunesse est en ce moment particulièrement grave et il faut que nous trouvions un terrain d'accord. Si quelqu'un réussissait à élever une cloison étanche entre le noyau central de notre parti et la jeunesse, ce serait pour nous un très grand malheur. Nous sommes convaincus que l'immense majorité de la jeunesse vraiment prolétarienne, qui fait maintenant son apprentissage sous la conduite du parti, comprendra l'essence de nos divergences d'opinion actuelles et qu'elle dira, à ses flatteurs : « Trêve d'éloges ! Vous n'arriverez pas à nous séparer du noyau central de notre parti. Nous voulons apprendre auprès de la vieille garde bolchévique ! » Je suppose que la grande majorité de la jeunesse tiendra ce langage, et aura bien raison.

Conclusions

Je n'ai pas parlé de toutes les critiques auxquelles peut prêter l'article de Trotsky. Son article est de ceux qu'on n'oublie pas facilement. Dans les bons vieux temps bolchevistes, nous en aurions soupesé toutes les phrases. Nous l'eussions épiluché, virgule à virgule. Nous regrettons que Trotsky ait troublé l'unanimité avec laquelle a été adoptée la résolution du C. C. Son article sera discuté dans toute la Russie. Ce qu'il y a de bon dans cette discussion, c'est que tout le parti

méditera sur ces divers sujets. Quant à notre organisation de Pétrograd, elle prendra, je l'espère, une décision claire et précise. La composition du C.C. vous est bien connue ; vous savez qu'il se compose de l'élite de notre parti, sélectionnée pendant 25 ans. Tout le Comité Central est unanimement d'avis que Trotsky commet actuellement une erreur politique, aussi grave que celle qui obligea, au X^e Congrès, Lénine à se dresser contre lui.

Mais quelles que soient nos divergences actuelles dans ces questions, Trotsky est Trotsky, et reste un de nos chefs les plus autorisés. Advienne ce pourra, sa collaboration au Bureau Politique du C. C. et dans d'autres organes est indispensable. Elle nous est assurée. Ne croyez pas les racontars et les légendes qui se colportent. Il y avait et il y aura toujours des divergences de vues entre camarades de combat. Le parti décidera lequel de nous a raison, mais quoi qu'il en soit, nous continuerons à travailler d'un commun accord.

Décidons après avoir mûrement réfléchi, décidons sans trop nous préoccuper de la joie que nos ennemis peuvent ressentir. L'unité de notre parti n'est pas en cause, nous en sommes tout à fait convaincus. Bien entendu, nous n'avons pas besoin d'une unité extérieure. Ce qu'il nous faut, c'est la véritable unité, sur la base des principes formulés par Lénine. Et c'est dans l'intérêt de cette unité-là que je fais appel à notre organisation de Pétrograd — la plus ancienne des organisations bolcheviques

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Ce que disent les militants

L'avenir du « Bulletin Communiste »

Au Congrès de Lyon, nos camarades de la Fédération du Nord émirent le vœu de voir le Bulletin Communiste se transformer en « Revue ». Nous leur avons répondu que c'était là depuis toujours notre plus cher désir mais que si nous ne l'avions pas encore réalisé, c'est que nous n'en avons pas les moyens.

Une « Revue » exige un groupe de collaborateurs en nombre suffisant pour se répartir les matières à traiter, et capables de travailler avec régularité selon une manière systématique. C'est parce que nous n'avons pas pu rassembler ce groupe de collaborateurs que nous faisons depuis quatre ans ce Bulletin, recueil improvisé d'articles et de matériaux variés.

Nous avons, dans le Parti, les hommes nécessaires pour faire une bonne revue. Mais la plupart ont une lourde besogne à laquelle ils ne peuvent déjà pas suffire. Supposons que Rosmer, Monatte, Louzon, Dunois, Mesnil et quelques jeunes comme Chambelland, Ollivier, Marion, Ferrat, Chasseigne, d'autres qu'on ne peut pas tous nommer, veuillent « s'y coller » ; avec le concours de Sadoul, de Pascal, de Victor Serge, malheureusement éloignés de nous, avec la collaboration des principaux militants et écrivains de l'Internationale, nous pourrions mettre debout une excellente revue. Mais le moyen de distraire tous ces camarades de leurs tâches actuelles ? Et le moyen de leur faire accomplir une tâche supplémentaire, quand ils ne peuvent venir à bout des autres ?

Tant qu'on ne nous donnera pas la possibilité pratique de faire la « Revue », il sera vain d'en affirmer la nécessité. Nous avons émis à Lyon un vœu pieux pour la transformation du Bulletin, mais la question n'a pas avancé d'un pas. Il y a beau temps que nous aurions pris les devants si nous avions entrevu le moindre espoir de mener à bien la transformation.

Voici maintenant notre ami Ollivier qui revient à la charge. Donnons-lui la parole :

Je voudrais, à mon tour, te faire part de quelques réflexions au sujet de ce *Bulletin Communiste*, dont j'ai été l'un des premiers collaborateurs.

Je pense que le *Bulletin Communiste* doit se transformer. Il a glorieusement rempli la tâche qu'il s'était tracée en naissant, à savoir, aider à la formation d'un Parti communiste en France. Aujourd'hui, nous pouvons dire, avec quelque

ferté, que ce parti existe. Comme le disait l'*Humanité*, l'autre jour, il a déjà présenté ses lettres de crédit à la classe ouvrière. Et c'est un réel plaisir, pour ceux d'entre nous qui travaillaient à cela depuis plus de cinq ans, de voir avec quelle ardeur notre jeune Parti communiste s'est lancé dans l'arène de la lutte de classe.

C'est pourquoi le *Bulletin Communiste* doit maintenant élargir son cadre et devenir une revue. La *Revue Communiste*, créée par Rappoport, il y a exactement quatre ans, et à la fondation de laquelle je me flatte d'avoir participé, a dû interrompre sa publication, après deux années d'efforts méritoires. Les raisons en sont multiples. La principale, c'est qu'une publication de ce genre ne peut vivre que si elle est l'organe d'une collectivité et que cette collectivité, en l'espèce, le Parti communiste, n'existait pas encore. Mais ce parti existe aujourd'hui, et c'est pourquoi il est possible de reprendre avec quelques chances de succès la tentative de Rappoport.

Je dis même que nous devons le faire, car le Parti a besoin d'une revue. Le *Bulletin Communiste* ne suffit déjà plus à la tâche. Il y a quelques jours, Jean Fontanilles demandait au Parti les articles d'information économique et sociale nécessaires à la documentation des militants. Il faisait très justement remarquer que le *Bulletin* était accaparé par des études sur la Russie, et qu'il ne pouvait, par conséquent, pas accorder une attention suffisante à la situation de notre pays. Il y a trop longtemps que j'ai fait moi-même cette remarque pour ne pas approuver complètement le camarade Fontanilles. Certes, il est intéressant de savoir exactement ce qui se passe en Russie. Les choses de Russie sont trop importantes, elles comportent des enseignements trop précieux pour que nous ne pensions pas avec toi qu'il faut en informer les militants français. Le malheur, c'est qu'elles prennent toute la place, et qu'il n'en reste plus pour consacrer, dans le *Bulletin*, une attention suffisante à la situation de notre propre pays et de notre propre parti, qui nous intéresse cependant plus directement que la situation de la Russie et du parti russe.

D'autre part, le besoin se fait sentir de plus en plus vivement dans notre Parti d'une étude sérieuse du capitalisme français, de la situation actuelle de l'industrie française et de ses tendances de développement, de l'état de la production agricole, des phénomènes de concentration agricole et industrielle depuis la guerre, du développement du capital financier, de la fortune actuelle du pays, de la composition du prolétariat, du rapport actuel des classes en France, des rapports entre ces classes et les différents partis politiques qui se disputent l'opinion publique, etc. Cette étude est absolument indispensable au Parti pour qu'il puisse mener son action en toute connaissance de cause et qu'il prenne pleinement conscience des conditions exactes de la lutte qu'il

mène contre la bourgeoisie. L'absence d'un tel travail constitue une lacune considérable, qu'il faut combler à tout prix et le plus rapidement possible.

Je ne m'illusionne pas sur les difficultés d'un tel travail. Le Comité d'Études communistes, constitué l'année dernière sous la direction de notre camarade Ker, et dont je faisais partie, s'était précisément chargé de le réaliser. Malheureusement, la mort soudaine de Ker, le travail de préparation du Conseil national d'octobre, puis du Congrès national de janvier, l'en ont empêché. De sorte que le travail reste à faire.

Il appartient au Comité Directeur de reconstituer le Comité d'Études communistes et de lui donner la possibilité et les moyens de travailler. Il appartient, enfin, au *Bulletin Communiste*, en attendant sa transformation nécessaire en *Revue Communiste*, d'encourager les camarades au travail, en sollicitant et en publiant des études économiques et sociales concernant la situation de notre pays. Pour cela, il faudra, à mon avis, élargir le *Bulletin Communiste*, lui enlever son caractère trop exclusivement politique et préparer ainsi, peu à peu, sa transformation en une *Revue Communiste* qui sera l'organe d'étude et d'information complète dont le Parti a un si grand besoin.

Persuadé d'interpréter l'opinion d'un grand nombre de camarades du Parti, j'espère que tu voudras bien lui faire l'accueil qu'elle mérite. Donne-nous la *Revue Communiste* dont nous avons besoin, et tu auras, une fois de plus, bien mérité du Parti.

Tout cela est bel et bon. Mais nous n'en sommes pas plus avancés. Il nous faut des hommes qui aient le temps de faire la Revue. Quels sont-ils ? Le reste n'est que littérature.

Ollivier se trompe, à notre avis, dans son évocation de la Revue Communiste. Cette Revue ne méritait pas son nom car elle était, comme le Bulletin, un simple recueil, et non un travail méthodique, fait avec continuité et passant en revue les questions d'actualité.

Faire une « Revue » qui ne serait que notre Bulletin sous un autre format serait bien inutile. Autant continuer le Bulletin.

Notre Bulletin Communiste, avec ses défauts que nous lui connaissons bien, a duré, tandis que disparaissaient l'Avenir International et la Lutte de classes (qu'il a absorbés) et la Revue Communiste. Il est vrai qu'il était soutenu, d'abord par le Comité de la 3^e Internationale, puis par le Parti. Mais le chiffre de sa vente prouve qu'indépendamment de ce soutien, le Bulletin intéresse depuis plus de quatre ans un noyau très important de lecteurs et d'abonnés, comme jamais ne le fit aucune revue socialiste avant lui. Et il faut dire nettement qu'on ne fait pour ainsi dire rien pour accroître la diffusion du Bulletin ; il suffirait d'un effort insignifiant pour doubler au moins, peut-être pour tripler le cercle de nos lecteurs. Nous ne faisons aucune publicité, la vente n'est pas organisée, la parution est souvent irrégulière, etc.

Il n'est pas exact de dire que le Bulletin soit consacré à la question russe. Il lui donne, il est vrai, une place considérable, mais c'est parce que la Révolution russe tient une place énorme dans le monde et dans l'histoire. Il n'empêche que nous avons le souci de ne manquer aucun grand événement, et notre « Table des matières » prouve que nous avons passé en revue les principaux faits économiques et politiques. Les deux derniers mois, nous avons dû consacrer la majeure partie du Bulletin aux choses russes, l'actualité nous l'imposant ; mais, auparavant, c'étaient les affaires allemandes qui tenaient la plus grande place.

Si nous n'avons pas eu plus souvent d'articles sur la situation économique de la France et les tendances générales du régime, ce n'est nullement par intention : c'est la matière qui nous a manqué. Quels sont les camarades qui pourraient se plaindre de n'avoir pas été accueillis à bras ouverts quand ils apportaient un article intéressant ? Nous avons au contraire systématiquement encouragé tout essai, tout effort, toute tentative, et publié des articles que nous étions loin d'approuver, uniquement pour stimuler l'esprit de recherche, d'étude et de discussion. Et tout collaborateur qui nous apportera un travail digne de publication sur les questions justement signalées par Ollivier sera le bienvenu, même avant la transformation du Bulletin.

Pour justes et intéressantes qu'aient été les vues exprimées par Fontanilles dans sa lettre à nous adressée (nous l'avons publiée dans l'Humanité pour attirer l'attention des camarades sur le problème), elles n'ont malheureusement pas de valeur pratique. Il ne suffit pas qu'une question intéresse Fontanilles, Ollivier, et deux douzaines encore d'autres camarades ; on ne tire pas une publication à vingt-cinq exemplaires ; la nôtre tire à 5.000 et il s'agit de satisfaire la majorité des lecteurs en allant au plus pressé. Nous donnerons satisfaction aux nouvelles exigences dans la mesure où nous trouverons des collaborateurs, tant pour enrichir la publication que pour la diffuser. Si personne ne fait d'efforts pour aider le directeur, si chacun s'imagine qu'il n'y a qu'à réclamer telle ou telle amélioration, il sera impossible de rien changer.

Quand nous avons fondé le Bulletin, nous croyions n'en faire que quelques numéros espacés. Le succès a été tel que nous en avons entrepris l'édition régulière dès le troisième numéro, et que, depuis, la publication s'est poursuivie sans interruption malgré les vicissitudes de notre vie de militant. Nous étions si peu partis pour faire une revue que nous n'avions pour tout « fonds » que la boîte aux lettres en tôle émaillée achetée par Reynaud au « Bazar de l'Hôtel de Ville » au prix de quatre francs quatre-vingt-quinze centimes, et

suspendue au bas de l'escalier de l'imprimerie. Si nous avons duré et tenu, c'est que le Bulletin répondait à un besoin.

Il n'y a rien de changé, sinon que les besoins du Parti se sont accrus. Mais pour les satisfaire, il faut en accroître les moyens, ce à quoi peu de camarades ont songé jusqu'à présent. Qu'on se mette à l'ouvrage et, dans quelques mois, nous ferons la revue de nos rêves communs.

Boris SOUVARINE.

* *

Un camarade russe nous écrit :

Le malaise qui existe actuellement dans la Fédération de la Seine est le résultat d'un phénomène très explicite, qui consiste en ce que la base d'organisation ne concorde plus avec le but poursuivi.

Le Parti communiste, formé en France depuis une année, inspiré par les principes léninistes, a compris, comme ses frères aînés de Russie et d'Allemagne, que la meilleure organisation de la lutte de classe est la formation des noyaux communistes dans les usines.

Ces noyaux formeront la base de la Fédération de la Seine. Les mots d'ordre de la Fédération, par l'entremise des noyaux, iront directement toucher les couches profondes de la classe ouvrière. Par ces mêmes noyaux, les aspirations de la masse seront consultées par la Fédération avant de déclencher un mouvement général ou partiel de la classe ouvrière.

Nous avons perdu une année en discussions stériles sur les avantages ou inconvénients des noyaux d'usines.

Les commissions syndicales du Parti ont fait de la bonne besogne pour le redressement du mouvement syndical en France, mais ce n'est pas suffisant.

Il faut que nous ayons une influence directe sur toute la classe ouvrière. C'est par les noyaux d'usines que nous arriverons à la formation durable des Comités d'usines, émanation même de la classe ouvrière.

Le travail urgent à faire, le seul révolutionnaire, c'est l'organisation des noyaux d'usines partout où travaillent nos camarades communistes. Même s'il n'existe qu'un seul communiste dans une entreprise, cela suffit pour servir de trait d'union entre la masse de cette entreprise et la Fédération.

Il faut que ce travail d'organisation se fasse sur une grande échelle. Il faut pour cela que le Bureau s'adresse à tous les Comités de sections en leur donnant les noms des camarades qui travaillent dans les entreprises de leur arrondissement, pour la formation des noyaux communistes. Le travail du Bureau sera la répartition et la liaison avec les noyaux déjà formés.

Même avec les listes incomplètes, on pourra commencer ce travail, quitte à les compléter par la suite.

Il faut faire vite, car les événements qui se préparent peuvent nous surprendre à nouveau.

Attachés solidement à la masse des travailleurs par ces noyaux d'usines, la Fédération de la Seine

et avec elle tout le Parti, pourront mener une lutte victorieuse contre le Capital.

La formation des cellules d'usines est, en effet, la tâche immédiate la plus importante du Parti. Les organisations territoriales, ou géographiques, ne correspondent plus aux devoirs du Parti ; elles pouvaient satisfaire aux préoccupations électorales, non aux nécessités de l'action directe de la masse ouvrière. C'est bon signe, que de nombreux camarades se fassent les interprètes des nouveaux besoins du Parti et insistent fortement pour le développement de nos ramifications dans les usines. Mais il faut se mettre à l'étude des meilleurs moyens pratiques de réalisation. On a dit assez de généralités sur le sujet. Il est temps de se livrer au travail concret, de confronter les expériences déjà faites, de les mettre en parallèle avec celles des autres pays, de citer en exemple des cellules modèles, etc.

* *

Le camarade Dadot (de la Seine) nous écrit principalement sur la question russe :

Puisque vous sollicitez instamment les camarades, afin qu'ils donnent leur opinion sur la discussion engagée dans notre Parti communiste russe, je vais vous donner modestement celle d'un camarade, fidèle lecteur du *Bulletin Communiste* depuis son existence :

1° De tous les éléments que vous avez mis à notre disposition, j'en déduis que les camarades russes seront plus qualifiés que nous pour résoudre cette question eux-mêmes sans l'intervention d'aucun Parti frère, ni même de l'I. C. ;

2° Je ne comprends pas que des camarades puissent être désireux de voir les militants en vue prendre parti d'une manière absolue pour la majorité ou l'opposition, ce qui, à mon avis, serait une faute grave pouvant mettre en danger le sort de la Révolution russe ;

3° Je crains que certains camarades transposent trop facilement les discussions du Parti russe concernant la démocratie ouvrière sur le plan du Parti français, ce qui serait un danger, car les conditions ne sont pas les mêmes ; nous n'avons pas encore pris le pouvoir, et ce que nous devons principalement apprendre du Parti russe, c'est son action et sa structure d'avant la révolution d'octobre, si nous voulons l'imiter.

Dans l'ensemble, je suis d'accord avec vous pour penser que des deux côtés, il y a de bonnes idées et de justes critiques, que nous avons intérêt à connaître, et nous souhaitons que le *Bulletin* ne craigne pas de nous renseigner aussi sur tous les événements importants du pays de la Révolution à l'œuvre, même les événements malheureux, car il est préférable que nous les apprenions par cette voie plutôt que par nos ennemis.

Il me semble aussi que le *Bulletin* devrait entreprendre une campagne immédiate en faveur de la création des cellules d'usines, des Conseils d'usines, en indiquant leurs buts, leur rôle, leur fonctionnement, et tous les éléments pouvant permettre aux camarades de développer ces organismes

essentiels du développement d'un vrai Parti communiste.

Si nous avons bien compris, Dadot nous approuve dans notre effort pour éviter une division entre militants français, correspondant aux tendances russes. Nous espérons que l'ensemble du Parti pensera de la sorte.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que nous nous considérons comme « neutres » dans un conflit important pour toute l'Internationale ; mais il y a vraiment un nombre infime de camarades capables de se prononcer vraiment en complète connaissance de cause. Seuls, ceux qui se sont mêlés à la vie du Parti russe pourraient donner un avis utile, sinon juste.

Les représentants du Parti français auprès de l'Internationale devront travailler à l'unité de la section russe. Prendre parti pour un courant contre l'autre, comme s'il existait un courant anti-communiste, ce serait transposer la division russe dans la section française, ce serait briser notre unité tôt ou tard. Le Parti ne commettra pas cette faute.

*
**

Le camarade Lucien Raynaud (de Bergerac), nous avait écrit avant le Congrès de Lyon. Mais nous n'avons pas eu la possibilité de publier à temps toutes les lettres intéressantes reçues. Nous donnons la sienne, qui a conservé toute sa signification.

C'est encore un jeune qui vous soumet ses impressions. Fidèle lecteur du *Bulletin*, auquel je suis abonné dès le début, je trouve à sa lecture un plaisir toujours nouveau et j'attends impatiemment, chaque semaine, son arrivée. Je constate que la plupart de vos correspondants ont émis des opinions fort judicieuses et pleines de bon sens sur les questions posées.

Vos études sur le « Cours nouveau » du Parti bolchevik sont fort intéressantes, quoique un peu arides; les souvenirs de Chliapnikov devraient être publiés en volume par la librairie de l'*Humanité*.

Je trouve également que les différents rapports et thèses du Congrès de Lyon sont arrivés trop tard pour faire l'objet d'un débat sérieux et approfondi. Il paraît que ce retard est imputable aux imprimeries bourgeoises ; mais il y a en province des imprimeries ouvrières qui manquent de travail, par suite du boycottage capitaliste !

La question de l'éducation doctrinale, qui a fait l'objet d'articles de Dunois, Vaillant-Couturier, Souvarine, etc., devrait recevoir au plus tôt une solution pratique.

Délégué au Congrès fédéral de la Dordogne, j'ai fait adopter la motion suivante :

« Le Congrès des Fédérations de la Dordogne et du Lot, réuni à Périgueux le 13 janvier 1924,

« Considérant que les déviations électoralistes et autres, les erreurs de tactique, les discussions de personnes, les idées confusionnistes sont le résultat inévitable d'un manque d'éducation doctrinale,

« Lance le mot d'ordre : « Une bibliothèque par section communiste » ;

« Invite les sections et les camarades à s'abonner au Bulletin Communiste, organe hebdomadaire doctrinal du Parti... »

Un second délégué bergeracois fit l'historique de la « Bibliothèque populaire » de la Jeunesse communiste de Bergerac, qui possède 300 livres et 250 brochures, résultat de trois années de patients efforts, œuvre de quatre ou cinq camarades dévoués.

Notre appel ne fut pas tout à fait inutile, puisque le délégué de Thenon nous demanda des renseignements pour la création d'une bibliothèque.

J'espère que le Congrès de Lyon ou le prochain Congrès administratif voudront bien prendre des décisions d'ordre pratique et organiser méthodiquement l'éducation. C'est un scandale de voir le faible tirage de nos publications ; c'en est un autre de constater l'indigence intellectuelle et doctrinale du plus grand nombre des membres du Parti, et ce ne sont pas les moins bavards.

Inutile de m'objecter le prix élevé des livres (l'*Humanité* fait d'ailleurs de sensibles réductions aux groupements ouvriers). Que chacun se prive d'un apéritif, d'une soirée de cinéma par mois, et, avec ce même sacrifice, chaque section pourra constituer un embryon de bibliothèque qui grandira... si tous le veulent.

Oui, des livres, des brochures, des bibliothèques. Et des cours, des écoles communistes aussi ! Notre Parti en a grand besoin. N'est-il pas triste de constater que nos éditions soient si insuffisantes, s'écoulent si lentement ? Combien avons-nous de camarades qui s'instruisent en marxistes et deviennent capables de se former eux-mêmes une opinion juste sur une question inattendue, avec le seul secours de leur intelligence communiste ? Combien, hélas ! se déterminent sous des influences étrangères à la raison révolutionnaire, c'est-à-dire à une conception marxiste des faits et de leur développement ? Et combien, parmi ceux qui lisent le Bulletin Communiste, ont vraiment conscience de la valeur d'un effort consistant à suivre sa ligne, en résistant aux entraînements de droite ou de gauche, en luttant à la fois contre les prétendus plus sages et les soi-disant plus « à gauche » ?

*
**

Dans notre prochain numéro, nous publierons des lettres de nos camarades Florimond Bonte, Rieu, Michel Marty, etc.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.